

Adriaan Verhulst, *The Rise of Cities in North-West Europe*, Cambridge, Cambridge University Press, 1999, 174 p.

Stéphane Lebecq

DANS **ANNALES. HISTOIRE, SCIENCES SOCIALES** 2003/5 58e année , PAGES V À V
ÉDITIONS ÉDITIONS DE L'EHESS

ISSN 0395-2649

ISBN 9782200909635

Date de mise en ligne : 01/10/2003

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-annales-2003-5-page-V?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Éditions de l'EHESS.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Hélène Rivière d'Arc (dir.)

Nommer les nouveaux territoires urbains
Paris, Éditions de l'UNESCO/Éditions
de la MSH, « Les mots de la ville »,
2001, 279 p.

Christian Topalov (dir.)

Les divisions de la ville
Paris, Éditions de l'UNESCO/Éditions
de la MSH, « Les mots de la ville »,
2002, 469 p.

Présentant le projet des mots de la ville dans la revue *Enquête*, en 1996, Jean-Charles Depaule et Christian Topalov, qui dirigent la collection dont ces deux ouvrages constituent les premières publications, rappelaient la formule d'Émile Durkheim (dans *Les formes élémentaires de la vie religieuse*) selon laquelle « l'espace ne saurait être lui-même si, tout comme le temps, il n'était divisé et différencié ». Et de souligner que les mots et les formalisations du social ne sont ni aussi stables ni aussi partagés qu'on pourrait le croire. Cela revenait à lancer une vaste réflexion sur « les luttes de classement », d'autant plus importante, était-il affirmé, qu'il n'est « pas fréquent que les historiens des villes, s'agissant des divisions urbaines, soient très attentifs à restituer le vocabulaire de leurs sources ».

Les deux ouvrages relèvent ce défi, lancé au milieu des années 1990 par une vaste enquête qui interroge des territoires allant de la Chine à l'Amérique du Sud, et de l'Afrique à l'Inde en passant par le Japon. Impossible ici d'en résumer tout ce qui en fait le sel. Ces monographies ont été pensées, menées et discutées dans le cadre de séminaires animés par un questionnement commun même si, comme dans tout ouvrage collectif – les deux ouvrages rassemblent plus de vingt-cinq communi-

tions –, le cahier des charges n'est pas respecté avec la même constance par tous les auteurs. Au demeurant, il ne s'agit pas là d'une juxtaposition de communications mais véritablement de réflexions qui se répondent.

Le premier ouvrage s'ouvre sur une vigoureuse communication portant sur les notions à la mode : *Edge (of) city, exopolis* ou nouveaux *burbs*. Le *turnover* des notions est ici à l'image de celle de la mobilité des usagers de l'espace urbain, rapide... Les processus universaux d'accumulation du capital ne débouchent pas nécessairement sur une même forme urbaine universelle, est-il affirmé, et le jugement est sans appel : « Imaginer que Los Angeles [représente le futur] de la plupart des villes est une idée peu sérieuse qui peut conduire à de grossières erreurs. » Et d'accuser : ce nouveau lexique est avant tout un « exercice de virtuosité en néologie ». L'article rappelle la nécessaire contextualisation des catégories, thématique dominante des deux ouvrages.

La ville n'est pas une catégorie immuable, elle se transforme perpétuellement. Elle est un palimpseste d'expériences historiques où se redéfinissent sans cesse les mots et les choses, les formes et les pratiques de la vie urbaine. Tel est bien le fil conducteur d'une démarche qui entend montrer que les logiques de classement ne sont pas invariables, car elles résultent d'interactions permanentes entre sociétés et espaces. Une conclusion pratique s'impose pour toute recherche sur l'espace urbain : plaquer, *a priori*, des découpages fondés sur des catégories étrangères à un espace revient, bien souvent, à s'interdire d'en comprendre les logiques.

Les contributions les plus fécondes interrogent le sens des mots et analysent la manière dont cette réflexion permet de mieux

comprendre les arcanes de tel ou tel espace urbain. Séparer la réflexion sur les catégories de l'utilisation de ces mêmes catégories ne se fait pas impunément, le faire serait s'exposer aux impasses du *Linguistic turn* tout comme, à partir de prémisses totalement différentes, les historiens de l'école méthodique croyaient pouvoir séparer critique des textes et construction des faits. La réflexion sur les catégories est partie intégrante de toute recherche urbaine ; elle ne saurait en constituer un élément autonome. Dans les études urbaines, la démarche scientifique consiste à mener en même temps la réflexion critique sur les catégories de l'analyse, et l'analyse elle-même.

On ne peut que conseiller la lecture de ces deux ouvrages, tant ils commandent les questionnements que les enquêtes sur la ville sont amenées à se poser, tant ils signalent aussi combien les processus urbains ne se comprennent que dans la durée, infirmant ainsi tous les discours qui entendent faire l'économie de l'histoire dans la compréhension des phénomènes urbains et pour lesquels la genèse des villes ne saurait remonter au-delà de la Seconde Guerre mondiale, voire avant les années 1970... En réalité, l'époque des Lumières joue un rôle essentiel dans l'évolution des lexiques administratifs occidentaux et dans le passage des « anciens régimes à la modernité territoriale ». Longtemps le territoire est hétérogène, discontinu, polarisé, et le passage à un espace lisse, plein et saturé, si tant est qu'il advienne, est un processus long et, parfois, pour un temps au moins, réversible. Les nouvelles manières de dire se sont souvent surimposées, sous le choc des impérialismes occidentaux, comme en attestent plusieurs communications sur les mondes non européens, qui sont souvent les plus éclairantes sur la genèse de ces processus et soulignent la non-pertinence des catégories de pensée qui semblent les plus « naturelles », les plus occidentalocentriques aussi. S'y affrontent les différents niveaux de langues, révélant souvent de manière explicite les tensions et les conflits qui structurent les espaces urbains, ainsi à Shangai. Là, les Occidentaux ont longtemps protesté contre la langue des documents officiels, qui, comme le langage populaire, évoquait, sans qu'il existe pourtant une connotation péjorative, le *yichang*

(espace des Barbares) et non le *zuijie* (concession). À partir de 1858, les documents officiels n'emploient plus que le terme *yangchang* (espace des Occidentaux), mais *yichang* persiste longtemps dans la langue populaire. Après avoir compris les normes de fonctionnement de ces mondes urbains, l'évidence du questionnement s'impose plus facilement lors de l'analyse d'espaces plus familiers. Se retrouve là une constante du dépaysement : obliger à repenser ses propres catégories et rompre avec les évidences apparentes.

Des territoires urbains contigus n'appartiennent pas tous à la même entité. La marche vers l'unification est lente, et longtemps perdue le « divisionnel » sur « l'unitaire » pour reprendre des formules utilisées dans une communication portant sur l'extension urbaine dans l'Espagne du XIX^e siècle. Souvent les villes sont faites de plusieurs villes : le cas de Prague est emblématique. Sur les bords de la Vltava existent cinq entités distinctes, délimitées par des murs, ayant obtenu le statut de ville à des dates différentes, pour être finalement réunies sous l'égide d'un seul magistrat à la fin du XVIII^e siècle. De même, Londres, vaste conglomérat de *villages*, de *hamlets* et de *manors*. Ce point avait déjà été noté par David Cannadine en 1977 dans *Social History* lorsqu'il évoquait le *Report of the Commissioners for Inquiring in the State of Large Towns and Populous Districts*, de 1845. Ce document de la première moitié du XIX^e siècle le précisait déjà explicitement : « En raison de l'étendue de Londres et du fossé moral qui sépare les différentes classes d'habitants, ses multiples quartiers devraient être désignés comme un assemblage de villes plutôt que comme une seule cité ; et il en est ainsi [...] dans d'autres villes. » Face à cette agrégation d'espaces héritiers de traditions et de pratiques différentes, la tentation de l'uniformisation et de l'homogénéisation se heurte à la diversité des expériences, des institutions et des individus.

Vu l'attention portée au vocabulaire des experts de la ville, on peut regretter que les congrès de l'entre-deux-guerres de l'Union internationale des villes, dont les actes sont publiés en anglais et en français, n'aient pas été évoqués : les débats qui les animaient portent sur des sujets qui recoupaient parfaite-

ment les préoccupations de l'enquête sur les mots de la ville, et, surtout, les deux versions des mêmes débats auraient fourni des indices pour comprendre la migration des concepts et des notions d'un univers linguistique à l'autre. Cette absence est d'autant plus étonnante que, dans la présentation du projet, J.-C. Depaule et C. Topalov, évoquant des institutions internationales comme la SDN ou l'ONU, soulignaient que « les traductions de textes administratifs, techniques ou savants permettraient d'identifier les solutions successivement retenues et leurs implications à la fois sur l'échange international et sur les différentes langues ».

Il est dommage que, dans les deux ouvrages, aucun index ne favorise le repérage de notions comme *arrabal*, *Edge city*, *suburbios*, *partidos*, *ku*, *machi*, *xian*, *houma* ou *rbat*... Mais, et c'est heureux, ces premières publications d'un travail de longue haleine consacrées aux mots de la ville devraient vite devenir un passage obligé pour tout chercheur travaillant sur le phénomène urbain. Et on attend avec d'autant plus d'impatience la publication du « trésor » des mots de la ville qui devrait permettre de dépasser la simple traduction des lexiques spécialisés.

JEAN-LUC PINOL

Martin Körner (éd.)

t. 1, *Destruction et reconstruction des villes*,

t. 2, *Destruction par le pouvoir seigneurial, les troubles internes et les guerres*,

t. 3, *Rapport final*

Berne-Stuttgart-Vienne, Paul Haupt,
3 vols, 1999-2000, 339, 459 et 196 p.

La commission internationale pour l'histoire des villes a organisé entre 1996 et 2000 quatre colloques sur le thème général de la destruction et de la reconstruction des villes entre l'Antiquité tardive et les temps contemporains. Sur ces deux mille ans d'histoire, les mille ans de la période médiévale à travers toute l'Europe sont particulièrement bien représentés, dans les deux volumes qui traitent soit des désastres naturels (tremblements de terre, incendies et inondations), soit de des-

tructions organisées par le pouvoir politique, ou provoquées par les troubles internes et les guerres.

Dans le premier volume, sont évoquées des questions essentielles sur la prise de conscience des risques, les mesures préventives, la responsabilité et l'indemnisation des dommages, les changements de la topographie sociale et l'évolution des structures professionnelles qui s'ensuit, la mémoire des désastres et son usage ; dans le deuxième volume, les concurrences mortelles entre villes voisines, les guerres de factions dans les cités italiennes, les soulèvements dans les villes germaniques, brisés par les seigneurs territoriaux, les expéditions punitives des ducs de Bourgogne contre les villes flamandes et contre Liège en 1468 : dans tous les cas, l'accent est mis sur les aspects matériels des dommages ritualisés et subis, que l'exécution soit confiée à des spécialistes du bâtiment originaires des villes rivales, comme à Milan en 1162, ou que la destruction symbolique des portes, la confiscation de l'horloge, l'incendie des faubourgs industriels s'accompagnent d'une proclamation de souveraineté, d'une mise sous tutelle des institutions et d'une perte de privilèges.

Si l'accent principal a été mis sur les aspects négatifs des destructions, de la chronologie reconstituée des tremblements de terre à la litanie des pertes, l'aspect le plus original des deux volumes considérés et du rapport général qui constitue le troisième, édité en français, en allemand et en anglais, est de souligner les aspects positifs de la reconstruction : d'abord, la solidarité manifestée par les villes voisines qui apportent les premiers secours, prêtent leurs spécialistes, et l'aide matérielle consentie par le seigneur territorial, qui favorise l'approvisionnement en matériaux de construction ; ensuite, les incitations des autorités municipales à la prévention des risques et à la modernisation de l'immobilier, par exemple par remises d'impôts ou primes au changement des toitures ; enfin, la relance de l'activité économique locale et régionale par la demande d'équipement, qu'il s'agisse de la remise en état des infrastructures ou de la construction de nouvelles enceintes. Ajoutons que le médiéviste a tout à gagner à confronter, sur un thème aussi général et aussi neuf, l'appart de commu-

nications portant soit sur l'abandon d'une ville macédonienne créée par Philippe II, soit sur les destructions de Berlin pendant la Seconde Guerre mondiale et la reconstruction de la ville dans ses deux secteurs jusque dans les années 1970.

PHILIPPE BRAUNSTEIN

Claude Petitfrère (éd.)

Construction, reproduction et représentation des patriciens urbains de l'Antiquité au XX^e siècle

Tours, CEHVI, 1999, 569 p.

Les quarante communications réunies par Claude Petitfrère et dont Maurice Sartre tire les conclusions ne partagent pas toutes la même conception du patriciat, entendu ici comme le groupe qui domine une cité. C'était sans doute la condition de la première réussite : associer des spécialistes français et européens de l'Antiquité et des périodes moderne et contemporaine. Sa couverture géographique répond à son ouverture chronologique, et le volume s'organise autour de trois thèmes : formation, pérennisation ou remplacement du patriciat ; instrumentalisation et légitimation du pouvoir patricien ; le patriciat en représentation, représentation du patriciat. La quasi-totalité des communications présente des études de cas, à l'exception notable des utiles présentations par Henri Dubois des récents travaux des médiévistes français et par Gérard Chaix de l'historiographie allemande contemporaine.

Peut-on gouverner à Rome sans argent, demande Claire Feuvrier-Prévotat. Du patriciat, nous avons une image très forte, qui renvoie d'abord à la richesse et au pouvoir économique qu'incarne ici le président du Medef, dépeint par Monique de Saint-Martin. Aussi n'était-il pas inutile qu'Yves Porcher mesure l'écart entre la perception des familles de Marvejols qu'il avait étudiées et leurs représentants actuels. Les signes extérieurs ne suffisent pas à caractériser un groupe dont Jean-Luc Pinol montre la diversité en opposant les élites lyonnaises et strasbourgeoises de la guerre de 1870 à la Seconde Guerre mon-

diale. C'est pourquoi Catherine Arlaud, Joëlle Burnouf et Jean Maire, qui présentent des maisons patriciennes de la fin du Moyen Âge à Lyon et Strasbourg, témoignent surtout du renouvellement de l'archéologie urbaine. La conclusion n'est guère différente pour les cimetières. Claude-Isabelle Brelot parvient à caractériser les tombes du patriciat bisontin par leur simplicité, mais Jean-Pierre Chaline ne trouve guère au monumental de Rouen que le souhait de pérenniser une position sociale... Jean-Baptiste Yon en fournit une explication : l'émulation pour la construction des monuments funéraires oblige les patriciens de Palmyre à se différencier par la culture gréco-romaine. Si l'évergétisme des grandes familles du Hauran romain associe de multiples donateurs pour doter les villes de nouveaux monuments (Annie Sartre-Fauriat), l'ostentation n'est licite, affirme Pauline Schmitt-Pantel, que lorsqu'elle sert la cité, cette collectivité dont le patriciat, tel qu'il apparaît dans les *Grandes Chroniques de France*, s'érige complaisamment en gardien et en représentant (Christine Bousquet-Labouërie). Certes, le patriciat se dit, par exemple dans les premiers livres de famille allemands qu'analyse Thomas Zotz, mais son discours ne correspond pas à la réalité, comme l'illustre le cas de Mulhouse décrit par Sylvie Aprile. En revanche, l'exemple italien, décidément suggestif avec ses cités-États, rappelle que la fortune des grandes familles a aussi une large assise rurale, ainsi qu'en témoignent les tableaux d'autel de la chapelle de Palla Strozzi, dans l'église florentine de Santa Trinità (Maurice Brock). Jean Andreau est fondé à souligner que ville et campagne entretiennent une relation sociale « de type classiste ».

Cette domination prend appui sur la culture, et Odile Redon met en avant la maîtrise du droit, qu'elle observe dans la Toscane médiévale. Janine Cels-Saint-Hilaire, s'interrogeant sur l'origine sociale d'Horace, suggère que le patriciat se définit par sa capacité à retrouver une position dominante, même lorsque le contexte institutionnel y fait obstacle : chevalier romain, le poète était fils d'affranchi, mais quel était le rang initial de son père ? L'article de Christine Lamarre va dans le même sens : ses maîtres bourguignons parviennent à choisir

leurs successeurs alors que les états possèdent leurs charges.

La réforme L'Averdy ne fait qu'entrouvrir à des familles nouvelles l'hôtel de ville de Tours (Béatrice Legrand-Baumier), tenu par un groupe que C. Petitfrère décrit comme une nébuleuse aux contours mouvants. Il est toujours fascinant d'opposer la solidité d'un patriciat à sa capacité à se renouveler en accueillant des nouveaux venus. Nouveaux venus, et non hommes nouveaux : Jean Tricard oppose Gaultier Pradeau, brisé pour s'être opposé au patriciat limougeot, à Psaumet Péconnet, qui sait en accepter les usages pour s'y intégrer. En une communication dense, Bernard Chevalier caractérise le renouvellement des élites urbaines en France à l'aube des Temps modernes. Il propose de distinguer, d'une part, les élites fondées sur l'acquisition d'un savoir et, de l'autre, la noblesse héritée. Tout en s'affirmant, la bourgeoisie répand ses valeurs qui transparaissent dans les titres d'honneur qui complètent l'identité d'un individu. Surtout, le système social de la bonne ville est relayé par le développement de la monarchie grâce à la vénalité des offices. François Kirbihler, présentant le rôle des femmes d'une grande famille d'Éphèse, les Vedii, se rattache expressément à ce modèle. L'analyse sociale renvoie ici à la formation de l'État. Après tout, à suivre Pascal Liévaux, la construction de l'hôtel de ville, qui devrait manifester le pouvoir communal, devient à la fin du XVII^e siècle l'affaire des intendants.

Au modèle Chevalier, fondé sur les bonnes villes françaises, s'oppose l'entrelacement, le modèle Reinhardt, sur lequel s'appuie Pedro de Brito pour montrer qu'à Porto, au XVI^e siècle, le pouvoir dans la ville se partage entre une douzaine de familles unies par des liens de mariage. La différence tient à la manière de traiter le corpus, l'analyse sociale ne dispensant nullement de considérer le lien avec le pouvoir central : au Portugal, les familles qui ont abandonné les hasards du commerce conservent leur pouvoir sur la ville en se rapprochant de la Couronne, au point d'en devenir dépendantes ; tandis qu'elle s'imprègne de l'idéal nobiliaire, la bourgeoisie se fonde dans la noblesse du royaume. Guy Saupin, s'efforçant de passer de l'identifica-

tion de dynasties éditaires à des réseaux dynastiques, insiste sur l'intérêt de raisonner en termes de parentèles élargies. Parmi les familles qui dominent Nantes à l'époque moderne, il distingue une transmission de l'influence à travers les générations d'une chaîne de familles, la dynastie, et un échange horizontal de services entre familles reliées entre elles, la parentèle. Il peut ainsi mettre en évidence la rotation des familles au sein du patriciat, dont le renouvellement tient à la vigueur du grand commerce. La communication de Sylvie Mouysset n'infirme pas ses conclusions : la constellation qu'elle dessine des alliances matrimoniales au sein du consulat de Rodez permet à chaque famille d'assurer, en dépit des statuts de la ville, une présence continue au corps de ville de François I^{er} à Henri IV. Quel est donc ce patriciat dont la perpétuation se heurte à l'attrait des offices royaux et à des carrières dans de plus grandes villes ? Quand les livrées municipales ne rivalisent plus avec la robe des officiers du roi, celui-ci perd la maîtrise de la compétition entre les groupes, conclut Denise Turrel.

Nombre de ces études rappellent la difficulté de caractériser un groupe sans connaître précisément les institutions sur lesquelles il appuie sa domination. Lorsque Jean-Marie Constant lie le pouvoir municipal et le patriciat du Mans de Louis XI à la Révolution, il constate que la réussite n'est pas au rendez-vous en dehors du présidial. Faut-il pour autant assimiler au patriciat des compagnies d'officiers, fût-ce le bureau des finances de Tours (François Caillou) ou le prestigieux parlement de Bordeaux dont Anne-Marie Cocula retrace l'affirmation ? Jean-Marie Moine apporte la démonstration inverse, tant les chambres de commerce qu'il présente voient se renouveler les « gros » qui les contrôlent. Si, comme l'affirme Boris Bove en invoquant le patriciat parisien sous Philippe le Bel – « une grande famille » –, il est impossible de penser le patriciat d'une ville sans référence à la structure étatique qui englobe celle-ci, alors l'Italie et l'Allemagne contemporaines, qui réalisent tardivement leur union, fournissent des terrains d'enquête aussi remarquables que la Sicile grecque dont Sophie Collin-Bouffier montre que la générosité et l'ostentation que

déployaient ses aristocrates s'adressent aussi aux Grecs de métropole. C'est ce qu'accrédite la belle communication que Fabrice d'Almeida et Fabio Passera consacrent à deux petites villes des Marches. Comment des noblesses urbaines réagissent-elles à l'émergence d'une noblesse nationale ? Conscientes de ne plus pouvoir reproduire des stratégies héritées, il leur faut à la fois intégrer des nouveaux venus, ceux qui ont associé leur réussite à la réalisation de l'unité nationale, et prendre rang parmi une aristocratie nationale. Bien qu'attachés à leur ville d'origine, ces nobles parviennent à s'adapter grâce à leur solide formation : l'éducation, qui permet l'apprentissage de la distinction, donne aussi les moyens d'imposer ses valeurs à une aristocratie nationale. Les destins de la noblesse d'Empire que présente Nathalie Petiteau montrent d'ailleurs qu'un État centralisé peut forger une aristocratie avec des citoyens sans réactiver le modèle patricien. Il est vrai que l'on assiste alors à une hiérarchisation des villes dont Henri-Louis Fernoux repère déjà les linéaments en Bithynie, et que celle-ci peut produire une uniformisation des comportements politiques dans les cités (Stephen Mitchell).

Les organisateurs du colloque s'étaient gardés d'imposer une définition précise du patriciat. Ces actes leur donnent raison, dont la riche diversité invite à répudier les commodes représentations que met implicitement en œuvre un pragmatisme frileux.

CHRISTOPHE BLANQUIE

**G. P. Brogiolo
et Bryan Ward-Perkins (éds)**

The Idea and Ideal of Town between Late

Antiquity and the Early Middle Ages

Leyde, Brill, « The Transformation of the Roman World-4 », 1999, xvi-265 p.

La richesse du vaste programme international « The Transformation of the Roman World » s'exprime dans la publication, à un rythme soutenu, d'ouvrages riches de points de vue comme d'informations et nourris par de longues discussions préliminaires. Celui-ci en est une illustration. Dix communications

visent à étudier l'évolution de l'idéal urbain entre la fin de l'Antiquité et le Moyen Âge, aussi bien dans le monde byzantin (J. Haldon, W. Brandes), à Athènes (P. Castrén), dans la Syrie umayyade, à travers l'exemple de 'Anjar (R. Hillenbrand), en Italie (G. P. Brogiolo) ou en Occident (A. M. Orselli, N. Gauthier), ou bien envisagent des thèmes précis sur toute l'étendue de l'espace considéré : les images de la ville (C. Bertelli), la place des sépultures dans la cité (G. C. Wataghin), le réemploi des monuments dans les nouvelles constructions (Bryan Ward-Perkins). Tous les thèmes importants sont donc abordés et aucune région n'est oubliée, sinon l'Afrique. La conclusion de G. P. Brogiolo, qui souligne cette richesse et fait apparaître en outre les questions à débattre les plus cruciales ainsi que l'ampleur du travail à réaliser pour leur apporter une réponse, est claire dans sa formulation générale et nuancée dans l'étude de cas particuliers.

Le petit nombre des sources écrites, souvent disponibles dans des éditions trop anciennes, et le caractère ponctuel des fouilles archéologiques, régulièrement incomplètes, imposent une confrontation permanente entre deux types de documents. Toutes les communications se plient à cette exigence. L'abondance et la qualité de leurs résultats confirment qu'il n'est plus possible, désormais, d'ignorer l'une ou l'autre partie des sources disponibles. C'est peut-être leur apport majeur.

Il ressort en particulier que, partout, les villes se sont profondément transformées sous l'influence de l'idéologie chrétienne relayée par la législation impériale, que les temples et les bâtiments publics antiques servirent de carrières pour les nouvelles constructions – même s'ils furent rarement transformés en églises ; que les cathédrales furent établies dans les zones peu urbanisées ; que les églises périphériques, édifiées près des *martyria*, accompagnent un déplacement de la population, capable de compenser en partie l'abandon du centre ; que l'interdiction d'enterrer dans les villes n'était plus respectée. Sur ce point, les évidences des fouilles africaines confirment ce qu'on établit difficilement en Italie, grâce aux textes (G. P. Brogiolo). Ces données, vérifiées sur toute l'étendue du

monde civilisé, ne sont plus contestables, même si elles doivent admettre quelques exceptions. Elles imposent la conclusion que la « crise » urbaine exprime autant la mutation de l'idéal urbain qu'une contraction des villes, surtout en Occident. Les contemporains avaient nettement conscience de créer un monde nouveau porteur d'espoir, même si leurs constructions n'étaient pas organisées par une idée globale de la ville chrétienne.

Les divergences portent sur les causes et l'ampleur du « déclin » des villes : la difficulté de trouver les traces des premières églises, construites en matériaux légers et enfouies sous les aménagements postérieurs, ne donnerait-elle pas l'impression d'une rétractation trop importante des constructions ? Le déclin, indéniable, résulte-t-il d'une crise économique ou d'un mépris pour l'urbanisme ?

Par ailleurs, il conviendra de souligner davantage, dans des recherches postérieures, que les édifices publics – civils ou religieux – sont payés sur le budget de l'État, par le souverain ou avec son autorisation. La question du « déclin » reçoit alors un éclairage différent, puisque les dépenses nouvelles pour les fortifications ou les églises compensent sans doute l'abandon de celles consacrées aux temples et aux bâtiments civils. La place faite à la générosité des nobles en est diminuée d'autant, dans la construction des cathédrales ou des églises paroissiales. De même, la prise en compte des travaux récents sur la noblesse, en particulier par le biais de la prosopographie, conduira à rechercher les maisons de ses membres, en identifiant correctement leur aspect et leurs fonctions.

Important par ses conclusions, ce recueil l'est aussi par les questions qu'il suscite.

JEAN DURLIAT

Adriaan Verhulst

The Rise of Cities in North-West Europe

Cambridge, Cambridge University Press, 1999, 174 p.

Il serait tentant de voir dans ce livre le testament de son auteur († 2002). Car Adriaan Verhulst, connu pour ses recherches sur le grand domaine des temps mérovingiens et

carolingiens, a été aussi un très important historien des villes, héritier d'Henri Pirenne dont il a occupé la chaire – mais un héritier aussi reconnaissant de la dette contractée à l'égard du maître que convaincu de la nécessité de mettre à jour son legs, grâce en particulier à la contribution des plus récentes recherches archéologiques et numismatiques. Le champ couvert par l'étude est plus restreint que ce que laisse entendre son titre, car l'Europe du Nord-Ouest est ici limitée aux Pays-Bas méridionaux, de la Somme à la Meuse ; cependant, sa couverture chronologique, qui va de la romanité tardive au XII^e siècle, permet d'étudier la genèse du fait urbain dans un espace relativement peu urbanisé par Rome mais qui a vu se constituer, dans les siècles du très haut et du haut Moyen Âge, un des réseaux de villes les plus denses d'Europe, spécialement en Flandre et le long de l'axe mosan.

Aussi A. Verhulst progresse-t-il par grandes phases chronologiques, étudiant tour à tour le legs de Rome et l'étiage de la vie urbaine (IV^e-VII^e siècle) ; un renouveau, qu'il situe au VIII^e siècle, et l'impact des raids vikings du IX^e ; « l'urbanisation du haut Moyen Âge », aux X^e-XI^e siècles ; et enfin l'épanouissement économique et institutionnel de la fin du XI^e et du XII^e siècle. À chaque stade du développement, l'auteur procède essentiellement par des études de cas – autant de petites monographies qui sont des mises au point fondées sur les recherches les plus récentes – regroupées par horizons le plus souvent régionaux : côtes de la mer du Nord, illustrées par de nouvelles générations d'*emporia*, parmi lesquels Walcheren-Domburg et Dorestat (*sic*) d'abord, Bruges ensuite font l'objet d'une attention particulière ; vallée de l'Escaut, à l'amont de laquelle se distinguent les cités épiscopales de Cambrai et de Tournai, et où s'illustrent, en aval, les agglomérations nouvelles de Gand et d'Anvers ; vallée de la Meuse, jalonnée par des *vici* hérités de la romanité tardive, qui reprennent du service comme marchés régionaux ; espace flamand où aux môles religieux – Gand, Saint-Omer – hérités du très haut Moyen Âge s'ajoutent les nouvelles villes drapantes et marchandes de Douai, Ypres et Lille...

À la fin de chacun de ses chapitres, A. Verhulst brasse, dans une conclusion syn-

thétique, l'ensemble des données (déclin de telle génération de ville, mutation de telle autre, apparition d'un type nouveau de places centrales...) et leur explication. Lui qui était resté si longtemps obnubilé par l'idée de continuité dans l'étude des implantations urbaines a dû convenir que s'il y eut dans bien des cas continuité topographique de l'occupation, il y eut presque partout discontinuité fonctionnelle. Surtout, A. Verhulst montre que ce n'est pas tant le commerce au long cours qui a déterminé la promotion des villes médiévales dans les Pays-Bas méridionaux que la fonction de marché micro-régional, de place centrale en somme, à la fois encadrée et stimulée par les structures de pouvoir proches qu'étaient les églises épiscopales (ainsi à Cambrai, Tournai, Liège et Arras) ou monastiques (ainsi Gand et Saint-Omer), et les forteresses comtales (ainsi en Flandre, à Bruges, Lille ou Douai) ou ducales (ainsi en Basse-Lotharingie, futur Brabant, à Bruxelles et Louvain). Ce faisant, il tire un trait sur une part importante de l'héritage de Pirenne, lui assurant, comme écrit Peter Clark, éditeur du volume, dans son avant-propos, « a decent funeral ».

STÉPHANE LEBECQ

David M. Palliser (éd.)

The Cambridge Urban History of Britain,
vol. I, 600-1540

Cambridge, Cambridge University Press,
2000, XXVI-841 p.

L'université française semble désormais se tourner résolument vers le dictionnaire comme forme de synthèse historique. Les Anglais, eux, demeurent fidèles à la forme classique de la synthèse raisonnée et systématique, illustrée par les belles séries de Cambridge. La nouvelle histoire urbaine de la Grande-Bretagne en trois volumes, coordonnée par Peter Clark et inaugurée par un volume d'histoire médiévale dirigé par David N. Palliser, ne leur donne pas tort. La réussite en semble éclatante.

Le lecteur français se souvient du rôle important joué par l'*Histoire de la France urbaine*, sous la direction de Georges Duby

(1980-1985), et notamment par le tome médiéval dirigé par André Chédeville, Jacques Le Goff et Jacques Rossiaud, mais le parallèle doit être écarté tant les situations historiographiques des deux pays diffèrent. L'histoire médiévale française, construite en réaction contre l'histoire du tiers état et des institutions communales initiée par Guizot, a donc privilégié l'histoire rurale, de Marc Bloch à Georges Duby. Dans les années 1980, l'histoire sociale des villes apparaissait comme un défi, ce qui explique le caractère militant et exploratoire de l'*Histoire de la France urbaine*. En revanche, chez les médiévistes anglais, l'histoire urbaine relève d'une tradition ininterrompue, même si ses objets et ses méthodes ont varié au cours des temps. La synthèse, difficile à réaliser, devenait nécessaire, d'autant que l'essor de l'archéologie médiévale a récemment ajouté à la richesse des résultats accumulés, mais sous une forme analytique et fragmentaire.

L'ouvrage se recommande précisément par son aspect systématique qui rassemble à la fois les résultats monographiques et les grands débats historiographiques. Une excellente technique de l'exemple et de la note de bas de page, une grande abondance de tableaux et de cartes, un index précis, des annexes documentaires denses (Alan Dyer) permettent de mettre constamment en regard les informations et les interprétations. Les vingt-six auteurs de l'ouvrage ne partagent pas toujours les mêmes points de vue, mais les divergences sont signalées avec un grand scrupule et la coordination de l'ensemble a été soignée. Chaque partie est précédée d'une substantielle présentation générale (Grenville Astill, Barrie Dobson, Derek Keene et D. M. Palliser).

Les vingt-quatre contributions à ce volume sont réparties entre deux parties chronologiques et une partie régionale. L'année 1300, prise comme date du développement maximal du réseau urbain, sépare les deux moments chronologiques, dont le premier commence au début du VII^e siècle, choix qui marque la discontinuité entre le semis urbain romain et les débuts véritables de la proto-urbanisation anglo-saxonne. La seconde période s'achève en 1540, quand la réforme anglaise opère une transformation considérable des villes par la suppression des couvents urbains et par la

destruction de nombre d'institutions chrétiennes. Dans chacune de ces parties, sont distingués les aspects démographiques et sociaux (Richard Holt), politiques (James Campbell, Stephen H. Rigby, Elizabeth Ewan), économiques (Richard Britnell), culturels (Julia Barrow, Gervase Rosser, E. Patricia Dennison), architecturaux (John Schofield et Geoffrey Stell) de l'urbanisation, observée à deux échelles (David A. Hinton, Jennifer Kermode, John Blair, Christopher Dyer). Un beau chapitre de morphologie urbaine (dû à D. M. Palliser, Terry R. Slater et E. P. Dennison) réussit de façon exemplaire à combiner les résultats des fouilles archéologiques et les recherches d'histoire sociale. Deux chapitres présentent le cas particulier mais important des villes portuaires (Maryanne Kowaleski pour l'Angleterre et le pays de Galles, David Ditchburn pour l'Écosse).

La partie régionale (Derek Keene, T. R. Slater, C. Dyer, Bärbel Brodt, Jennifer Kermode, Ralph A. Griffiths, E. P. Dennison, Grant G. Simpson) a l'intérêt d'affiner les schémas généraux d'évolution globale en fonction de contextes particuliers. Le cas de Londres, totalement singulier dans l'univers britannique, fait l'objet de deux chapitres substantiels dans les deux parties chronologiques (par D. Keene et Caroline M. Barron) tout en étant intégré dans le chapitre régional sur l'Angleterre du Sud-Ouest (D. Keene). Un soin particulier est apporté à l'Écosse et au pays de Galles, non seulement par respect politique de la nouvelle autonomie qui leur a été accordée, mais aussi comme éléments d'une comparaison avec le royaume dominant ou rival.

Il est impossible de faire un sort à chacun des chapitres ni même de fournir un sommaire de cet ensemble foisonnant et bien articulé, et l'on doit se limiter à mentionner quelques lignes de force générales. En premier lieu, le paradoxe de la situation anglaise qui, au XIX^e siècle, présente la première urbanisation massive du monde (plus de 50 % de population urbaine), avec peu de grosses villes, trouve une résolution partielle dans la longue durée : d'une part, l'ensemble des contributions marque la précocité de ce mouvement (malgré la difficulté des estimations, il semble bien

que vers 1300 au moins 15 % de la population anglaise soit urbaine) ; d'autre part, et surtout, c'est un réseau dense de « petites villes » qui signe l'originalité anglaise. Le beau chapitre de C. Dyer trace avec beaucoup de vigueur le contour de cet objet difficile à saisir, car il ne coïncide pas avec les définitions juridiques du *borough*. Il aboutit à un total de 667 petites villes anglaises, instrument essentiel et original de l'urbanisation.

Une deuxième conclusion générale concerne la chronologie de ce développement urbain : les contributeurs participent d'un mouvement général qui, depuis une trentaine d'années, tend à « réhabiliter » l'efficacité des monarchies anglo-saxonnes, notamment à partir du X^e siècle. Une progression continue s'observe entre 880 et 1080, relayée ensuite par le processus général commun à toute l'Europe. Corrélativement, l'importance de la rupture de 1066 est diminuée, quoique les auteurs doivent maintenir le caractère décisif de la construction de 31 châteaux royaux dès les lendemains de la Conquête, ou de la décision de l'archevêque Lanfranc, en 1072, de déplacer les sièges épiscopaux vers des agglomérations importantes. Un autre réajustement chronologique important porte sur les conséquences de la Peste Noire de 1348-1351 : la grande hécatombe et la dépression économique de la fin du Moyen Âge furent bien réelles, mais n'affectèrent pas le poids relatif de la population urbaine. Bien au contraire, le chapitre de Richard Britnell sur l'économie des villes de 1300 à 1540 montre que le processus de commercialisation de l'économie profita largement à la poursuite de l'urbanisation.

Un troisième trait nouveau tient au poids des structures socio-politiques anglaises dans le processus. Dès la période anglo-saxonne, les villes liées à l'organisation en *shires* et en *hundreds* bénéficient d'un développement particulier. La densité précoce de ce maillage administratif et judiciaire a pour conséquence probable la présence forte des magnats, *thegns* ou barons dans des villes de moyenne importance, trait partagé avec l'Italie et la Flandre, mais qui se combinait avec la forte extension du domaine royal pour construire un réseau dense de centres de gestion des populations. C'est sans doute cette corrélation fonction-

nelle entre le niveau local et le niveau monarchique qui a fait de l'Angleterre le premier État médiéval. Le caractère aisé de cette communication entre les villes et la Couronne explique une autre singularité anglaise : le faible taux des cités fortifiées et ceintes de murs, signe, aussi, de l'autonomie relativement faible des communautés urbaines. Un des apports du livre est précisément de montrer que la ville anglaise ne doit plus être considérée comme un îlot à l'écart de l'emprise féodale et monarchique. Ceci nous conduit à manifester deux regrets, d'ailleurs mineurs par rapport à la richesse du volume : d'une part, il est dommage que peu de place soit donnée aux institutions du *borough* anglais. Certes, il s'agit là d'un thème classique de l'historiographie anglaise, illustré dès 1898 par le livre du grand Frederic Maitland, *Township and Borough*, et soumis au feu des controverses, mais il aurait été bon, surtout pour le public étranger, de reprendre les éléments du dossier. D'autre part, on peut regretter la part fort limitée des comparaisons avec l'urbanisation continentale : il est un peu étrange de ne pas mesurer le processus à l'aune de cette capitale révolution européenne que constitue, à l'échelle mondiale, l'explosion urbaine des débuts du premier millénaire ; le scepticisme anglais quant à la féodalité ne devrait pas conduire à une indifférence aussi radicale aux phénomènes d'*incastellamento* et d'encellulement. Mais ceci ne doit pas limiter notre enthousiasme devant cette belle et utile réussite. Cette histoire urbaine deviendra un classique.

ALAIN BOUREAU

**Denis Menjot
et Manuel Sánchez Martínez
(coord.)**

*La fiscalité des villes au Moyen Âge
(France méridionale, Catalogne et Castille)*
Toulouse, Éditions Privat, 1997, 173 p.

La présentation de l'ouvrage définit clairement ses ambitions. Il émane d'une collaboration entre équipes de recherches espagnole et française. Constatant le manque d'études sur la fiscalité urbaine, le projet vise à réunir des

chercheurs qui fréquentent les archives en ce domaine. L'ouvrage se veut donc une première étape indispensable, celle de la présentation des sources. Plusieurs zones géographiques sont envisagées : le Sud de la France avec le Rouergue et Najac, mais aussi Narbonne, Saint-Flour ou Saint-Émilion, l'Espagne avec Séville, Murcie, Tarragone, Barcelone, ou la Catalogne dans son ensemble. Selon la richesse des dépôts et l'avancement des recherches, les articles sont inégaux mais tous dressent un bon tableau de l'état documentaire de chaque ville. Certains présentent une étude déjà avancée de la fiscalité. C'est, par exemple, le cas d'Albert Rigaudière qui pousse assez loin l'analyse des impôts sanflorains et de leur utilisation.

Quelques traits généraux peuvent d'ores et déjà être tirés de cet ensemble de monographies. Tout d'abord, malgré les inévitables variations locales, s'affirme une assez grande homogénéité des types de sources bien mieux conservées en Espagne. Ensuite, la complexification croissante de l'administration fiscale municipale s'accompagne d'un enrichissement permanent des sources. À cet égard, ce sont les grandes villes espagnoles qui présentent l'évolution la plus achevée, mais les études sur le « camp » de Tarragone laissent entrevoir la richesse des archives municipales de petites villes comme Valls ou Reus. Enfin, naît une interrogation sur l'origine de la fiscalité urbaine. En Catalogne, le rôle de la fiscalité royale est indéniable ; il faut signaler à ce propos le passage de la *questia* d'origine domaniale à un véritable impôt concédé par les *corts* tout à fait moderne dans sa conception et ses modalités. Cependant, Najac fournit un contre-exemple parfait, puisque la fiscalité locale naît à partir des demandes de l'Inquisition.

Le seul regret que l'on puisse émettre est d'ordre géographique ; deux régions sont, pour l'instant, laissées de côté : d'une part, la Provence, d'autre part, l'Aragon. L'ensemble des études ouvre donc un champ prometteur qui permettra d'utiliser encore plus largement ces sources fiscales qui ont été fréquentées par nombre d'historiens mais pas nécessairement pour la connaissance de la fiscalité elle-même.

JEAN-PIERRE BARRAQUÉ

Paul Arthur

*Naples, from Roman Town to City-State:
An Archaeological Perspective*

Londres, The British School at Rome/
Università degli Studi di Lecce,
« Archaeological Monographs
of the British School at Rome-12 »,
2002, 197 p.

L'ouvrage de Paul Arthur s'inscrit avec bonheur dans le courant historiographique fécond qui, associant étroitement les apports récents de l'archéologie à la relecture des sources écrites traditionnelles, renouvelle de manière radicale depuis quelques années les recherches sur la transition entre l'Antiquité tardive et le haut Moyen Âge dans la péninsule italienne. Naples rejoint désormais Rome, Vérone, Brescia, Pavie ou Milan, pour citer quelques-unes des villes d'Italie centrale et septentrionale où l'archéologie a enrichi considérablement nos connaissances sur une période qualifiée longtemps d'obscur. Le développement de l'archéologie urbaine à Naples a été favorisé, si on ose dire, par le violent tremblement de terre du 23 novembre 1980, qui a permis ensuite la fouille de dix-huit secteurs situés à l'intérieur et autour des anciens remparts de la ville. L'auteur met en œuvre les résultats des fouilles, encore inédites ou publiées de façon partielle, et ceux d'enquêtes d'archéologie extensive réalisées en Campanie pour tracer un tableau convaincant de l'histoire économique et sociale de Naples et de son territoire entre le ^v^e et le ^x^e siècle, sans s'interdire de franchir ces limites chronologiques en amont ou en aval. S'inscrivant dans le débat historiographique sur la définition de la ville pendant les premiers siècles du Moyen Âge, P. Arthur montre avec finesse comment Naples a conservé ses fonctions urbaines en les transformant au cours de la seconde moitié du premier millénaire de notre ère, pendant laquelle elle est devenue la capitale d'un duché autonome. Siège d'un duché dépendant de Byzance à partir de la fin du ^{vi}^e siècle, Naples acquiert vers le milieu du ^{viii}^e siècle son indépendance effective, qu'elle conserva jusqu'à son intégration dans le royaume normand de Sicile en 1140.

Ferme et articulé et riche de nombreuses suggestions, l'ouvrage examine successivement la société, les structures matérielles, le rôle de l'Église, l'organisation du territoire et l'économie sans occulter les lacunes de la documentation ni les questions méconnues ou encore ouvertes auxquelles des recherches archéologiques futures apporteraient des éléments de réponse. Il est impossible de rendre compte ici de chacun des développements sans donner à cette recension une dimension exagérée. En dépit d'un déclin manifeste dont témoignent l'abandon de quartiers suburbains et l'apparition d'espaces agricoles situés à l'intérieur des murs, une population importante se maintient, dont l'auteur évalue la fluctuation entre dix mille et vingt mille habitants dans la seconde moitié du premier millénaire. Si l'on en croit l'analyse anthropologique de vingt-quatre sépultures, qui indique une tendance à défaut de former un échantillon représentatif, l'espérance de vie des classes moyennes et supérieures s'établissait autour de 36,8 ans et était plus longue pour les femmes (39,3 ans) que pour les hommes (34 ans). La population, nombreuse au regard des standards du haut Moyen Âge, est diversifiée dans ses origines et son statut social. Naples est une ville cosmopolite. La population indigène côtoie des Grecs et des Orientaux, des Lombards, des communautés arabe et juive, celle-ci suffisamment nombreuse pour occuper trois quartiers et disposer d'une synagogue. Proches du modèle byzantin, les classes dominantes fondaient leur pouvoir sur la propriété foncière davantage que sur le commerce, ce qui explique que Naples n'ait pas connu le succès d'Amalfi, de Venise ou de Gênes. La production agricole ne mobilisait pas la totalité de la population, employée, selon des proportions évidemment inconnues dans des secteurs non agricoles, pour la production de biens de consommation et de services. Comme ailleurs, l'abandon des grands édifices publics de l'Antiquité, tels l'*odeion* et le *macellum*, et la fondation d'églises et de monastères, dans une ville où la communauté chrétienne s'est développée dès l'époque julio-claudienne, constituent les principales transformations urbaines. La construction des églises principales intervient entre le ^{iv}^e et le

vi^e siècle, semble s'interrompre à la fin du vi^e et au vii^e siècle, pour reprendre lentement à partir des viii^e et ix^e siècles (une construction nouvelle au viii^e, quatre au ix^e) et surtout au x^e siècle, quand la construction religieuse connaît un véritable boom avec quarante églises nouvelles connues. Les murs de la ville sont restaurés au v^e siècle, et de nouvelles constructions défensives sont attestées au vi^e siècle, tandis que l'importance stratégique et économique du port s'accroît après le déclin de *Puteoli*, au v^e siècle. L'habitat urbain n'est pas épargné par les modifications générales de la période qui voit l'abandon des anciennes *domus* et *insulae* et la généralisation de maisons uni-familiales, mais il est possible que les constructions en bois aient été moins nombreuses que dans la voisine Salerne où elles représentaient la moitié du parc immobilier. L'introduction de sépultures isolées ou groupées à l'intérieur des murs et l'apparition de zones agricoles, caractérisées par des dépôts de « terre noire » chers aux archéologues de cette période, au vi^e et au début du vii^e siècle, livrent un autre témoignage de l'altération des fonctions urbaines traditionnelles.

Dans le territoire où Naples étend son contrôle, l'économie agricole reste relativement forte et organisée jusqu'au début du vi^e siècle et l'habitat dispersé dans des *villae* et des fermes dont 12 à 19 % survivent encore selon les régions. L'invasion lombarde et la formation du duché de Bénévent en 568 amputent Naples d'une partie de son territoire. La région est défendue alors par des *castra* dans lesquels se concentre le peuplement, tandis que l'habitat dispersé de type romain semble disparaître de Campanie centrale après la première moitié du vi^e siècle. Mais l'auteur souligne à juste titre la difficulté de dater les sites de cette période, compte tenu de l'état des connaissances sur les fossiles directs au premier rang desquels se place la céramique. Aussi l'occupation des sites d'habitat dispersé et le développement des sites d'habitat groupé connus comme *castra* à partir de la fin du vi^e siècle restent-ils encore largement hypothétiques. Les changements survenus dans l'organisation du peuplement et dans le régime agraire n'impliquent pas nécessaire-

ment l'abandon des terres cultivées. À partir du viii^e siècle, la fondation d'églises rurales isolées, construites parfois sur des sites romains abandonnés, nouveaux pôles d'échanges et de marchés saisonniers, et l'apparition de *casalia*, fermes ou villages (on pourra discuter l'interprétation du terme tant que des fouilles n'auront pas permis d'approcher la réalité matérielle de ces établissements ruraux dans la région) attestent le contrôle plus étroit exercé par les grands propriétaires fonciers ecclésiastiques et laïcs. Aux ix^e et x^e siècles, des villages se développent autour des églises rurales mais l'époque de leur fondation reste inconnue faute de fouilles archéologiques ciblées. À propos de l'alimentation carnée et de ses liens avec l'économie, on retiendra par exemple la consommation majoritaire de porc au iv^e siècle, remplacée par celle des ovicaprins du v^e au vii^e siècle : le changement observé dans la répartition de la faune livrée par les chantiers de fouilles correspondrait à l'extension des terres laissées en pâture, des *agri deserti*, au détriment des terres cultivées. À partir des viii^e et ix^e siècles, le porc domine de nouveau dans l'alimentation, traduisant la nouvelle expansion des terres arables dont l'apparition des *casalia* forme un autre signe. Dans un domaine voisin, la céramique atteste la poursuite des importations d'huile et de vin de l'Afrique mais aussi du Levant, dans des proportions importantes et inhabituelles, jusqu'au vii^e siècle, puis le déclin et la rareté des échanges commerciaux et des importations à partir de la fin du vii^e et au viii^e siècle.

On pourra discuter sans doute certaines des hypothèses et des conclusions de P. Arthur (et relever quelques erreurs de détail, à la page 34 par exemple où il convient de lire Charles II et non Charles I^{er} d'Anjou). Mais son livre suggestif forme sans nul doute une entreprise exemplaire à bien des égards sur la contribution déterminante de l'archéologie à l'étude du fait urbain pendant le passage de l'Antiquité tardive au haut Moyen Âge, en parfait accord avec les tendances actuelles de l'historiographie sur une période importante, encore largement débattue.

ÉTIENNE HUBERT

Élisabeth Crouzet-Pavan
(études réunies par)

Pouvoir et édilité. Les grands chantiers dans l'Italie communale et seigneuriale
 Rome, École française de Rome,
 « Collection de l'École française de Rome, 302 », 2003, 497 p.

Fruit de quatre rencontres organisées par l'École française de Rome entre 1994 et 1998, l'ouvrage rassemble onze contributions (dont sept en italien). En introduction, Élisabeth Crouzet-Pavan rappelle brièvement le chemin parcouru au cours des deux ou trois dernières décennies par l'historiographie urbaine de la péninsule et le rôle moteur qu'ont joué les historiens de l'urbanisme et de l'architecture dans ce renouveau. Le livre se veut une manifestation de la « nouvelle logique et dynamique de l'histoire urbaine » (p. 3) dans laquelle les structures matérielles et l'organisation de l'espace occupent désormais une place centrale. Il entend « apporter un certain nombre d'éléments de réponse à la question centrale des relations du pouvoir à son espace matériel, physique, d'exercice, question d'autant plus importante que c'est par son jeu et son action sur cet espace que ce pouvoir entend se construire comme symbole et s'énonce comme une logique de la domination » (p. 4). À la lecture des études rassemblées dans ce volume, ce programme bien défini semble largement réalisé. Les XIII^e-XV^e siècles, pour lesquels la documentation est exceptionnellement riche, ont été placés au cœur de l'enquête qui vise avant tout à examiner les interventions dans la ville du pouvoir communal, et principalement des régimes populaires, tout autant que leurs modifications à la faveur du passage du régime communal au régime seigneurial. L'enquête a donc privilégié l'Italie centrale et septentrionale – l'Italie des communes et des seigneuries – et néglige donc le royaume méridional.

Le livre s'ouvre par trois contributions au caractère plus général. C'est à l'analyse d'un important corpus statutaire, souvent considéré comme simplement normatif, que se consacre Élisabeth Crouzet-Pavan, montrant comment les statuts urbains contribuent à la conceptualisation du « bien commun ». Le concept d'utilité publique et les interventions qu'il légitime

conforment l'institution du pouvoir communal dans la ville dont les statuts dévoilent la forme et réglementent les usages. Avec la seigneurialisation des institutions communales à partir de la fin du XIII^e siècle, examinée par Patrick Boucheron, l'intervention de la puissance publique, qui se réapproprie l'idée communale du « bien public » par la notion de magnificence, change d'échelle. Les carrières des ingénieurs milanais, la circulation des techniques de fortification ou hydrauliques montrent que ses horizons sont désormais ceux du territoire, que la politique éditiltaire mise en œuvre par le pouvoir seigneurial contribue à unifier politiquement, socialement et symboliquement. Fondé principalement sur l'analyse des sources d'archives, délaissant les monuments eux-mêmes, le volume ouvre cependant une fenêtre bienvenue sur les documents iconographiques. Sandra Baragli consacre ainsi sa contribution à l'iconographie du chantier, présentée comme un des moyens par lequel le pouvoir politique exprime son idéologie et pratique son auto-célébration. Instrument de propagande politique, elle permet de perpétuer la renommée de bon administrateur du gouvernement.

Le lecteur pourra trouver paradoxal que les palais publics fassent l'objet d'une seule étude dans un ouvrage qui veut étudier les rapports multiples entre le pouvoir et son espace d'exercice. Il y a là sans doute une des faiblesses du livre. Maria Rita Silvestrelli retrace les différentes étapes de l'agrandissement du Palais des Prieurs à Pérouse à la fin du XIII^e et au XIV^e siècle, dont un inventaire de 1398, édité en appendice, permet de connaître la destination précise des différentes pièces et leur ameublement. Mais l'article reste très descriptif et ne suffit pas à mettre en lumière l'importance des réalisations communales dans un domaine, bien étudié par ailleurs, sans doute, où elles ont excellé et qui aurait formé un des angles d'attaque les plus efficaces de la question centrale du livre.

Deux thèmes principaux ont retenu les auteurs des sept autres contributions : l'intervention publique en matière d'édilité religieuse et le rapport de la cité avec son territoire. Trois articles sont consacrés aux grands chantiers religieux. L'étude, due à

Lorenzo Fabbri, des formes de financement adoptées à partir de la fin du XIII^e jusqu'à celle du XV^e siècle pour la construction de la nouvelle cathédrale de Florence met en évidence d'abord l'importance des subventions communales, complétées par des contributions ecclésiastiques et privées, puis l'organisation d'un système reposant sur l'attribution de revenus fiscaux spécifiques et enfin, au XV^e siècle, l'instauration d'une forme d'autofinancement fondé en premier lieu sur le commerce du bois provenant de forêts concédées à l'« Opera del Duomo » par la Commune. L'analyse détaillée de la comptabilité de la Fabrique met bien en évidence le caractère profondément civique de cette œuvre architecturale majeure. Lucio Riccetti examine pour sa part les modalités mises en œuvre par la Fabrique du dôme d'Orvieto pour organiser l'approvisionnement en matériaux de construction : l'implantation d'équipes sur les lieux d'extraction, l'organisation d'établissements « industriels » pour la fabrication du verre et des briques, le contrôle exercé par la Fabrique sur les chantiers satellites sont examinés tour à tour. L'étude montre bien comment l'« Opera del Duomo » a su organiser un réseau de rapports politiques et diplomatiques pour assurer l'approvisionnement des matériaux nécessaires à l'entreprise. Mais le caractère civique des grands chantiers religieux ne se limitait pas à l'édifice cathédral, examiné dans les cas de Florence et d'Orvieto. L'exemple de la reconstruction du monastère camaldule vénitien de San Michele à Murano permet à Cécile Caby de montrer comment un chantier privé devient une œuvre au service de l'honneur, de la beauté et du salut de tous.

Le rapport de la cité à son territoire forme sans doute la contribution principale de l'ouvrage. Plusieurs voies d'approche ont été privilégiées par les auteurs. Examinant l'organisation de la défense dans l'État pontifical sous la légation du cardinal Albornoz dans le troisième quart du XIV^e siècle, Armand Jamme analyse la formation d'un réseau de forteresses, dans lequel il voit le fruit d'un projet destiné à exhiber la puissance politique et militaire du pape et révélant le changement profond des rapports entre le souverain pontife et ses sujets. La situation est différente dans le « contado » florentin au XIV^e siècle, déséqui-

libré par la crise. Paolo Pirillo examine la politique pratiquée par Florence pour répondre aux problèmes liés à la décreue démographique et à l'état de guerre endémique qui régnait dans les campagnes : fondation de nouveaux centres de peuplement rural, organisation de la défense et de la protection des sujets, nécessité de maintenir des travailleurs sur les terres. Le système territorial et défensif florentin, repensé à partir du milieu du XIV^e siècle et étendu à l'ensemble de l'État naissant, réussit à maintenir de façon relativement équilibrée les rapports entre les exigences de la ville dominante et celles des territoires qui lui étaient assujettis. Autre région, autre expérience. C'est la Terre ferme vénitienne, dont la conquête au début du XV^e siècle assure à la cité lagunaire la domination sur un État régional, qu'étudie Donata Degrassi. Les investissements dans le domaine de la construction témoignent de l'importance attribuée à ce secteur dans la constitution politique d'un espace et dans les rapports entre la cité dominante et son territoire. C'est d'abord la nécessité d'assurer l'approvisionnement en matériaux pour une ville en expansion et donc la formation d'infrastructures adéquates ; c'est aussi un programme de réfection des sièges du pouvoir et de redéfinition des lieux symboliques dans les villes de la Terre ferme, suggéré plus qu'imposé par les magistrats vénitiens aux conseils des cités. Des rapports subtils apparaissent entre le pouvoir central et les groupes dominants au niveau local, qui visent à fonder la légitimité politique de la domination vénitienne sur le consensus de la population sujette. Le langage architectonique, qui ne se contente pas de recopier les modèles vénitiens mais propose ses propres élaborations pour former des modèles communs, participe de la politique habile mise en œuvre par Venise dans laquelle les tendances unificatrices laissent un espace à la participation des villes dominées.

Le contrôle du territoire se manifeste également, ou surtout, par les aménagements hydrauliques, qu'examinent ici P. Boucheron et Duccio Balestracci pour le Milanais et le territoire siennois. Expression idéologique du bon gouvernement, le contrôle des eaux forme en effet une part essentielle de l'exercice du

pouvoir dans des villes confrontées à la croissance démographique et économique. À Sienne, la Commune s'appuie sur les établissements ecclésiastiques pour intervenir en collaboration dans le territoire contrôlé par la ville et en particulier pour la construction et la gestion des moulins. Dans le Milanais, la tendance à la « patrimonialisation » des usages de l'eau par le pouvoir seigneurial n'exclut pas la poursuite d'une politique d'arbitrage et de contrôle des intérêts privés élargie à l'ensemble de l'État territorial.

Au total, un ouvrage bienvenu, malgré quelques déséquilibres et des résultats inégaux, qui apporte des éclairages nouveaux sur l'histoire urbaine de l'Italie septentrionale et centrale dans les derniers siècles du Moyen Âge.

ÉTIENNE HUBERT

Benjamin G. Kohl

Padua under the Carrara, 1318-1405

Baltimore-Londres, The Johns Hopkins University Press, 1998, 466 p.

L'historiographie de l'Italie à la fin du Moyen Âge s'enrichit avec l'ouvrage de Benjamin G. Kohl d'une nouvelle étude monographique, venant préciser un peu plus nettement nos connaissances sur la basse plaine du Pô au XIV^e siècle. Au terme d'années de recherches dans les archives de Padoue, l'auteur livre une synthèse sur l'histoire de la ville pendant la domination de la famille Carrare : c'est dire si cet ouvrage est d'abord précieux par la richesse de la documentation qu'il exploite et met à la disposition des historiens, d'autant que les notes et les annexes, comme l'index et le glossaire, sont d'une qualité remarquable. La tâche était pourtant ardue : les archives de la chancellerie des Carrare, qui auraient pu être la source majeure dans le cadre d'un tel projet, sont pratiquement inexistantes, et l'auteur doit reconstruire patiemment l'histoire de Padoue en croisant les actes officiels conservés, les sources narratives – dont il est un excellent connaisseur, en tant que spécialiste du premier humanisme – et les archives qui peuvent donner indirectement des éléments sur la vie poli-

tique de Padoue au XIV^e siècle, à commencer par les actes notariés.

En effet, la perspective est principalement celle d'une histoire politique, même si le terme est pris dans une acception large. Le titre se révèle ainsi trompeur ; il n'est pas question d'une histoire urbaine de la ville de Padoue ou d'une étude sociale et culturelle du milieu padouan mais de l'histoire d'une dynastie qui se confond momentanément avec celle d'une cité. Ainsi, les questions de topographie urbaine, d'économie de la région padouane ou encore de sociologie des élites sont abordées sous l'angle de la construction d'un pouvoir princier et familial, puis de sa destruction. Ce choix fait du livre une étude fondamentale pour l'histoire politique de la péninsule italienne à la fin du Moyen Âge. Padoue est l'une de ces nombreuses communes italiennes issues des mouvements urbains des XII^e et XIII^e siècles, qui entrent en crise à la fin de l'époque médiévale. Les fragiles équilibres communaux se rompent alors au profit de la constitution de seigneuries dominées par des « hommes forts », avant que ces seigneuries elles-mêmes ne s'intègrent progressivement au sein des États régionaux qui caractérisent l'Italie renaissante, comme Milan, Venise ou Florence. B. G. Kohl met en avant quelques lignes directrices dans l'histoire de Padoue au XIV^e siècle, emblématique de cette évolution. Il propose d'utiliser la notion de « dyarchie » pour rendre compte des rapports entre le seigneur (il rejette le terme de « despote » et préfère éviter celui de « tyran ») et la commune, qui continue à fonctionner dans beaucoup de ses institutions, la répartition des pouvoirs se faisant entre les questions de guerre, de diplomatie et de législation, qui passent sous la coupe du seigneur, et tout ce qui concerne le fonctionnement quotidien de l'État padouan, toujours entre les mains de la commune. Cette problématique générale se décline en plusieurs thèmes : le rôle de la famille Carrare dans la gestion du pouvoir, les liens entre les Carrare et l'élite padouane, la conscience d'une identité citadine, la *Patavinitas*, enfin les rapports avec Venise, qui paraissent l'élément décisif de la politique des Carrare.

La première partie du livre présente les premiers Carrare et leur renforcement à la tête

de la seigneurie de Padoue, entre 1318 et 1355. Après une étude rapide de la ville et de son territoire au début du XIV^e siècle, B. G. Kohl décrit avec précision les difficultés politiques et parfois militaires dans lesquelles se débat la Commune. Fragilisée dès le milieu du XIII^e siècle par l'hégémonie de Ezzelino da Romano dans le Nord-Est de l'Italie, la commune peine par la suite à assurer le bon fonctionnement de ses institutions, d'autant qu'une nouvelle menace extérieure se profile : au début du XIV^e siècle, Padoue est la proie des ambitions du seigneur de Vérone, Cangrande della Scala. On voit ici comment, sous la pression d'une puissante seigneurie voisine, le système communal se désintègre progressivement et ne trouve pas d'autre solution, pour survivre, que de susciter à son tour la construction d'une seigneurie, remise entre les mains de Giacomo Carrara, membre d'une puissante famille padouane.

Cette transformation institutionnelle est particulièrement intéressante dans une ville où les juristes, du fait de l'université, tiennent une place très importante. Elle révèle la nature du système dyarchique, c'est-à-dire la subordination – et non la disparition – du pouvoir communal à un pouvoir personnel et dynastique sous la pression des événements et des ambitions des seigneuries voisines. Les Véronais sont cependant tellement menaçants qu'en 1320 Giacomo Carrara est obligé de se tourner vers l'empereur pour obtenir son soutien. On peut faire ici le parallèle avec l'exemple français : la fin du XIII^e et le XIV^e siècle sont aussi des moments où, à la suite des conflits de pouvoir entre factions patriciennes, évêques ou seigneurs locaux, les villes cherchent à se protéger en s'intégrant dans l'État royal en construction. C'est au fond la même situation, mais l'Empire, trahissant son incapacité à s'organiser sous la forme d'un État moderne territorialisé, est incapable de satisfaire les attentes des Padouans, à la différence du roi de France face à ses « bonnes villes ».

Peu à peu émerge de ces temps troublés par les retournements d'alliances et les assassinats la figure majeure de la dynastie, Francesco Il Vecchio, à qui est consacré l'ensemble de la deuxième partie, de 1355 à 1388. Après s'être appuyé sur l'alliance vénitienne

pour repousser la tutelle véronaise, Padoue doit désormais, pour assurer son indépendance, affronter son puissant voisin : Francesco rompt avec Venise et s'allie avec succès au roi Louis de Hongrie. La maison Carrare, alliée aux cités guelfes de Bologne et Florence, est alors pour deux décennies au sommet de sa puissance, dirigeant une importante seigneurie rivale de Venise, parfois jusqu'à la guerre, comme en 1372-1373. C'est le moment que choisit B. G. Kohl pour interrompre sa narration et placer deux chapitres sur les fondements du pouvoir de Francesco. Le premier est consacré à ses pratiques de gouvernement : lors de son arrivée au pouvoir, au milieu du XIV^e siècle, Francesco doit faire face aux conséquences de la peste de 1348. Toute l'économie padouane est à reconstruire et il faut, après quarante ans d'instabilité chronique, jeter les bases d'un gouvernement efficace et stable. En quelques années, une administration compétente appuyée sur de nombreux juristes se développe, une politique d'investissements économiques, en particulier dans le textile, est mise en œuvre, et le cadre institutionnel de la seigneurie fait l'objet de nouveaux statuts (1362).

Le second chapitre consacré au pouvoir de Francesco est sans doute le plus intéressant de tout l'ouvrage. B. G. Kohl propose une étude sociale très fine des milieux dirigeants qui soutiennent Francesco, ce qu'il appelle l'*affinity* de la maison Carrare, c'est-à-dire le mélange de la clientèle et de la parentèle. Le nouveau seigneur de la ville doit en effet faire face à un double problème, réconcilier les différentes branches de la famille Carrare et faire oublier la guerre des clans entre les grandes familles de l'aristocratie padouane. Francesco se lance donc dans une politique de conciliation et, en 1372, réunit autour de lui ses principaux soutiens, dont la liste nous a été conservée. C'est à partir de cette liste que l'auteur a travaillé à mettre en évidence les différentes facettes de l'*affinity*. Le premier cercle, au-delà de la famille directe, est constitué par trois familles très représentatives des choix politiques de Francesco. Le soutien des Buzzaccarini lui est assuré par l'alliance matrimoniale, sa femme appartenant à cette importante famille. Les Scrovegni font partie de ces anciennes familles

ennemies que la politique conciliante de Francesco a gagnée à la cause des Carrare. Enfin, les Lupi sont des nouveaux venus, membres de l'aristocratie de Parme, bons soldats et chefs de file de l'importante communauté guelfe toscano-parmesane présente à Padoue. Le reste du Conseil est formé de représentants de différents groupes soutenant la famille Carrare. Des étrangers reflètent les alliances (Florence) ou témoignent des liens avec les exilés de cités ennemies (Brescia, Vérone). L'ancienne noblesse féodale de Padoue et des environs est également présente, ainsi que des universitaires, qui apportent le prestige de leur institution mais aussi leurs compétences juridiques et politiques. Enfin, on remarque des « hommes nouveaux », issus de familles de notaires, de juges ou de banquiers, qui appartiennent à la bourgeoisie urbaine de la ville et qui, après des études de droit, ont fait leur fortune au service de l'État et de Francesco. La base sociale du régime semble solide, ce qui est nécessaire dans ces temps de crise, puisque les années 1370-1380 voient le paroxysme de l'affrontement avec Venise. Malgré les efforts de Francesco, Padoue finit par être vaincue en 1387-1388 par sa vieille ennemie de la lagune, alliée pour l'occasion aux anciens amis des Carrare, les Visconti de Milan, qui sont alors en train d'absorber Vérone. Pour sauver ce qui peut l'être de la seigneurie des Carrare, Francesco choisit d'abdiquer au profit de son fils Francesco Novello.

La troisième partie de l'ouvrage est une sorte de vaste épilogue consacré au règne de ce dernier et à la fin de l'État padouan, entre 1388 et 1405. La passation de pouvoir entre le père et le fils ne règle rien dans un premier temps, car Milan et Venise souhaitent la fin des Carrare. Francesco Novello est obligé de s'enfuir, son père est fait prisonnier, les biens de la famille sont confisqués et les Visconti gouvernent la ville. Après un long périple, Francesco trouve refuge à Florence où il reçoit les conseils de son père pour partir à la reconquête de Padoue. Une nouvelle fois, la logique familiale est à l'œuvre et toutes les ressources des différentes branches des Carrare sont mobilisées avec succès puisque, en 1390, à la tête d'une coalition rassemblant Florence,

Bologne et le duc de Bavière, Francesco reprend Padoue. Les années suivantes sont consacrées à la reconstitution d'un régime seigneurial mis à mal par les guerres : l'économie est relancée, les rebelles sont exilés, l'administration est renforcée, de même que les pouvoirs seigneuriaux. Cependant les luttes contre les puissants voisins reprennent. La guerre recommence contre les Visconti de Milan (1401-1403), puis contre l'éternelle rivale, Venise (1403-1405). Mais cette fois, la conjoncture a définitivement changé. En 1403, Venise a porté un coup décisif à sa vieille ennemie, Gênes, et la République a désormais les mains libres pour entamer la conquête de la Terre ferme. L'affrontement n'est plus le prolongement d'une guerre de frontières qui dure depuis des décennies ; il s'est mué en une lutte à mort entre une seigneurie typique du XIV^e siècle italien et un État régional en plein essor. En 1405, les Padouans capitulent, abandonnés par leurs traditionnels alliés florentins, engagés dans la même politique de constitution d'un État régional en Toscane et se désintéressant de la plaine du Pô. Francesco et ses fils sont arrêtés par les Vénitiens et exécutés, pour éviter le risque d'une nouvelle restauration. B. G. Kohl rappelle alors l'extraordinaire texte d'Andrea Gatari, dans la *Cronaca Carrarese*, racontant les derniers moments de Francesco Novello. Loin d'héroïser le seigneur, Gatari le présente pleurant, suppliant son confesseur de plaider sa grâce : il ne comprend pas pourquoi, alors qu'il a tout perdu, il doit encore mourir. Cette incompréhension de la sentence trahit celle des nouvelles règles de la politique italienne : les seigneuries s'effacent au profit de quelques grands États régionaux comme Venise ou Milan, et ceux qui les incarnent doivent souvent disparaître physiquement.

L'ouvrage de B. G. Kohl livre une très belle illustration de cette évolution à l'échelle de la ville de Padoue. La très grande richesse de l'information, en particulier pour ce qui est de la reconstitution événementielle, est ainsi mise au service de l'analyse en profondeur d'une dynastie d'abord conquérante, puis finalement vaincue dans le jeu politique italien. À la lecture du chapitre sur la sociologie des élites sous le règne de Francesco II Vecchio, on peut presque regretter que cette analyse

n'ait pas été étendue à l'ensemble du siècle : sans doute l'auteur aurait-il ainsi pu fournir encore davantage d'éléments pour comprendre l'émergence des Carrare au début du XIV^e siècle et les mécanismes de leur accession au pouvoir. Dans la même perspective, les ressources de l'anthropologie de la famille auraient peut-être pu être davantage mobilisées pour saisir le fonctionnement interne des Carrare. Mais ce sont moins des lacunes que l'expression de l'intérêt des questions soulevées par l'auteur qui donne, avec ce livre, une très utile monographie venant éclairer une période décisive dans l'histoire politique italienne, pendant laquelle la « mue seigneuriale » de la commune de Padoue s'achève par l'intégration à l'État territorial vénitien en construction.

ÉTIENNE ANHEIM

Elena Svalduz

Da castello a « città ». Carpi e Alberto Pio (1472-1530)

Rome, Officina Edizioni, « Collana di Architettura », 2001, 397 p.

Le livre de Elena Svalduz est, à la fois, une recherche en histoire de l'architecture où l'analyse des projets et des bâtiments occupe une place importante, et, par son approche globale, celle du dialogue avec l'histoire des idées et l'histoire politique, une micro-histoire de la Renaissance italienne. Du château à la ville : par sa reconstruction précise et son analyse minutieuse de la vie et de l'œuvre de Alberto III Pio, seigneur de Carpi, l'auteur se rattache à une tradition d'études désormais florissante sur le sujet, tout en y ajoutant de nouvelles recherches et de nouveaux documents, dont une partie est publiée en annexe.

Le protagoniste, Alberto Pio, à la fois humaniste, théologien, diplomate et homme de guerre, eut comme précepteurs Jean Pic de la Mirandole et Alde Manuce, avant d'étudier à Ferrare en compagnie de l'Arioste. Il est le seigneur d'un *oppidum*, qui n'obtint pas, en dépit de ses efforts, le statut tant convoité de cité. Le livre reconstruit sa biographie, son activité diplomatique comme ambassadeur de l'empereur Maximilien I^{er}, ses voyages, son

amitié avec le pape Léon X, s'attache en somme à restituer, en même temps que la formation, la « mentalité » d'un prince bâtisseur pendant la période troublée des guerres d'Italie. Après avoir perdu son petit État au profit des Este, après s'être mesuré dans un débat théologique avec Érasme, Alberto Pio meurt à Paris, en 1530, en laissant un testament qui est davantage un programme *a posteriori* des travaux urbains qu'il aurait souhaité effectuer qu'un bilan de ceux qu'il a effectivement réalisés. Il avait pourtant fait appel à Baldassarre Peruzzi, architecte siennois ayant travaillé à la cour pontificale, et avait presque achevé la reconstruction de la place et des principaux bâtiments de Carpi : le château, l'église, la halle couverte, le bourg.

La comparaison avec des centres mieux connus de la Renaissance italienne comme Urbino, Mantoue, mais aussi Milan ou Rome apporte des éclaircissements importants, et notamment la comparaison avec les nouvelles places fortes de Pienza ou Vigevano, qui symbolisent pleinement la volonté des princes bâtisseurs, grands et petits, de faire appel à des modèles classiques. C'est l'exemple même de cette *libido edificandi* que Leon Battista Alberti voit à l'œuvre chez les princes de la Renaissance, et qui provoque la réaction d'Érasme, quand elle s'applique à ces somptueux bâtiments religieux qui, pour Alberto Pio, doivent surtout associer *pietas* et *magnificentia*. Mais, derrière la volonté de donner à Carpi une église magnifique, il y a aussi la tentative de la faire reconnaître comme siège épiscopal, ce qui lui donnerait automatiquement le titre de cité. À travers cette analyse, l'auteur s'insère dans la plus vaste problématique de la définition de la ville, au croisement entre histoire des institutions, de l'économie et de l'urbanisme : même magnifiquement bâtie, Carpi est destinée à rester une « presque-ville »¹.

ANNA BELLAVITIS

1 - Sur cette définition et ce débat dans l'histoire des anciens États italiens, se reporter à GIORGIO CHITTOLINI, « Quasi città ». Borghi e territori in area lombarda nel tardo Medioevo », *Società e Storia*, XIII-47, 1990, pp. 2-36.

Annastella Carrino

La città aristocratica, Linguaggi e pratiche della politica a Monopoli fra Cinque e Seicento

Bari, Edipuglia, 2000, 324 p.

Le livre que Annastella Carrino a consacré à la ville de Monopoli, située en « Terra di Bari », vient prendre place dans le panorama historiographique très fourni des études consacrées aux formations aristocratiques de l'Italie méridionale entre XVI^e et XVII^e siècles. L'un des horizons de recherche de ces travaux demeure l'analyse d'un processus d'aristocratisation qui conduit à la fermeture oligarchique des organes de gouvernements locaux (à travers l'installation de nouvelles règles statutaires) et qui, en réservant le pouvoir à des groupes (*ceti*) dûment enregistrés, exclut du jeu politique une partie de la population (*fuori piazza*). À ce schéma classique, A. Carrino n'a pas voulu se contenter d'ajouter une nouvelle variante, mais s'est efforcée de démontrer que l'âge de l'aristocratisation à Monopoli excède le cadre des normes de la cité pour s'inscrire dans un vaste ordonnancement des pratiques qui englobe l'ensemble des langages politiques de la ville et laisse peu d'angles morts dans l'espace social. L'agencement de ce que l'auteur appelle la « constitution matérielle » de Monopoli est reconstruit ici sur la base de dépouillements de sources multiples qui mettent à profit, entre autres, les archives de la commune (*Libro rosso*, cadastres, provisions), différentes séries de registres notariés, des recueils d'érudits consacrés aux familles de la ville, contenant un riche matériel documentaire, les archives de l'évêché, ainsi que plusieurs fonds de magistratures napolitaines.

Monopoli est, au XVI^e siècle, un gros centre de la côte Adriatique des Pouilles, qui passe pour l'une des *universitates* les plus prospères de la Terra di Bari. Si elle mérite d'être regardée comme une ville par son titre de *civitas regia e vescovile*, par ses fonctions administratives et par son rôle de centre portuaire et commercial, Monopoli demeure étroitement liée au monde rural. L'analyse d'un cadastre de 1627 rend compte de la morphologie sociale de la ville et introduit à la présence de deux

groupes familiaux dominants – les Indelli et les Palmieri – qui disposent d'un poids humain et économique supérieur au reste de la noblesse locale. Largement en tête devant les Palmieri, les Indelli possèdent des biens immobiliers concentrés dans la ville et son territoire, tout en étant ouverts aux affaires commerciales. Les Palmieri présentent un profil patrimonial plus traditionnel : composé de biens fonciers et de fiefs, il est étendu à travers les différentes branches d'un lignage présent dans plusieurs centres de la région.

Comment, autour de ces deux pôles antagonistes, se structure l'organisation politique, sociale et économique de la ville, c'est ce que montre l'auteur en parcourant un arc chronologique qui va de la fin du XV^e au milieu du XVII^e siècle. Les dernières décennies du XV^e et le début du XVI^e siècle sont une période agitée de l'histoire du royaume de Naples, pendant laquelle Venise pèse lourdement sur le destin de Monopoli : en 1495, les Vénitiens s'emparent de la ville qu'ils tiendront jusqu'en 1509 ; à la suite de l'expédition de Lautrec, ils reviennent en 1528, appelés par un Palmieri qui opte pour la protection vénitienne et française. Les Indelli choisissent, eux, le camp impérial, et en seront récompensés après le retour sous la domination espagnole en 1530. Au cours de ces décennies tourmentées et incertaines, la ville s'est divisée selon une logique partisane structurée autour des deux familles principales, même si cette conflictivité peut être volontairement occultée. A. Carrino examine notamment l'image que la ville a voulu donner d'elle-même et de ses équilibres politiques après 1530, dans la phase de stabilisation de l'hégémonie espagnole : elle relit ainsi la mémoire officielle de Monopoli (le « Livre rouge »), les chroniques et les histoires locales qui s'efforcent de présenter une communauté globalement unie, tout entière tournée contre les menaces venues de l'extérieur. La première de ces menaces est celle de l'inféodation de Monopoli, que Charles Quint décide dès 1530, sans doute plus pour des raisons financières qu'à titre de sanction. Ce désastre annoncé aurait été évité grâce à la mobilisation unanime des citoyens qui rachètent le droit de redevenir une ville du domaine. Le pouvoir

royal et ses représentants ne tardent pas à faire sentir des exigences qui heurtent la collectivité : une présence armée pesante, des actes d'autorité, des violences et des abus interprétés comme autant de violations des droits de la cité. Sur un autre plan, les conflits avec l'autorité épiscopale – dans une ville fière d'être le siège de l'évêché – mobilisent fortement l'*universitas*, qui dispose d'un relais efficace à travers le corps des chanoines, issu des familles dominantes et véritable rempart des intérêts du clergé local.

Le chapitre consacré aux lignages aristocratiques dresse l'inventaire des formes d'accumulation symbolique, en particulier les signes tangibles de prééminence dans l'espace urbain (édification de palais, construction de chapelles, etc.), puis il passe en revue l'ensemble des choix qu'imposent les règles de l'alliance et de la transmission patrimoniale, selon des mécanismes bien connus dans le royaume de Naples. A. Carrino examine ainsi la constitution des dots et l'éventail des choix successoraux (la distribution à part égale entre fils, l'institution des fidéicommiss et le passage à une primogéniture de fait sinon de droit). La réduction du marché matrimonial se traduit par des stratégies plus ou moins complexes en vue de préserver l'avenir du nom et du patrimoine. L'essentiel, ici, est d'évaluer les options différenciées des Palmieri et des Indelli. Les premiers multiplient les unions consanguines mais n'hésitent pas à aller chercher des alliances exogamiques dans d'autres aristocraties ou à se projeter vers les horizons lointains de l'ordre de Malte. Une telle extériorisation des stratégies familiales échappe aux Indelli, qui se contentent des mariages qu'offre le patriciat local ou acceptent des alliances avec des familles en position inférieure. Les deux réseaux de parenté et de relations – qui pouvaient encore se croiser dans la première moitié du XVI^e siècle – vont devenir pratiquement étanches pendant un siècle et demi. La ligne de démarcation entre ces deux systèmes familiaux se vérifie paradoxalement dans le registre des violences nobiliaires : si ces violences, fréquentes et apparemment tolérables, peuvent subsister à l'intérieur de cha-

cun des deux réseaux, en revanche, elles n'éclatent plus en confrontations directes entre les deux familles rivales, ni même entre leurs proches alliés.

A. Carrino résout avec fermeté l'ensemble des problèmes d'interprétation habituellement soulevés par le resserrement des gouvernements citadins et la toute-puissance supposée des divisions introduites à cette occasion. Les étapes d'une redéfinition restrictive des groupes politiquement actifs sont marquées au XVI^e siècle par la venue des représentants de Naples à Monopoli en vue de pacifier les rivalités existantes. Les commissaires, envoyés par les vice-rois espagnols, ont imposé de nouvelles normes tendant à régler la vie publique locale et à la rendre compatible avec les exigences de Naples : en 1555, Bernardino Mendoza réduit de façon drastique les assemblées générales des habitants ; en 1569, Bernardino Santacroce confirme ces règles et fixe, semble-t-il, une première liste des familles admises au gouvernement ; enfin, en 1581 et 1583, Gaspare Pinario prend à deux reprises des mesures draconiennes qui prévoient l'expulsion hors de la ville des Indelli et des Palmieri ainsi que de leurs partisans lors des élections. À s'en tenir aux objectifs affichés, l'échec paraît total : non seulement les deux familles n'ont pas quitté Monopoli, mais ce sont elles qui font l'élection du corps municipal. Sous les yeux du commissaire Pinario, un Palmieri se fait désigner comme maire par acclamation selon une procédure des plus exceptionnelles. La rédaction d'un « Grand livre » des familles nobles et populaires (le *Libro Grande* de 1583), qui sanctionne l'appartenance légale à ces deux groupes comme seul principe officiel de répartition des charges publiques, ne marque pas la fin des contestations qui se répétèrent jusqu'à la fin du XVII^e siècle devant les autorités de Naples. Ni les règles statutaires ni les interventions répétées contre ce que les commissaires appellent des fraudes ne suffisent à donner les éléments d'intelligibilité de l'ordre aristocratique de Monopoli entre XVI^e et XVII^e siècles. En revanche, l'analyse détaillée des listes nominatives de maires et de *decurioni* met en évi-

dence, sous la division officielle entre nobles et populaires, une succession alternée de gouvernements Indelli et Palmieri. Le soubassement sur lequel repose toute l'architecture politique locale est fait de la stabilité des deux réseaux concurrents et de leur alternance régulière à la tête de la ville. La logique d'une cohabitation conflictuelle des *ceti* s'efface donc devant la rotation et l'équilibre des deux partis : un constat identique s'applique à d'autres arènes de pouvoir, hors de la vie publique. Le monde ecclésiastique est particulièrement investi par cette dimension bi-partisane, dont l'auteur poursuit la trace tant dans le chapitre de la cathédrale que dans une série de conflits qui ont marqué l'histoire de l'Église à Monopoli.

La dernière étape du travail de A. Carrino explore les liens entre le monde des affaires – notamment les réseaux commerciaux tenus par les marchands étrangers – et les familles dominantes. Là encore, des traits spécifiques distinguent les Indelli et les Palmieri : les premiers participent à des sociétés marchandes et à des affaires commerciales, ils entretiennent des rapports de crédit avec des individus de toute origine, auxquels ils sont liés pour des raisons clientélares ; les Palmieri, plus réticents, restent à l'écart du commerce de l'huile, des marchés de ravitaillement de l'annone ou des spéculations financières.

Dans cet ouvrage, A. Carrino a su donner une interprétation cohérente et équilibrée de questions difficiles dont elle ne sacrifie à aucun moment la complexité : l'insertion d'une aristocratie méridionale dans l'orbite espagnole, la pacification des rivalités, non par les règles imposées, mais sur la base d'une alternance inavouée des partis, le déplacement de la violence tolérable hors des confrontations partisans, la formation de liens de clientèle verticaux qui incluent les éléments les plus extérieurs à une vie publique stratifiée. La mise en évidence d'un ordonnancement de la cité aristocratique, fondé sur un tissu dense de relations sociales et politiques, devrait donner à l'entreprise réussie de ce livre toute la place qu'elle mérite.

OLIVIER ROUCHON

Peter Clark (dir.)

The Cambridge Urban History of Britain,
vol. II, 1540-1840
Cambridge, Cambridge University Press,
2000, 906 p.

Plusieurs décennies après l'*Agrarian History of England and Wales*, les Presses universitaires de Cambridge renouent avec les grandes synthèses historiques, avec trois volumes consacrés à l'histoire urbaine de la Grande-Bretagne. Le volume II, 1540-1840, publié sous la direction de Peter Clark, qui a été le directeur du prestigieux Center of Urban History de l'université de Leicester, s'insère entre le volume dirigé par David M. Palliser, consacré à un long Moyen Âge allant de 600 à 1540, et celui édité par Martin Daunton, qui couvre la période 1840-1950. La monumentalité de l'entreprise frappe d'abord le lecteur : 906 pages, plus de trente collaborateurs, un cahier central d'illustrations d'une trentaine de pages, presque cinquante pages d'index. Elle correspond à l'importance des transformations éprouvées par les villes britanniques durant cette période : urbanisation mesurée, puis massive de la population ; essor de toutes les formes de commerce, puis industrialisation ; création de nouvelles manières de vivre en société ; apparition de nouvelles formes de loisirs. La réforme, au début de la décennie 1830, qui clôt la période, d'un système politique de plus en plus contesté n'est que le couronnement de ces mutations d'une ampleur inégalée jusqu'à nos jours.

L'ouvrage se décompose en trois parties. La première, qui est la plus courte, décrit l'évolution des villes des grandes régions de l'Angleterre, de l'Écosse et du pays de Galles sur l'ensemble de la période. Les deuxième et troisième parties sont organisées chronologiquement autour d'une césure située autour des années 1700, la plus commode à retenir même s'il est indiscutable que les rythmes du développement urbain ont varié selon les régions. Elles commencent toutes deux par un ensemble d'études thématiques consacrées, d'abord, à l'inscription des villes dans le système économique des îles Britanniques, puis aux populations urbaines, aux gouvernements des villes, aux évolutions des cultures urbaines

et, enfin, aux paysages de la ville ; elles s'achèvent par une étude des différents types de villes selon la classification élaborée en 1976 par P. Clark et Paul Slack dans leur ouvrage de référence, *English Towns in Transition, 1500-1700*. Ils y distinguaient la métropole londonienne, les capitales régionales, les villes moyennes dites comtales, les ports et les villes industrielles et, enfin, les petites villes ou *market towns*. Le volume reprend à l'identique cette hiérarchisation qui reposait sur les critères classiques de la taille et des fonctions des villes. La partie consacrée aux années 1700-1840 est augmentée d'une étude réalisée par Peter Borsay, sur les nouvelles villes liées aux loisirs, en particulier, les *spa*, et d'une autre sur les villes et l'industrialisation. Le choix de ce plan rigoureux donne au volume une unité de ton remarquable eu égard au nombre et aux singularités des auteurs engagés dans l'entreprise sans pour autant aseptiser l'ensemble.

L'ouvrage porte par ailleurs la marque des réévaluations historiographiques survenues dans d'autres champs de la recherche. Nous sommes en présence de l'*Urban History of Britain*, extension géographique notable par rapport à l'*Agrarian History of England and Wales*. L'inclusion de l'Écosse montre en fait l'impact des études récentes sur la formation du Royaume-Uni de Grande-Bretagne ainsi que sur l'élaboration des identités nationales dans les îles Britanniques. De surcroît, ni les villes galloises ni les villes écossaises n'ont été traitées à part, sauf dans la première partie où elles font l'objet d'une mise au point précise sous les plumes de spécialistes : Philip Jenkins et Thomas Devine ; elles ont été, au contraire, abordées en parallèle avec les villes anglaises dans tous les chapitres thématiques et typologiques. Notons, enfin, que l'Irlande a cependant été exclue de l'étude, comme d'ailleurs les villes coloniales, en particulier d'Amérique du Nord.

Les conséquences de la réévaluation en cours de la révolution industrielle du XVIII^e siècle sont également claires dans tous les chapitres qui traitent de ce thème, et en particulier dans le vingt-deuxième, intitulé *Industrialising towns, 1700-1840*. Loin de mettre en relief l'émergence et la singularité

des villes manufacturières telles Manchester ou Birmingham, comme cela était de tradition, Barrie Trinder a été amenée à souligner le fait que l'industrialisation et l'urbanisation étaient des phénomènes distincts bien que connectés puisqu'il semble maintenant acquis que, jusque dans les années 1840 au moins, l'industrie anglaise s'est davantage caractérisée par une dispersion dans la plupart des villes du pays, y compris les plus anciennes, et par une production dans de petits ateliers que par une concentration au sein de villes proprement industrielles et une fabrication massive au sein de manufactures. Cela dit, l'ouvrage ne remet pas en cause l'idée même d'une révolution industrielle centrée sur la ville.

La *Cambridge Urban History* démontre amplement la force des acquis de l'historiographie anglaise depuis une trentaine d'années. Il semble d'ailleurs qu'elle soit à présent en avance sur l'histoire urbaine française pour trois raisons majeures : elle manipule, d'abord, avec plus d'efficacité, les notions historiques développées dans les années 1980 et 1990 comme la consommation, la culture, l'identité ou le genre ; elle est ensuite – par tradition mais aussi par obligation, eu égard à ce qui apparaît à l'historien français comme une moindre richesse des archives disponibles – moins enfermée dans le cadre monographique ; elle bénéficie, enfin, avec le paradigme de la « renaissance urbaine », d'une clef qui permet de rendre compte de la métamorphose des villes anglaises entre le milieu du XVII^e et le début du XIX^e siècle. L'idée d'une « renaissance » des villes de province à partir de la Restauration a été avancée par P. Borsay à la fin des années 1970 sur une base essentiellement culturelle ; la plupart des contributeurs du volume placent à présent sous son évocation toutes les évolutions démographiques, sociales, économiques ou même architecturales des villes britanniques ; elle résume en fait d'une seule expression le formidable déplacement du centre de gravité du pays des campagnes vers les villes, qui est la grande caractéristique du XVIII^e siècle – bien avant que la proportion de la population urbaine n'excède celle de la population rurale dans le royaume – et qui a concerné non seulement la

métropole et les villes industrielles émergentes mais aussi tous les autres types de villes de province.

Par ailleurs, l'ouvrage synthétise admirablement les réponses apportées par l'historiographie aux grandes interrogations qui étaient celles des années 1980 et 1990. Il faudra que les chercheurs produisent à l'avenir bien des études de cas avant que les chapitres de Ian Archer (chap. 7) et de Joanna Innes et Nicholas Rogers (chap. 16) sur le gouvernement des villes, ou celui de Vanessa Harding sur les villes et la Réforme protestante (chap. 8) ne prennent une ride. L'effort considérable qui a été entrepris sous la direction de P. Clark à propos de ces petites villes si particulières que sont les *market towns* anglaises trouve sa juste traduction dans les chapitres de Alan Dyer (chap. 13) et de P. Clark lui-même (chap. 22). Ce dernier et Rab Houston rendent parfaitement compte de l'inventivité britannique en ce qui concerne les structures de sociabilité, avec l'apparition du club et surtout des multiples formes d'associations volontaires ou encore en ce qui concerne la célébration de l'identité urbaine à travers les images et les histoires de ville (chap. 17). Enfin, la plupart des chapitres typologiques, particulièrement les efficaces synthèses de Jeremy Boulton et de Leonard Schwarz sur Londres ou de P. Slack et Joyce Ellis sur les villes moyennes, rendent bien compte de l'intérêt récent des historiens pour l'analyse des *middling sorts* et pour l'étude des trajectoires et des comportements des individus dans la ville, qui sont sans doute les directions les plus prometteuses de l'histoire urbaine anglo-saxonne actuelle ; on notera, à ce propos, les pages remarquables de Pamela Sharpe (chap. 15) consacrées à l'intégration des migrants dans la société urbaine.

Il serait mal venu de relever ici les rares sections maladroitement rédigées ou mal structurées dans un ensemble d'une très grande qualité. Il serait également sans objet de souligner les lacunes que comporte le volume comme, par exemple, la faible attention portée à l'écologie urbaine ou à l'environnement qui a pourtant fait l'objet de brillants travaux récents, ainsi la thèse de Mark Jenner consacrée aux notions jumelles de propreté et

de saleté à Londres aux XVI^e et XVII^e siècles. Il était de toute façon impossible de faire figurer dans cet ouvrage, malgré sa taille, tous les thèmes qui auraient mérité une étude un peu approfondie. Il serait vain, enfin, de relever les redites, les chevauchements ou même les contradictions entre les chapitres, d'autant que les auteurs assument souvent clairement leurs divergences. La plus notable est sans nul doute celle qui apparaît à propos de la définition démographique d'une ville entre Paul Glennie et Ian Whyte (chap. 7), d'une part, et John Langton (chap. 14), de l'autre ; elle permet au second d'avancer le chiffre surprenant de 40 % d'Anglais urbanisés à la fin du XVII^e siècle, alors que les premiers en restent au chiffre plus classique, mais néanmoins élevé, de 30 %. Le débat sur ce point, qui renvoie par ailleurs à celui sur la nature d'une ville à l'époque moderne – agglomération d'habitants, organisme politique ou lieu d'une urbanité définie culturellement comme dans les *spa* qui étaient, selon la plaisante expression de P. Borsay, des « villes en esprit » (p. 786) –, n'est bien sûr pas clos.

Trois points retiendront plus particulièrement notre attention, qui concernent d'ailleurs davantage les actuelles rares zones d'ombre de l'historiographie anglaise que le contenu même du livre. Ainsi, la première partie ne constitue pas réellement une étude des réseaux urbains (*urban networks*) provinciaux malgré la récurrence du terme au fil des pages. D'abord, certains découpages territoriaux retenus ne s'y prêtent pas réellement, comme celui qui isole le pays de Galles des comtés de l'ouest de l'Angleterre, alors que les villes anglaises de Bristol au sud et de Chester au nord dominent les comtés gallois. Ensuite, la notion de réseau implique, comme l'ont montré en particulier les travaux de Bernard Lepetit, René Favier et Christine Lamarre, une analyse des liens qui unissent et hiérarchisent les villes d'un même ensemble régional comme les migrations, les dominations administratives, les flux économiques ou de courrier, ou encore les échanges culturels. Or, ces thèmes sont peu envisagés, souvent faute de documentation, il est vrai : à l'exception de A. Dyer pour les Midlands, les auteurs évoquent peu, par exemple, les transformations

du réseau routier de leur région. La première partie est alors conçue comme une description, très utile et très dynamique, en particulier en ce qui concerne l'East Anglia et le Sud-Ouest, de l'évolution comparée des villes de la région envisagée.

Le second point qui étonnera le lecteur français est la faible autonomie accordée dans l'ouvrage au champ social. Les sociétés urbaines sont abordées à la fois dans les chapitres généraux consacrés à l'étude de la population et de la démographie urbaine, et dans les chapitres consacrés à chaque type de ville. Il en ressort que les problématiques caractéristiques de l'histoire sociale qui concernent, par exemple, les structures sociales ou encore le cycle et les âges de la vie, si elles sont bien présentes, sont tout de même un peu noyées malgré les substantielles synthèses réalisées dans les chapitres 6 (Paul Griffiths, John Landers, Margaret Pelling et Robert Tyson) et 15 (P. Sharpe). Il est également possible que l'accent mis sur la « renaissance urbaine » et sur l'idée d'amélioration (chap. « Improvement ») – même si certains auteurs comme J. Innes (p. 542) ou L. Schwarz (p. 670) sont plus nuancés – ne tende parfois à minorer les maux, en particulier sociaux, qui frappaient les villes des XVI^e-XVIII^e siècles.

Enfin, la seule faiblesse réelle du livre concerne la notion d'espace urbain. Dans les deux chapitres qui lui sont consacrés, elle n'est, en effet, abordée qu'à travers la trilogie espace privé, espace public, espace institutionnel, qui n'est sans doute pas la plus dynamique. Les notions fondamentales de tissu urbain, de centralité et de marginalité, ou encore de ségrégation spatiale (p. 693), sont mentionnées, surtout dans les chapitres par type de ville, mais rarement développées; le parcellaire urbain comme le réseau viaire n'apparaissent pratiquement pas. Peu d'éléments, enfin, sont donnés sur la qualité des logements et sur l'évolution de leurs aménagements intérieurs; l'idée d'une diversification et d'une spécialisation des pièces ne semble pas avoir été envisagée. Mais, là encore, il s'agit bien davantage d'un manque d'études lié à celui des sources que d'une lacune de l'ouvrage en lui-même.

Entreprise colossale, la *Cambridge Urban History of Britain* est l'ultime fruit d'une impul-

sion qui a été donnée à la recherche en histoire urbaine au début des années 1970. L'équipe réunie et dirigée par P. Clark en a non seulement résumé les acquis mais a réussi aussi à dessiner les directions de recherche qui seront celles de l'histoire urbaine anglaise des prochaines années. C'était le but de son maître d'œuvre (p. 24); il est pleinement et brillamment atteint.

FRANÇOIS-JOSEPH RUGGIU

Patrick O'Brien (éd.)

Urban Achievement in Early Modern Europe. Golden Ages in Antwerp, Amsterdam and London

Cambridge, Cambridge University Press, 2001, 355 p.

Pourquoi certaines villes réussiraient-elles mieux à soutenir une croissance durable et à concentrer, de façon si autonome et sur le temps relativement court d'un « âge d'or », autant de réalisations et de progrès? Sur la question de ces *achievements* – un terme certes accrocheur, mais aux relents quelque peu néolibéraux – le Renaissance Trust a accepté de patronner un ambitieux projet, mis en route il y a près de dix ans avec des moyens considérables et faisant appel à des dizaines de spécialistes. Son approche se veut pluridisciplinaire et comparative, privilégiant des sentiers moins battus de l'histoire urbaine (comme la production artistique, l'éducation, l'assistance publique) et confrontant des rapports de synthèse plutôt que des recherches personnelles et originales. Sous couvert d'une approche braudelienne, le choix s'est porté sur trois villes maritimes du Nord-Ouest de l'Europe, acteurs et moteurs du déplacement de l'axe du développement capitaliste de la Méditerranée vers l'Atlantique. Patrick O'Brien, assisté de Derek Keene, Marjolein 't Hart et Herman Van Der Wee, n'a retenu que cinq thèmes relevant de l'histoire économique et démographique, de l'architecture et de la construction, des arts plastiques, de l'édition et des sciences. P. O'Brien, dans son introduction, met à profit les contributions non publiées et présente quelques résultats préliminaires.

La comparaison, quoique insuffisante, produit ses meilleurs résultats dans les chapitres consacrés à la construction, au marché de l'art et à la production livresque. Amsterdam, sans doute, se distingue par la création rapide d'un véritable marché local pour la peinture, stimulé par la réduction des coûts de production et l'invention de genres nouveaux, mais limité également par le protectionnisme des guildes et une exportation sans envergure. En revanche, celui d'Anvers se développe sur deux siècles, profitant aussi bien du patronage des autorités civiles et religieuses que de l'initiative bourgeoise et d'une forte demande extérieure. Le marché de Londres surprend par sa modestie, une longue dépendance des importations et une substitution tardive.

Les chapitres d'histoire économique et démographique semblent moins réussis. Ainsi, celui sur Anvers abonde en clichés et redites. Peut-on continuer à circonscrire l'âge d'or de cette ville à la seule période d'avant sa chute en 1585 et sa réintégration dans la monarchie hispanique, lorsque, de toute évidence, pour les arts et l'exportation de ses produits de luxe, la période la plus riche est sans aucun doute celle du XVII^e siècle, et pas seulement grâce à Rubens, mais à une foule de peintres, sculpteurs, ébénistes bien achalandés, tandis que des centaines de collégiens, chez les jésuites, atteignent un niveau intellectuel loin d'être méprisable et que les éditeurs anversoises produisent encore des centaines d'impressions espagnoles ? Si les auteurs veulent bien admettre un « Indian Summer » après 1585, ils l'attribuent un peu trop facilement aux seuls effets bénéfiques d'une soi-disant diaspora flamande. Ce terme, lancé naguère par Wilfrid Brulez, est à manier avec circonspection, et convient mieux à des réfugiés religieux vraiment désemparés comme les nouveaux-chrétiens. Dans le cas anversoise, seule une partie de ces marchands est passée au protestantisme, tout en bénéficiant d'ailleurs très vite, dès les années 1570, d'une nouvelle patrie d'accueil dans les Provinces-Unies. D'autres sont restés catholiques ; certains sont rentrés au bercail. En fait, l'essaimage, pour ne pas dire la mondialisation, des Flamands avait commencé bien avant la chute d'Anvers et même antérieurement aux troubles de 1567. La voie du

commerce international à travers l'Italie et la péninsule Ibérique leur avait été tracée par les marchands méridionaux, et ils s'y sont engagés très tôt, soit par le biais de l'activité artisanale, soit par l'exportation de draps, de tapisseries ou de livres. Des colonies flamandes se sont constituées à Lisbonne et en Andalousie bien avant 1567, et, à cette date, Plantin disposait déjà de ses agents en Espagne et au Portugal. Ce réseau flamand se développe rapidement, et pas seulement au service des Hollandais : il est fortement impliqué dans le système colonial ibérique. Ainsi soutient-il ce véritable « silver age », selon l'historien de l'art Hans Vlieghe, et pourvoit-il Anvers d'une richesse enviable, qui se prolonge quelques décennies au-delà du traité de Westphalie.

En discordance avec la traditionnelle succession des âges d'or est l'ascension d'Amsterdam, bien antérieure à l'arrivée des réfugiés flamands des Pays-Bas méridionaux et fondée sur son rôle spécifique dans la navigation et le commerce de la Baltique. Plus tard, si, pour la peinture, le déclin s'amorce déjà vers 1650, son centre d'édition maintient le cap bien plus longtemps, notamment grâce à l'afflux d'éditeurs huguenots.

Il se dégage de cette confrontation, plutôt à l'envers du propos initial, des raisons de s'opposer à l'utilisation immodérée d'une référence à un âge d'or. D'emblée, P. O'Brien reconnaît que la prospérité de Londres s'est construite sur une série à peine discontinuée d'âges d'or. Mieux vaudrait donc penser les *achievements* d'Anvers et d'Amsterdam sur le temps long, à l'instar de leurs modèles méditerranéens, Venise ou Gênes. L'âge d'or est trop imprécis et doit être réservé aux *coffee table books*. De même, il s'avère que cette mise en vedette quelque peu outrée des trois villes ne peut être perçue isolément de leurs contextes urbains respectifs. Ainsi, à Anvers, les domaines de la vie intellectuelle, de l'édition ou de la production artistique ne doivent pas être dissociés de ceux des villes du Brabant voisin – certainement pas de Louvain avec son université ou de Bruxelles avec sa cour –, sa clientèle et ses ateliers de tapisserie. Amsterdam est loin d'exercer un monopole artistique ou scientifique. Des villes comme Delft, Haarlem ou Dordrecht ont leurs propres peintres et

collectionneurs, tandis qu'il existe déjà pour l'ensemble des provinces, vers 1650, cinq universités et six jardins botaniques. Aussi, cette histoire des *achievments* devrait plutôt s'orienter vers celle des réseaux urbains.

Par ailleurs, il faut s'interroger sur cette sélection presque suspecte de trois villes phares du capitalisme, choisies dans l'orbite nordique, anglo-flamand-hollandais. Sur la façade atlantique, d'autres réseaux urbains, aux dimensions à peine plus modestes, mériteraient tout autant de figurer au palmarès de l'*achievment*, et ceci même sans ce dessein contrefactuel rejeté par P. O'Brien. On pense à Hambourg et aux villes hanséatiques, mais aussi aux complexes urbains Dieppe-Honfleur-Le Havre-Rouen-Paris et Séville-Sanlúcar-Cadix. Les auteurs sous-estiment l'indispensable concert des villes et leur interaction concentrique ; pourtant, plusieurs d'entre eux reconnaissent que ces *achievments* du pourtour de la Manche proviennent d'Italie, ou sont même inspirés par l'urbanisation de Paris à l'époque des derniers Valois et d'Henri IV ; en témoigne notamment la reconstruction de Londres après le grand incendie. Dans la ville de la révolution protestante, le recours aux modèles et aux produits français fut si important qu'il engendra une francophobie et donna naissance à une véritable politique d'importations de substitution.

On aurait voulu voir, pour finir, figurer les malheurs, échecs, répressions et exclusions de ces villes qu'on nous dit si performantes, mais ils n'ont mérité que quelques références bibliographiques. Il n'empêche que ce regard comparatif d'ensemble est hautement profitable, ne serait-ce que pour mieux découvrir ses lacunes et faiblesses.

EDDY STOLS

Paolo Militello

La contea di Modica tra storia e cartografia. Rappresentazione e pratiche di uno spazio feudale (XVI-XIX secolo)

Palerme, L'EPOS, 2001, 110 p.

L'objectif de Paolo Militello est de comprendre historiquement l'organisation spatiale du

comté de Modica (sud de la partie orientale de la Sicile), la plus importante entité féodale sicilienne en termes démographiques, à partir des représentations anciennes de son territoire. Plus encore que le territoire, cependant, les espaces urbains sont les acteurs principaux de cet ouvrage, car la caractéristique du comté de Modica est que les villes, de toute ancienneté (depuis la Grande-Grèce), y tiennent un rôle majeur. Leur population est importante à l'échelle de la Sicile moderne puisque, en 1831, Modica dépasse les 25 000 habitants, Raguse les 20 000 et que les quatre autres (Scicli, Vittoria, Chiamonte, Monterosso) comptent entre 6 000 et 12 000 habitants. Soulignons au passage qu'aucune de ces implantations n'est portuaire, ce qui en dit beaucoup sur le rapport qu'elles peuvent entretenir avec leur territoire. Le célèbre et désastreux tremblement de terre de 1693 eut de lourdes conséquences en Sicile, puisque 60 000 personnes y perdirent la vie, mais, s'il eut des effets économiques importants sur le comté de Modica, son impact y fut moins puissant qu'ailleurs : entre 1681 et 1714, la ville voit même sa population augmenter (+ 1 %), alors que la Sicile dans son ensemble perd 3 % de ses effectifs. Les transformations majeures sont à saisir ailleurs. D'abord, dans l'architecture et l'urbanisme puisque la zone de Modica, à l'instar de celle, plus connue, de Noto, fut le lieu de somptueuses constructions dans le style baroque tardif, qui donnent à ces cités une extraordinaire unité architecturale (aujourd'hui reconnue par l'UNESCO). Ensuite, les implantations urbaines se sont partout modifiées, sauf à Modica : Scicli, par exemple, se déplaça en partie vers sa vallée et Raguse, perchée sur une colline, se dédoubla sur deux sites contigus mais différents.

Chaque ville jouissait d'une grande autonomie par rapport aux autres comme dans sa relation aux autorités féodales, et avait sa propre classe dirigeante. Par ailleurs, le polycentrisme et l'absence d'hégémonie d'une cité caractérisaient le comté, même si Modica s'affirma progressivement comme le nœud administratif et Scicli comme le centre militaire, chargé, en particulier, de contrôler le littoral. Cette hiérarchie assez molle n'est pas remise en cause par le tremblement de terre de 1693, mais elle se transforme plus tard et progressivement, au

cours du XVIII^e siècle, quand se multiplient les disputes territoriales : entre Chiamonte et Vittoria (soigneusement analysée, cartes à l'appui, par l'auteur) ; entre Scicli et Modica pour le contrôle du territoire du comté ; entre Scicli et toutes les autres villes pour la maîtrise du littoral... Ces rivalités qui redéfinissent en permanence les équilibres urbains et spatiaux ne prennent que partiellement fin avec la réforme administrative de 1817¹.

Ces tensions se nourrissent et renforcent l'acuité de la question des identités urbaines, cent fois remises en cause. Ces identités prennent une forme concrète dans la représentation cartographique que ces villes se donnaient d'elles-mêmes car, ainsi que le montre P. Militello, « les images de villes révèlent des représentations et des manipulations capables de raconter de véritables histoires urbaines ». Les pages qu'il consacre à l'« *Imago urbis* » sont d'une grande qualité². La première moitié du XVII^e siècle se caractérisa, dans le comté de Modica comme dans toute la Sicile, par une floraison d'œuvres consacrées à l'histoire municipale, complétées par des descriptions de la topographie urbaine et des tentatives de cartographie. La mise en carte ne se contentait pas d'être (ou d'essayer d'être) une représentation précise de la cité, elle entendait également contribuer à sa construction symbolique. Ainsi, l'auteur anonyme d'un livret sur Raguse au XVII^e siècle compara la ville à un poisson et la représenta ainsi. Il poursuivait la description, ou plutôt la métaphore ichtyologique, en faisant des renvois continuels à cette figure, dont les membres étaient des points de référence dans la localisation des édifices. De même, Modica mais aussi Scicli étaient comparées à un aigle. Cette façon de représenter la ville à l'aide d'une figure bien précise s'inspirait d'une tradition qui, en Italie, remonte au XV^e siècle et à la Renaissance. Elle suggère beaucoup sur le mode symbolique : la fermeture de la cité, puisque la forme définit sans ambiguïté un dedans et un dehors ; sa permanence, qui est, là encore, celle de la forme ; et surtout l'identité urbaine, puisque la forme, tel un emblème, caractérise une cité. La superposition de ce mode de représentation symbolique et de la reproduction très figurative, caractéristique du début du XVII^e siècle, des

détails de la ville fait que ces plans sont de superbes images, magnifiquement reproduites dans ce volume. La longue et convaincante analyse que propose P. Militello des plans de Scicli au XVII^e et au début du XVIII^e siècle montre bien comment la représentation cartographique prend en compte la question des pouvoirs, qu'ils soient civil, militaire ou religieux.

Le livre de P. Militello est d'un très grand intérêt en ce qu'il examine sous tous les aspects (dont certains n'ont pu être évoqués ici, comme les questions économiques ou le réseau routier) ce qui constitue la dynamique urbaine d'une région suffisamment petite pour que non seulement les interactions concrètes, mais aussi l'image que les cités ont d'elles-mêmes puissent être observées en détail. Soulignons également le remarquable usage qui est fait des représentations cartographiques, qui accompagnent chaque page, faisant de cet ouvrage un modèle du genre.

JEAN-YVES GRENIER

1 - Voir ENRICO IACHELLO, « Centralisation étatique et pouvoir local en Sicile au XIX^e siècle », *Annales HSS*, 49-1, 1994, pp. 241-266.

2 - Sur la question de l'élaboration historique des images de villes, voir le beau livre de ENRICO IACHELLO, *Immagini della città. Idee della città. Città nella Sicilia (XVIII-XIX secolo)*, Catane, Maimone, 1999.

Giancarlo Angelozzi et Cesarina Casanova

Diventare cittadini. La cittadinanza ex privilegio a Bologna (secoli XVI-XVIII),
Bologne, Comune di Bologna,
« Biblioteca dell'Archiginnasio,
Serie III, n° 1 », 2000, 535 p.

Le droit de bourgeoisie, ou « privilège de citoyenneté », définit rarement, dans les villes d'Ancien Régime, un groupe social homogène et aux limites bien précises. Ce livre a le mérite de révéler toutes les nuances et même les contradictions de ce statut dans le cas de Bologne, une ville importante mais qui, toutefois, n'est pas une capitale politique. Dans la première partie, Giancarlo Angelozzi et Cesarina Casanova retracent l'histoire du droit de bourgeoisie à Bologne à l'époque moderne,

et, dans la seconde, Rita Belenghi publie l'inventaire de tous les privilèges de citoyenneté octroyés par le Sénat de la ville entre le début du XVI^e et la fin du XVIII^e siècle. La citoyenneté à Bologne pouvait être « commune », *satis ampla* ou *amplissima*. Les différences entre les divers degrés furent définitivement fixées par la loi de 1584, qui distinguait entre la naturalisation et l'exemption fiscale, concédées après dix ou vingt-cinq ans de résidence (« commune »), et l'habilitation aux offices, concédée par le Sénat *ex motu proprio* à des personnages illustres et à leurs descendants (*amplissima*), ou seulement à leurs descendants établis à Bologne (*satis ampla*). Les deux dernières assimilaient de fait les citoyens *ex privilegio* aux citoyens originaires, depuis deux ou trois générations. En même temps, ces derniers sont de fait assimilés, pendant la plus grande partie de la période considérée, à la noblesse bolognaise, dont les limites restent floues jusqu'au XVIII^e siècle. Cette indétermination de la frontière entre nobles et notables donne à l'élite sénatoriale d'amples marges de manœuvre dans la gestion des équilibres sociaux et des clientèles, ce qui confirme le rôle central et l'autonomie de cette institution de gouvernement local, déjà analysé par d'autres études¹.

Bologne était la deuxième ville de l'État pontifical, et surtout un centre universitaire très prestigieux qui attirait beaucoup d'immigrants, aussi bien des campagnes environnantes (*contado*) que d'autres États italiens. Seule une petite minorité pouvait aspirer au titre de citoyen : entre 1508 et 1796, le Sénat concéda 1 817 privilèges de citoyenneté « commune » et 275 de citoyenneté *satis ampla* et *amplissima*. Les deux dernières désignent une élite, composée surtout d'hommes de loi, mais la citoyenneté « commune » devint elle-même au cours de l'époque moderne de plus en plus élitiste. Les candidats présentent des témoins pour confirmer leur manière « civile » de vivre, d'habiter, de s'habiller et même de meubler leurs maisons. Au XVIII^e siècle, il faut désormais démontrer non seulement un chemin d'intégration réussie, mais un parcours d'ascension sociale. L'identité du citoyen bolognais se transforme au cours de la période, se rapprochant sensiblement de celle du

XIX^e siècle, essentiellement un rentier, qui n'exerce aucune profession, même quand il s'agit d'un paysan immigré. Au XVIII^e siècle, à Bologne, les métiers « mécaniques » ne sont plus exercés par des immigrés du *contado*, mais par des étrangers, immigrés d'autres États italiens, notamment celui de Milan.

Comme c'est le cas dans d'autres villes, telles Venise ou Amsterdam, la citoyenneté est en même temps un statut juridique et socio-économique. L'équilibre subtil entre les deux évolue dans le temps et donne, en partie, la mesure de l'ouverture relative de chaque société urbaine. Ce qui caractérise toutefois le cas de Bologne est cette perméabilité relative du statut nobiliaire, à la différence, par exemple, de Venise, mais aussi d'autres villes d'Italie centrale, et qui permet à un juriste d'écrire, au XVIII^e siècle, que, à Bologne, il suffit de vivre confortablement et civilement pour être fait noble.

ANNA BELLAVITIS

1 - Cf. ANGELA DE BENEDICTIS, *Repubblica per contratto. Bologna: una città europea nello Stato della Chiesa*, Bologne, Società editrice il Mulino, 1995.

Yann Lignereux

Lyon et le roi. De la « bonne ville » à l'absolutisme municipal (1594-1654)
Seysssel, Champ Vallon, « Époques »,
2003, 847 p.

Le livre de Yann Lignereux, original, dense, stimulant, se propose de réexaminer le poncif qui, depuis Tocqueville, considère que l'État absolutiste, à partir du règne d'Henri IV, aurait exercé une tutelle croissante sur les gouvernements urbains, les « libertés » municipales faisant les frais des desseins centralisateurs de la monarchie¹. Ainsi, ce n'est pas un projet de rabaissement des autonomies urbaines qui guide Henri IV, mais plutôt une forme de pragmatisme, le souverain étant aussi bien capable d'augmenter considérablement les libertés urbaines, notamment lors des traités de pacification, que d'y mettre quasiment fin en cas de rébellion (Amiens)². À partir du cas de la seconde ville de France, jusque-là mieux

connue des historiens pour sa prospérité commerciale et son rayonnement intellectuel au XVI^e siècle, l'analyse se concentre sur le premier XVII^e siècle, temps de transformation pour les systèmes de légitimation des élites urbaines conduisant vers ce que Y. Lignereux définit comme « l'absolutisme municipal ». L'approche est résolument différente des études sociales consacrées aux pratiques politiques des corps de ville du XVII^e siècle, en ce qu'elle se veut essentiellement « culturelle et politique [...], les éléments sociologiques ou économiques [n'ayant] pas fait l'objet d'une recherche systématique » (p. 496). Principalement à partir des délibérations consulaires, de correspondances et de très nombreuses sources imprimées et iconographiques, l'auteur entend explorer l'imaginaire des élites urbaines et la façon dont ces dernières surent adapter leur mode de légitimation suivant l'évolution de leurs rapports avec le pouvoir royal.

La méthode mise en œuvre privilégie un décryptage de « l'efficacité performative » des discours (p. 588), des harangues, des pamphlets sortis des presses lyonnaises, conjugué à un décodage de l'ensemble des symboliques urbaines scrutées à travers les livrets d'entrées, les emblèmes municipaux, les jetons consulaires, les portraits, les gravures des livres... La thèse défendue tient dans une formulation paradoxale qui en fait toute la richesse : le consulat lyonnais a bénéficié « d'un absolutisme propre qui l'a préservé de l'assujettissement dans l'apparence même de la sujétion » (p. 584). C'est là l'aboutissement d'un processus dont l'articulation fournit la trame du livre autour de trois parties dont les sous-titres indiquent la transformation de l'identité urbaine en plusieurs mues successives : « L'invention de la bonne ville de Lyon (1594-1608) » ; « La ville royale au temps des trahisons (1608-1638) » ; « Les horizons nouveaux d'un absolutisme municipal (1638-1654) ».

La première partie est consacrée aux mécanismes de la pacification henricienne permettant la restauration de la concorde urbaine. L'auteur analyse aussi bien l'action du roi et de ses agents que celle du consulat, sans être prisonnier d'un récit factuel par ailleurs clairement résumé. Dans une ville qui fut ligueuse

jusqu'à sa reddition volontaire en février 1594, les divisions entre les habitants, consécutives notamment aux bannissements des notables compromis avec la Ligue, restèrent vives au moins jusqu'en 1603. C'est la « bonne ville » médiévale qui est alors revivifiée pour rétablir la paix civile, mais selon un modèle qui intègre davantage que par le passé la présence physique ou symbolique du roi. Il est vrai que la stratégie d'Henri IV et de ses « publicistes » consiste, d'une part, à louer les vertus d'un roi héroïque dont la venue clôt le temps des désordres et annonce un âge d'or, et, d'autre part, à prolonger les effets de l'entrée royale de septembre 1595 magnifiant en particulier l'image d'un roi « réconcilié avec l'Église catholique ». D'autres fêtes donnèrent ensuite lieu à de spectaculaires scénographies dont l'étude aurait gagné à sortir de la singularité lyonnaise (cérémonies de la paix de Vervins qui offrent des analogies avec celles contemporaines de Romans et du Puy). On peut aussi regretter de ne pas en savoir davantage sur l'avocat et historien Pierre Matthieu que le consulat lyonnais chargea de ces mises en scène (ancien ligueur issu des clientèles de l'archevêque Pierre d'Épinac, il rejoint ensuite celles de Pomponne de Bellièvre) : on aimerait mieux connaître les motivations, l'insertion sociale et clientélaire de ce faiseur d'opinion.

La présence royale n'était pas qu'une affaire de propagande. Henri IV et ses agents s'immiscèrent dans le gouvernement de la ville. Ainsi l'édit de Chauny (réforme oligarchique de décembre 1595 qui réduisit la taille du consulat) est réinterprété à grands frais. Certes, cette refonte des institutions urbaines, qui fut suivie par la désignation de candidats officiels aux charges électives de prévôts des marchands et d'échevins, s'explique par le contexte d'insécurité militaire qui exigeait le choix d'hommes sûrs à la tête de la ville, et ce n'est pas pour rien que Pomponne de Bellièvre en fut le grand instigateur. Mais, au-delà, il y avait surtout le désir de mettre fin à certains dysfonctionnements (absentéisme chronique des consuls, charges financières trop lourdes) qui affaiblissaient l'autorité du gouvernement urbain. Loin de punir la ville, l'édit de Chauny participe de ce que, plus largement, Y. Lignereux identifie comme une refonda-

tion royale : l'autorité d'Henri IV apaise les divisions des élites, redonne prestige et légitimité au consulat. Selon une logique voisine, les finances de la ville (au bord de la faillite) sont épurées afin que Lyon retrouve les conditions nécessaires à sa vocation marchande et bancaire. De la même façon, les Grands Jours de 1596, session extraordinaire du parlement tenue à Lyon pendant quatre mois pour juger les affaires accumulées pendant la Ligue, furent autant une mise en scène destinée à rappeler les contours de la souveraineté monarchique, la puissance vertueuse du roi de justice, qu'une « revitalisation » de la justice locale.

Cette confiance dans la venue d'un âge d'or, dans le rétablissement de la paix grâce à l'autorité royale, est à l'origine de la « résurrection lyonnaise » : fiers de l'identité retrouvée ou plutôt refondée de leur ville, les historiographes de Lyon et les propagandistes royaux mythifient les événements comme ceux de la reddition volontaire, expression du destin providentiel de la cité. Dans la réalisation de cette « communion » entre les élites locales du consulat et le roi, l'auteur montre bien le rôle joué sur place par les représentants de l'État royal, ces hommes sur lesquels Henri IV pouvait compter : Pomponne de Bellièvre, le gouverneur Philibert de La Guiche, l'intendant Mery de Vic, Pierre Forget de Fresnes et, surtout, à partir de 1607, Charles Neufville de Villeroy, seigneur d'Halincourt, fils du puissant secrétaire d'État Nicolas de Neufville. C'est ce dernier qui allait décevoir les attentes du consulat en bafouant les libertés urbaines dans l'exercice de sa charge de gouverneur.

La deuxième partie du livre analyse en effet la faillite du modèle politique de la bonne ville régénérée par la présence royale, précisément parce que, sous la régence de Marie de Médicis, puis sous Louis XIII, l'intimité physique du souverain avec la ville perd en intensité. L'idée d'une ville royale relèverait alors davantage d'une fiction. Surtout, les privilèges urbains confirmés avec force par Henri IV sont désormais menacés, voire remis en cause par le roi lui-même et son gouverneur (Halincourt reçoit la garde des clefs de la ville, intervient dans les élections consulaires, et Lyon, en principe exempté de garnisons, doit supporter

des troupes). De surcroît, la ville pâtit de sa propre incapacité à assurer la paix sociale au début des années 1630, impuissante à juguler les émeutes des ouvriers de la soie (notamment celle de 1632). L'inflation des demandes fisco-financières (tailles, gabelles, fermes) sous le ministériat de Richelieu donne lieu à de multiples conflits qui font des années 1630, ici comme ailleurs, un tournant : les officiers de finance (élection) tentent régulièrement de rabaisser le corps de ville. D'où la réaction du consulat qui réactive une mémoire urbaine. Les presses de la ville publient ainsi l'inventaire des privilèges, tandis que s'affermite le jeu de la reconnaissance sociale (livre de portraits individuels des prévôts des marchands et échevins). La volonté de faire corps pour affronter les assauts extérieurs entraîne une « disciplinarisation » des mœurs électorales (p. 558) destinée à renforcer l'image idéale d'un consulat dévoué au bien public.

Pour autant, le gouvernement de ville et les élites résistent difficilement à l'emprise grandissante des Villeroy. Dès 1615, Halincourt obtient la survivance du gouvernement de Lyon pour son fils aîné Nicolas (maréchal de France en 1646), tandis que son cadet, Camille de Neufville, s'empare de la lieutenance générale du Lyonnais en 1645 avant d'être sacré archevêque de Lyon en 1654. Mais c'est moins la patrimonialisation des charges des Villeroy que leur domination symbolique qui intéresse l'auteur, dont l'analyse d'un « Halincourt imaginaire » montre bien comment, des portraits aux jetons armoriés, le gouverneur se sert de Lyon pour promouvoir sa gloire familiale enorgueillie d'une double fidélité à Dieu et au roi. Nul doute que les Villeroy aient marqué durablement la vie lyonnaise, contribuant à maintenir la cité dans l'obéissance du roi. Sans doute une importante clientèle (sur laquelle l'auteur donne peu de précisions) y fut-elle pour beaucoup. Toutefois, la faiblesse des contre-pouvoirs facilita aussi leur tâche : absence de cour souveraine, insignifiance des États provinciaux, médiocre rayonnement de la noblesse locale en dehors de la vaine prise d'armes du marquis de Saint-Chamond (1617-1619), dont Halincourt vint facilement à bout. Peut-être une comparaison avec d'autres familles qui conservèrent durablement des gou-

vernements (Épernon en Guyenne, Schomberg en Languedoc) aiderait-elle à mieux comprendre la mainmise des Villeroy sur Lyon et l'absence de Fronde ?

Face à une telle domination, « l'imaginaire politique de la cité », à la fin de la décennie 1630, connaît une nouvelle mue, celle de « l'absolutisme municipal » qui, pour intégrer l'idée d'un roi plus lointain, comble le déficit de présence du souverain par une vocation particulière dans le salut collectif de l'ensemble des habitants (thématique de la ville sainte fière de posséder une centaine de saints et dix-neuf mille martyrs). L'investissement consulaire aux côtés de la réforme catholique est en effet intense (on retiendra notamment la décision de vouer la ville à la Vierge en 1643 ou encore les efforts du consulat, dès 1548, pour promouvoir la canonisation de François de Sales). Y. Lignereux montre bien comment les discours passent alors de l'amitié, valeur dont dépendait jusque-là la défense du « bien public », mais désormais bafouée par le gouverneur, au développement du « serf amour ».

Cette transformation rend plus acceptables les gestes de soumission à l'égard du gouverneur et de l'autorité royale ; elle est concomitante d'une transformation théologico-politique substituant le pseudo-Denys aux conceptions aristotéliennes traditionnelles (sur lesquelles reposait précisément l'amitié). Par ailleurs, l'exaltation d'un ordre hiérarchique dionysien profite également à la gloire des autorités municipales compte tenu de la mission providentielle dont elles s'estiment investies. L'auteur dégage ainsi une cohérence dans l'action édilitaire en matière d'aménagement urbain, de voirie, de police : transformer la ville pour en faire un espace d'ordre et d'harmonie conforme au dessein de Dieu.

Le travail de Y. Lignereux permet d'éclairer d'un jour nouveau l'étonnante capacité d'adaptation des élites dirigeantes dans leur travail de légitimation politique. Mais à trop insister sur la singularité de l'imaginaire politique, l'histoire ne risque-t-elle pas de trahir sa vocation globalisante en privilégiant les considérations esthétisantes au détriment des réalités matérielles ? On est en effet en droit de s'interroger sur la pertinence de certains

raccourcis concernant la sociologie du corps de ville. Est-on absolument certain que les intérêts d'hommes provenant d'horizons aussi divers que ceux de la finance, du négoce, de la justice ou de l'armée (qui, selon l'auteur, forment un patriciat, ce qui méritait une plus ample justification) étaient bien les mêmes ? Le gouvernement de la ville avait-il vraiment un effet intégrateur au point de leur faire partager la même vision du monde (p. 531) ? Une analyse sociale approfondie permettrait peut-être d'identifier ceux du consulat dont la position tenait à une complicité avec le développement de l'État fisco-financier. Enfin, la prétention de l'absolutisme municipal à participer au salut de la collectivité est-elle si lointaine de celle des échevinages du Nord étudiés par Philippe Guignet³, où triomphe un modèle de bonne ville « hispano-tridentin » qui est l'œuvre d'élites éloignées du négoce ? Seule une étude sociale plus avancée du consulat lyonnais permettrait de comparer les deux situations. Autant de pistes qui nécessiteraient le travail de plusieurs chercheurs. Ces interrogations disent tout l'intérêt que représente la lecture du livre de Y. Lignereux, qui ne manquera pas de susciter un débat auprès des historiens, fussent-ils ou non des « tenants du positivisme historiographique » (p. 15).

THIERRY AMALOU

1 - Les études récentes relativisent la portée des interventions royales dans les institutions urbaines et dans le contrôle des élections des magistrats municipaux.

2 - MICHEL DEWAELE, « Henri IV, politicien monarchomane ? Les contrats de fidélité entre le roi et les Français », in J.-F. LABOURDETTE, J.-P. POUSSOU et M.-C. VIGNAL (éds), *Le traité de Vervins*, Paris, Presses de l'Université de Paris-Sorbonne, 2000, pp. 117-131 ; ANNETTE FINLEY-CROSWHITE, *Henri IV and the Towns. The Pursuit of Legitimacy in French Urban Society, 1589-1610*, Cambridge, Cambridge University Press, 1999.

3 - PHILIPPE GUIGNET, *Le pouvoir dans la ville au XVIII^e siècle. Pratiques politiques, notabilité et éthique sociale de part et d'autre de la frontière franco-belge*, Paris, Éditions de l'EHESS, 1990. GUY SAUPIN, *Nantes au XVII^e siècle. Vie politique et société urbaine*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 1996.

Daniel Roche (dir.)*La ville promise. Mobilité et accueil à Paris**(fin XVII^e-début XIX^e siècle)*

Paris, Fayard, 2000, 438 p.

Face aux mobilités et aux intégrations étrangères, nos sociétés, gouvernées par des idéologies frileuses, bloquent le principe de l'hospitalité entre les peuples et pratiquent le contrôle tatillon des nouveaux venus, voire l'expulsion. Or le débat entre une société terre d'accueil et une société protectionniste est ancien : dès le XVIII^e siècle, devant l'élargissement de l'espace des relations sociales et nationales, intellectuels et hommes de pouvoir s'interrogent. Paris – cœur politique et administratif, vaste marché, cité monumentale – a très tôt joué un rôle attractif et central, cristallisant la présence étrangère : émigrants de province, artisans et négociants de tous pays, voyageurs du grand tour... De la fin du XVII^e au début du XIX^e siècle, la croissance démographique, l'accélération des échanges, l'accroissement des mouvements de migration et des voyages ont donné naissance à une économie de l'accueil qui bouscule les pratiques anciennes de l'hospitalité et mobilise les autorités, inquiètes : pour l'État monarchique, tout nouvel arrivant provoque la suspicion, menace l'ordre et la stabilité. Le livre dirigé par Daniel Roche, qui présente les résultats d'une enquête collective menée au sein de l'Institut d'histoire moderne et contemporaine, offre une synthèse inédite sur le sujet pour le Paris de l'âge préindustriel. Son intérêt fondamental est précisément d'interroger, en résonance avec les débats actuels, la capacité à l'asile de la société d'Ancien Régime. Son objectif est de comprendre la façon dont Paris retient et transforme une population flottante et temporaire, comment l'accueil peut être un instrument d'acculturation, plus ou moins réussie, des nouveaux venus. Bref, comment la ville tient ses promesses, ou les refuse.

Le plan choisi explore trois directions. La première concerne la façon dont se sont organisées les attitudes des institutions – principalement policières – à l'égard de la mobilité et de l'accueil, les nouvelles techniques de dépistage et d'identification, autrement dit la manière dont se construit une action en

normes et pratiques. Vincent Milliot dresse un tableau remarquable du fonctionnement policier parisien et de l'armature législative et répressive, qui repose sur une solide connaissance des sources (collection Joly de Fleury, archives des études de commissaires, recueils de circulaires, archives de la préfecture de Police). La surveillance des nouveaux venus se focalise sur les lieux d'accueil qui s'offrent à eux – auberges, hôtels, maisons et chambres garnies, domiciles de connaissances déjà installées – et se fait de plus en plus précise (registres obligatoires, permission d'exercer, visites nocturnes...), aboutissant au repérage spatial et à la définition des types de logis. Elle témoigne d'une double volonté : voir plier les droits particuliers devant l'action de la police, organiser systématiquement le quadrillage de l'espace et des populations. Mais seule une longue investigation dans les archives des commissaires, reconnaît V. Milliot, permettrait d'apprécier les pratiques réelles du contrôle social. Le délit témoigne ainsi de l'écart subsistant entre une logique administrative d'encadrement et les autres logiques sociales de la population (liens de patronage, réseaux de solidarité et de relations commerciales, amicales, géographiques).

La volonté de créer un espace lisible et transparent se retrouve, avec d'autres impératifs, dans le mouvement éditorial des guides du voyageur, qui composent peu à peu une littérature de l'accueil. De la fin du XVII^e siècle aux années 1830, Gilles Chabaud retrace l'émergence, puis l'épanouissement d'un genre à la rencontre de deux veines littéraires : les « antiquités de Paris » et les « voyages de France », oscillant entre la vision monumentale et la finalité utilitaire. Les guides, destinés aux élites sociales, se multiplient au XVIII^e siècle, mais se montrent plus intéressés à décrire les hôtels aristocratiques que les garnis et continuent de diffuser une conception restreinte de l'accueil urbain ; seul le *Tableau de Jèze* adopte une conception administrative de la capitale et vise la transparence fonctionnelle. Le « voyageur à Paris » est donc un voyageur arrivé et logé.

Les deux approches, en dépit de leurs biais, permettent de restituer une première géographie de l'accueil, qui montre la diffusion des garnis sur l'ensemble du territoire

urbain et les quelques points d'ancrage, abordant avec nuance les questions de ségrégation. Cartes et tableaux récapitulent l'évolution de la répartition. À la fin du XVII^e siècle, 57 % des garnis sont implantés sur la rive gauche ; le faubourg Saint-Germain est le quartier des hôtels de grande renommée. Au début du siècle suivant s'effectue le basculement : en 1721, 57 % des hôtels sont situés sur la rive droite. Mais le bilan par quartier voile une bonne partie de la réalité ; aussi quelques analyses à l'échelle de la rue sont-elles menées, très stimulantes, qui révèlent l'insertion du garni dans le tissu urbain, les liens entre implantations hôtelière, commerciale, politique, religieuse, intellectuelle, libertine.

La deuxième direction analyse la nature et l'intensité des flux de la population flottante, les rythmes de la mobilité, pour donner une image plus exacte du réseau des garnis et des hôtels et montrer leur rôle dans l'insertion – définitive ou non – des nouveaux venus. Sabine Juratic, qui s'appuie sur les relevés de la police et le *Tableau de Goblet* (1817), analyse avec précision les habitants des garnis : hommes pour la plupart, célibataires, ils arrivent massivement de province. Contrairement à une idée reçue, la mobilité ne se réduit pas à la dynamique de la pauvreté : l'éventail professionnel touché est large, et quelques spécialités, comme le bâtiment ou l'habillement, attirent une main-d'œuvre qualifiée. Une série de cartes esquisse une géographie sociale des garnis : les quarts nord-ouest et sud-ouest concentrent l'hôtellerie de luxe, destinée aux étrangers, négociants et propriétaires ; les quartiers proches de l'université attirent les étudiants ; en revanche, les artisans et les ouvriers sont présents presque partout. Là encore, une analyse plus fine, à l'échelle de la rue et du garni, dévoile la différenciation sociale des populations dans l'espace, l'organisation de filières d'immigration, la spécialisation géographique de certains métiers.

L'étude des voyageurs étrangers met au jour les problèmes de classification et de connaissance des milieux observés, l'évolution de la géographie d'un hébergement qui révèle la hiérarchie des voyageurs et confronte les modalités du voyage et les caractéristiques sociales et nationales. Jean-François Dubost, à

partir du fonds de contrôle des étrangers, dis-
sèque avec talent les motivations du voyage, culturelle ou économique. Les Anglais arrivent largement en tête (25 %), champions du voyage touristique, suivis par les Allemands (13 %), les Suisses (11 %) et les habitants des Pays-Bas autrichiens (10,5 %), industriels. La prépondérance des artisans qualifiés (l'horloger suisse, l'ébéniste allemand, l'orfèvre italien...) souligne le rôle clé de Paris dans l'industrie du luxe. L'implantation des étrangers, diffuse, fait l'objet d'une solide présentation par quartiers, rues, hôtels.

La troisième direction s'attaque à l'économie de l'accueil et à la sociabilité mises en place, en restituant les manières dont sont organisés des services adaptés à des besoins divers, pour savoir comment fonctionne le creuset parisien. Les structures de la profession, ses capacités et ses choix économiques montrent la variété des réponses offertes à de multiples clientèles. D. Roche s'évade des sources policières, jusqu'alors quasi omniprésentes, et construit son argumentaire sur les inventaires et les dossiers de faillite : la balle est du côté des logeurs et non plus des commissaires ! Ces sources permettent d'analyser les fortunes, les consommations, le fonctionnement matériel des entreprises et de dresser une nouvelle géographie des garnis. Fidèle à lui-même, D. Roche commence par une vivifiante mise en perspective des mots et relève la confusion lexicologique qui témoigne de la complexité et de l'hétérogénéité professionnelles comme de l'existence d'une forte économie souterraine : les sources font apparaître non seulement les aubergistes, hôteliers, logeurs et tenanciers, mais aussi des marchands de vin, cabaretiers, traiteurs, perruquiers, baigneurs, chirurgiens, menuisiers... Leur visibilité repose sur la publicité des guides et almanachs et sur les enseignes, auxquelles D. Roche consacre un beau passage. À l'aide de quelques exemples précis, il retrace les structures d'une profession à l'activité plutôt familiale, majoritairement proche du petit peuple. Les garnis et les auberges sont un modèle type de consommation pour le plus grand nombre ; les populations ouvrières y côtoient officiers de garnison, étudiants, commerçants, voyageurs : les hôtels meublés

sont le lieu d'apprentissage des habitudes citadines, où les retombées des consommations des milieux supérieurs sont partiellement accessibles, en tout cas visibles par la proximité des conditions. Les hôteliers sont de bons médiateurs en matière de culture matérielle, d'où l'étude menée sur les loyers et l'entretien, l'alimentation, les ustensiles, l'éclairage et le chauffage, sur les espaces et le confort. La coexistence joue à deux niveaux : celui de la ville, où voisinent tous les types d'établissements, celui des hôtels eux-mêmes, qui offrent des chambres à tous les prix. On retrouve dans les garnis, à une échelle réduite, ce qui fait la quintessence de l'urbanité.

Au total, voici un livre stimulant, plein de finesse et de nuances, même si parfois la vision policière occulte quelque peu la « ville promise » ; les auteurs n'en peuvent mais, puisque ce sont les sources les plus prolifiques...

NATACHA COQUERY

Isabelle Backouche

*La trace du fleuve. La Seine et Paris
(1750-1850)*

Paris, Éditions de l'EHESS, 2000, 430 p.

À Paris, mais le constat pourrait être dressé pour d'autres capitales à l'exemple de Rome, on déplore aujourd'hui que la ville tourne le dos à son fleuve, qui coule comme indifférent à la vie urbaine. L'aménagement des quais au XIX^e siècle, souvent pris comme le symbole pétrifié de cet éloignement du fleuve, ne constitue qu'une étape dans un processus d'une plus grande profondeur chronologique, comme le démontre Isabelle Backouche pour Paris. Elle trace ainsi les linéaments de ce lent divorce entre la Seine et Paris à partir des années 1750, et propose de mettre en lumière les dynamiques qui ont présidé à la transformation de cet espace fluvial familier des Parisiens en un axe de navigation étranger à la ville. La démonstration se fonde sur la mobilisation d'une grande variété de sources, essentiellement administratives, qui comprennent des documents normatifs, fiscaux, mais aussi les mémoires, pétitions et règlements de conflits entre acteurs, ainsi que les enquêtes

et projets sur le fleuve et ses dépendances ; elle se fait en trois temps.

Le premier dresse le tableau d'une ville qui vit au rythme du fleuve, de l'ordinaire des besoins quotidiens, ceux de la consommation, du travail et des loisirs, à l'extraordinaire, dicté par les crues et les inondations. La diversité des activités fluviales et riveraines dessine des paysages spécifiques qui se cristallisent notamment autour des ports, des quais et des ponts. Le fleuve y apparaît comme ce qui rassemble les hommes (l'hypothèse originale d'une construction de l'espace fluvial comme « espace identitaire », reposant sur l'analyse de pratiques de consommation qui s'y développent, aurait mérité plus de développement) ; il partage aussi l'espace, isolant les deux rives, distinguant l'amont de l'aval et fragmentant le cours de la Seine en bassins spécialisés. Les nécessités et l'organisation de l'approvisionnement de Paris confirment l'autorité du pouvoir municipal sur le fleuve, que symbolise la juridiction du prévôt des marchands. À la fin du XVIII^e siècle émerge parmi les acteurs un constat de saturation de l'espace fluvial, tiraillé entre la diversité d'usages techniquement et socialement concurrents et les conflits pour leur régulation.

L'histoire de la progressive sélection des pratiques sur le fleuve est faite, dans une deuxième partie, au travers de l'étude des projets d'aménagement entre 1756 et 1785. Ces projets consacrent l'émergence d'un regard fonctionnaliste sur la ville, porté par une nouvelle génération d'acteurs (architectes, avocats, hommes de lettres) et relayé sur le terrain par les ingénieurs. Les impératifs économiques de la croissance urbaine, le souci d'embellissement se conjuguent aux préoccupations hygiénistes pour promouvoir la « rationalisation » de cet espace. La Seine se révèle être un terrain d'expériences pionnières en matière d'urbanisme, et la prise en compte d'une unité fluviale pour une redistribution des activités préfigure un changement d'échelle qui annonce les premiers plans généraux d'aménagement.

Au terme de ce parcours, le XIX^e siècle confirme la dissociation de Paris et de la Seine. La construction d'une ligne continue de quais isole, et protège, l'espace urbain du fleuve, au

moment où la multiplication des ponts en favorisait la traversée et l'intégration au tissu urbain. La simplification juridique des compétences brise les solidarités entre le fleuve et ses quais, qui fondaient justement l'unité de cet espace original. Avec l'éviction des activités sédentaires et les transformations de la vocation des ports, la Seine cherche à se libérer de sa gangue urbaine. Le fleuve s'affirme ainsi comme une ligne de navigation dont les horizons dépassent ceux de la ville, et le nouveau cadre de contrôle administratif du fleuve, qui s'étend au département, confirme ce changement d'échelle. L'exclusivité de la navigation se fonde sur une définition de l'intérêt public, finement analysée, dans laquelle se rejouent aussi les compétitions entre pouvoir municipal et pouvoir central pour la tutelle de cet espace. La conjonction de ces mouvements renforce la perte d'autorité de la ville sur les destins de la Seine et accélère la dilution de « l'identité urbaine du fleuve » (p. 287).

Cet ouvrage, porté par de riches illustrations et un bel outil cartographique, s'inscrit dans une histoire urbaine renouvelée : il confirme le rôle d'un long XVIII^e siècle pour saisir l'émergence d'un urbanisme des Lumières, fonctionnaliste, et qui subordonne la ville aux exigences de la circulation. Il revendique une autonomie de l'histoire urbaine, en mettant en œuvre une « analyse dialectique » des relations entre une société et un espace : on y saisit l'épaisseur temporelle du changement urbain qui fait jouer de manière découplée formes matérielles, représentations et pratiques. À l'issue de cette étude riche et bien menée, on aurait cependant aimé mieux suivre, parallèlement aux actions et aux discours des nouveaux acteurs de l'urbanisme, ceux des marchands et des gens de métiers au moment où leur place est contestée dans l'économie urbaine du fleuve, afin de bien comprendre aussi les processus sociaux, économiques et politiques que l'auteur qualifie à plusieurs reprises de « pesanteur des usages » ou de « pesanteur des pratiques anciennes ».

En dessinant une chronologie singulière, l'ouvrage propose d'autres scissions que celles importées de l'histoire politique et réévalue la pertinence de ces césures historiographiques pour l'histoire urbaine, dans la lignée du travail

ouvert par Bernard Lepetit¹. Il participe ainsi au récent « désenclavement » de l'expérience haussmannienne, trop longtemps isolée dans l'examen des transformations urbaines de la ville capitale².

ALICE INGOLD

1 - BERNARD LEPETIT, *Les villes dans la France moderne (1740-1840)*, Paris, Albin Michel, 1988.

2 - KAREN BOWIE (dir.), *La modernité avant Haussmann. Formes de l'espace urbain à Paris (1801-1853)*, Paris, Éditions Recherches, 2001.

**Dominique Larroque,
Michel Margairaz et Pierre Zembri**

Paris et ses transports, XIX^e-XX^e siècles. Deux siècles de décisions pour la ville et sa région
Paris, Éditions Recherches, 2002, 397 p.

Le livre résulte d'une rencontre entre responsables de la RATP et chercheurs, historiens et géographes. Les auteurs se proposent de dresser une histoire de la décision sur une longue durée, en articulant selon des problématiques qui empruntent à d'autres sciences sociales (droit, sociologie, économie, science politique) la double entrée de l'aménagement urbain et des transports. Dans une perspective de long terme, ils analysent le rôle des acteurs en matière de décision publique avec le souci de prendre en compte la complexité des rouages qui y président, ceux de l'État comme ceux des collectivités locales et des « intervenants externes » (professionnels, syndicats, associations, groupes de pression, presse, électoral, opinion publique, usagers). Fondée sur une grande richesse de sources, l'analyse adopte plusieurs échelles pour combiner trois dimensions de la décision publique en matière de transports collectifs : la question de la création et de la modernisation des réseaux et équipements, le jeu politique et institutionnel, les choix en matière de financement. Elles sont déclinées selon un plan chronologique qui isole trois grands moments sous la responsabilité de chacun des auteurs. Dominique Larroque aborde les premiers réseaux (métropolitain, tramways) dans une perspective locale qui met en valeur les inerties de la fin

du XIX^e siècle avant la « révolution des transports » qui s'amorce en 1900. Michel Margairaz analyse les difficultés, et les retards, d'un second moment inauguré après la Première Guerre mondiale, et qui s'achève avec la création de la RATP en 1948. On assiste alors à une montée en puissance de l'État au détriment des entreprises privées, même si la priorité d'une véritable politique des transports ne s'impose pas encore. Enfin, Pierre Zembri met en valeur le moment fort des années 1960-1970, qui voient s'accélérer la mise en place d'un véritable réseau de transport à dimension régionale (RER), d'institutions gestionnaires et de financements efficaces. L'ouvrage parvient à traiter une question pointée pour sa complexité en contextualisant finement les différents moments de la décision, prenant en compte les décalages entre prévisions, projections et élaboration des schémas directeurs, et en ayant le réel souci de mettre au jour les interactions entre décisions politiques, pression démographique et progrès technique afin d'éclairer les évolutions qui ont progressivement noué ensemble la question des transports et l'aménagement de la région Île-de-France.

ISABELLE BACKOUCHE

Jacques-Olivier Boudon

Paris, capitale religieuse sous le Second Empire
Paris, Le Cerf, 2001, 560 p.

Ce que Jacques-Olivier Boudon fait revivre au fil de ces pages est autant un projet qu'un état de fait. Un projet : le Second Empire est, à l'opposé de la monarchie de Juillet, une période où l'entente règne entre les autorités politiques et l'archevêché de Paris, ce qui permet à l'archevêché, dont l'auteur a fort attentivement scruté les archives, de tenter la conquête d'une position dominante dans l'Église catholique de France. Un état de fait : la centralisation politique et administrative française ne saurait être sans effet sur la vie ecclésiastique. Pour montrer comment projet et état de fait s'articulent, plusieurs approches sont mises en œuvre. Une approche prosopographique, avec laquelle l'auteur est familier

depuis ses travaux sur l'épiscopat français de la période concordataire¹, rend compte de l'attraction de la capitale pour les clercs. Paris est à la fois le lieu de toutes les attentes et un refuge ; la grande ville attire les ambitieux, mais aussi ceux qui ont quelque chose à cacher ou à faire oublier. À Paris même, le clergé est surtout nombreux dans le centre, d'où des tentatives de conquête de la banlieue qui se peuplent, en cette époque d'haussmannisation. Les choix stratégiques ne sont pas oubliés : choix locaux, visant à refaire de la ville des révolutions une métropole religieuse, mais aussi nationaux et internationaux – cet enchevêtrement des échelles étant la caractéristique du cadre parisien. On passe ainsi de considérations d'urbanisme et de géographie urbaine à la restitution des grands débats culturels et politiques qui traversent le catholicisme français (et européen) du XIX^e siècle, sans que la cohérence du propos se démente jamais.

Paris a perdu avec la Révolution française son rôle directeur dans la formation du clergé. La faculté de théologie parisienne devient alors l'instrument d'une reconquête. J.-O. Boudon s'attache à ses destinées. Monseigneur Affre avait tenté, en 1840, de la « relancer », mais il n'avait pu obtenir la reconnaissance canonique des grades par Rome, réticente envers une faculté de théologie contrôlée par les pouvoirs civils. Monseigneur Sibour veut la réformer, et il confie pour cela le poste de doyen à l'abbé Maret. Ce dernier met en place une équipe où figurent les abbés Lavigerie, Bautain et Duquesnay. Là, comme en d'autres endroits de l'ouvrage, nous suivons les destinées de la fraction néo-gallicane du catholicisme libéral, qui pense possible de s'appuyer sur l'État pour lutter contre la montée du catholicisme intransigeant. L'accession, à la fin de la période, de Monseigneur Darboy à l'archevêché de Paris est, pour cette tendance, un succès. On sait que, sur la question de la souveraineté temporelle du pape, la mouvance catholique libérale était divisée. Montalembert ou Monseigneur Dupanloup (proche de cette tendance) étaient des défenseurs des États du pape, en lesquels ils voyaient une garantie de l'indépendance du Saint-Siège. Les néo-gallicans que nous suivons ici sont prêts à justifier la politique ita-

lienne de Napoléon III. Ils penchent donc plus nettement vers un empire susceptible de se libéraliser, et qu'ils jugent apte à faire la synthèse des principes de 1789 et de l'héritage traditionnel catholique. Le positionnement politique de Monseigneur Sibour († 1857), de l'abbé Maret ou de Monseigneur Darboy est de ce point de vue très finement analysé.

Si des succès apparaissent, en particulier dans le redressement de la faculté de théologie, malgré l'échec des tentatives de reconnaissance pontificale, ou dans le développement de l'école des Carmes, fondée en 1845, ces réussites restent ponctuelles. La résistance du corps épiscopal à une trop forte emprise parisienne, les luttes de tendances, la chute du régime et surtout les progrès massifs du catholicisme intransigeant (« ultramontain », disent les néo-gallicans), choisissant l'affrontement avec la modernité, font que ces hommes apparaissent comme des vaincus de l'histoire. En peuplent-ils pour autant les « poubelles » ?

Nous savons bien, depuis les travaux d'Émile Poulat et de Jean-Marie Mayeur, qu'il n'y a pas filiation directe entre les catholiques libéraux d'avant 1870, et la majorité de ceux qui, défendant l'héritage de Léon XIII, vont s'opposer aux « intégristes » partisans de la ligne de Pie X. Sous ces deux papes, on assiste plutôt à une division de la ligne intransigeante. Les milieux, pourtant, se jouxtent, se connaissent, se rencontrent, et parfois des continuités se renouent, parce que les héritages demeurent. Il ne pouvait rester que peu de choses de la stratégie néo-gallicane, à partir du moment où la République était devenue anticléricale et où les néo-gallicans se trouvaient aussi marginalisés dans le régime qu'ils pouvaient le paraître dans l'Église après le *Syllabus* et la proclamation de l'Infaillibilité pontificale. Mais les questions qu'ils posaient, celle de la possibilité d'une conciliation entre la France moderne issue de 1789 et l'Église catholique, ne pouvaient être balayées et se reposit par la suite de manière récurrente. Henri-Irénée Marrou soulignait que l'histoire avait aussi pour fonction de retrouver des virtualités, des hésitations, des possibilités qui n'avaient pu se réaliser, pour redonner au passé toute son épaisseur, et ne pas en faire exclusivement

l'accomplissement mécanique d'un processus linéaire. L'étude des remises en question d'une tendance dominante, qui s'impose pour un temps, est un outil prospectif remarquable pour analyser les mutations qui se produisent à long terme.

JÉRÔME GRONDEUX

1 - JACQUES-OLIVIER BOUDON, *L'épiscopat français à l'époque concordataire (1802-1905)*, Paris, Le Cerf, 1996.

Marie-Claude Blanc-Chaléard

Les Italiens dans l'Est parisien : une histoire d'intégration (1880-1960)
Rome, École française de Rome,
2000, 803 p.

Avec ses sept cent cinquante-deux pages de texte, voici une histoire qui s'écrit nécessairement dans la longue durée et permet ainsi de resituer les différents lieux, époques et complexités du sujet. D'une plume agréable, qui lie la chaleur des histoires individuelles à des cartes et tableaux judicieux et éclairants, Marie-Claude Blanc-Chaléard propose un ouvrage qui fera date dans l'histoire de l'immigration en France. *Les Italiens dans l'Est parisien* sont l'histoire du groupe le plus nombreux des étrangers à Paris entre 1911 et 1968. L'étude se situe entre la place de la Bastille et les bords de la Marne. Les transformations de l'espace sont liées aux changements de population, et les Italiens, ces bâtisseurs infatigables, vont devenir partie prenante de la mode pavillonnaire qu'ils créent à la force de leurs bras et grâce à leurs entrepreneurs. M.-C. Blanc-Chaléard montre surtout combien cet espace est le lieu de deux mouvements qui ne sont contradictoires qu'en apparence : regroupement « communautaire », mais intégration à la longue. Dans les quartiers de Charonne et de Sainte-Marguerite ainsi que dans deux banlieues, Nogent¹ et Montreuil, s'exprime toute la variété du vécu des Italiens en région parisienne.

M.-C. Blanc-Chaléard commence, comme il se doit, par une analyse détaillée des premiers lieux d'accueil avant l'arrivée des Transalpins. Sont étudiés les mouleurs de statuettes et les vitriers, mais aussi des paysans et journaliers

qui constituent la première immigration italienne, dès avant la Première Guerre mondiale. Mais c'est l'entre-deux-guerres qui voit arriver la deuxième grande vague d'Italiens. Trois éléments la caractérisent : c'est un mouvement de masse, non plus d'individus. Il est encadré par des accords bilatéraux (que l'on peut néanmoins déjouer, tel celui qui, arrivant dans la mine, se dit qu'il ne pourra jamais y descendre et rejoint des amis à Sucy-en-Brie); en outre de nombreux employeurs préfèrent les Italiens aux Polonais, par exemple. Mais c'est aussi l'époque où des éléments politiques se glissent « dans les plis du mouvement de masse » (p. 216); le fascisme et l'antifascisme (majoritaire) vont s'affronter aussi en région parisienne.

La force de la démonstration est dans la comparaison des lieux étudiés, des ébénistes à Paris aux entrepreneurs du bâtiment, des communistes de Montreuil aux employés plutôt rétifs à l'esprit de la gauche à Nogent. Les Italiens de Nogent forment la communauté la plus précoce (on a trace de maçons vers 1872 – plus tardive, néanmoins que ne le prétend le mythe selon lequel les Italiens seraient venus pour construire le viaduc, vers 1855-1857), et la plus intégrée; Montreuil ne devient « italienne » que dans l'entre-deux-guerres. Cet état de fait permet à M.-C. Blanc-Chaléard d'insister sur la diversité des expériences, « l'impossible modèle unique » (p. 727): une gauche anti-fasciste à Paris, une droite anti-communiste à Nogent, les deux à Montreuil. Le meuble règne à Paris et à Montreuil, le bâtiment à Nogent. C'est une histoire géographique, sociale et politique scandée par deux guerres, la crise et les départs (entre 1932 et 1936, plus de 20 % de la population italienne délaisse Nogent et Montreuil, plus de 40 % quitte Charonne, un aspect oublié de la mémoire). L'entre-deux-guerres est le temps d'« une intégration bousculée, lourde de brimades refoulées » (p. 549), mais aussi celui d'un double mouvement: regroupement (consolidation des familles et du groupe) et en même temps rapprochements (PCF/PCI, Français et Italiens au sein de la CGT et de la CGTU, sur fond de montée des deux nationalismes, français et italien).

Pendant la Seconde Guerre mondiale, certains se réfugient en Italie, d'autres sont appelés

à prendre les armes en France ou s'engagent volontairement. Mais beaucoup, sans opter pour le fascisme, ne veulent pas combattre leur pays.

L'après-guerre voit une résurgence de la xénophobie, un véritable choc pour ceux qui sont intégrés de longue date. Une troisième vague arrive. Mais la vraie histoire de cette période est celle de la deuxième génération et de l'intégration de ceux qui sont arrivés dans les années 1920. Enfin, après 1968, l'économie s'améliorant en Italie, les Espagnols et les Portugais désormais présents en France – en attendant les Maghrébins –, les Italiens ne sont plus le groupe majoritaire parmi les étrangers. Mais ces « rois du bâtiment » participent pleinement aux « années-béton » et deviennent des « producteurs d'espace » (p. 646) aussi bien que les consommateurs des nouvelles formes de construction en banlieue. En même temps, une certaine mobilité sociale leur devient accessible à travers les cols blancs.

Le livre de M.-C. Blanc-Chaléard est surtout important dans la manière dont il montre non seulement l'efficacité du creuset parisien sur le long terme, mais aussi la manière dont communauté et intégration peuvent aller de pair. Cette dernière se joue entre le social, l'économique et la politique. Elle a, comme toile de fond, un anti-italianisme qui date des premières arrivées et va durer, avec des hauts et des bas, une bonne partie du *xx^e* siècle, si l'on fait abstraction des années 1960, quand sociologues et témoins s'accordent pour transformer les Italiens en de « bons immigrés » sans problèmes. La concurrence au travail est un thème récurrent, et les guerres ponctuent de manière troublante la vie des Italiens en région parisienne. L'installation tranquille à Nogent, par exemple, fut mise à rude épreuve par la Première Guerre mondiale, mais c'est surtout la montée du fascisme en Italie et la politisation de la communauté à Paris qui va donner aux antagonismes des formes extrêmes. Et, après 1932, la France cherche à expulser les étrangers.

Si le repli est une des réactions possibles aux rejets, l'auteur montre avec beaucoup de finesse comment églises, sociétés de secours mutuel et bals ponctuent la vie du groupe, tandis que s'effectue une assimilation en dou-

ceur : par inertie tout d'abord, mais aussi par volonté, grâce aux associations (« communautaires ») ou à l'école publique. *L'Humanité* sert d'apprentissage du français pour certains, mais, pour d'autres, les événements politiques vont aussi renforcer un certain repli, aidé il est vrai par le nombre croissant d'immigrés jusqu'aux années 1930. L'auteur nous met devant l'évidence : les quartiers « ethniques » ou « communautaires » sont aussi des lieux « de l'intégration dans la contradiction » (p. 196). La xénophobie ne fait pas forcément fuir. Des pics de naturalisations allaient certes avoir lieu après 1927 (quand Mussolini arrête l'émigration), en 1932 (quand la France stoppe l'immigration) et, la xénophobie montant, à partir de 1938. Enfin, l'installation se fait aussi, rappelle l'auteur, grâce aux femmes. Dès 1900, leur venue de plus en plus massive montre la précocité d'une immigration de travail devenue vite une immigration de peuplement.

Sur fond d'intégration ordinaire (école, vie parisienne), la communauté, définie tantôt par la famille, tantôt par l'espace de résidence ou par le travail, ne signifie pas ici ghetto. Les rapports entre Italiens et Français ne vont pas sans ambivalence ; les Italiens souffrent des réactions de rejet, mais ils sont aussi mieux acceptés que d'autres immigrants : une intégration à la fois banale et complexe.

NANCY L. GREEN

1 - Voir également PIERRE MILZA et MARIE-CLAUDE BLANC-CHALÉARD, *Le Nogent des Italiens*, Paris, Autrement, « Français d'ailleurs, peuple d'ici-80 », 1980.

Jean Laloum

Les Juifs dans la banlieue parisienne des années 20 aux années 50

Paris, CNRS Éditions, 1998, 440 p.

Situer les Juifs en banlieue offre la perspective d'une nouvelle manière de comprendre l'histoire sociale des Juifs de France. Après Paris, avant Sarcelles, c'est-à-dire après une première installation de Juifs – pour une large part originaires de l'Europe de l'Est – au centre de Paris, mais avant l'installation de ceux d'Afrique

du Nord dans la banlieue nord, les Juifs ont déjà « migré » en dehors des cadres administratifs de la capitale. Études péri-urbaines, histoires d'immigration et mémoire de la Shoah bénéficient des années de recherche que Jean Laloum a consacrées à Montreuil-sous-Bois, Bagnole et Vincennes.

Le choix de cette aire géographique joue ici un double rôle. Le premier est historiographique. En dépassant la vision trop habituellement intra-muros de l'histoire des Juifs, J. Laloum les présente en dehors des premiers « ghettos » parisiens. Au-delà du « Pletzl » (quartier de la rue des Rosiers) ou de Belleville, la banlieue parisienne est une aire de deuxième installation pour les uns (à la Louis Wirth pourrait-on dire), un premier point de chute pour d'autres (grâce aux réseaux familiaux et ethniques). Ceux de Montreuil (1 757 personnes¹) et de Bagnole (609) avant la guerre sont de nationalité polonaise (37,8 % et 43,7 % respectivement), suivis par des Juifs français (27,6 % et 28,2 %), dont la moitié sont naturalisés. En proportion, ces derniers sont plus nombreux à Vincennes (976 Juifs en tout) où 41,9 % de la population juive est de nationalité française, dont 13,4 % naturalisés (18,6 % seulement sont de nationalité polonaise). Comme à Paris, l'artisanat et le petit commerce (brocante, marchands ambulants) ainsi que la confection et le tricot occupent bon nombre de Juifs en banlieue, ainsi que la petite industrie de transformation de la fourrure ou du bois. Cafés et restaurants sont les lieux d'échange alimentaire et social, tandis qu'associations et sociétés de secours mutuels, avec leurs bals annuels, organisations religieuses pour les uns, parti communiste pour d'autres, ainsi qu'une section active de la Ligue internationale contre l'antisémitisme (LICA) irriguent les discussions et la vie communautaire.

Le choix de la banlieue est également une option méthodologique pour J. Laloum. Il revendique la monographie comme une approche qui permet de mieux cerner le sujet qui est au centre de son enquête, la Shoah. C'est grâce à ses recherches sur cette population ainsi circonscrite que J. Laloum a pu effectuer un sondage approfondi dans les archives afférentes à la guerre, dans une perspective pointue mais fructueuse. Bien avant les travaux

de la mission Mattéoli d'étude sur la spoliation des Juifs de France (créée en 1997), J. Laloum a fait œuvre de pionnier en pistant ses habitants à travers leurs vies et leurs morts, leurs biens et leur aryansisation.

Au centre de son livre, l'analyse de l'aryansisation économique donne les pages les plus réussies de l'ouvrage. Croisant fichiers de biens et fichiers de personnes, pointant le rôle des administrations diverses, notamment le Commissariat général aux questions juives (CGQJ), mais aussi grâce à ses découvertes de lettres anonymes de dénonciation, l'auteur démontre, fac-similés d'archives à l'appui, la façon dont les administrateurs provisoires ont œuvré. Notant l'omniprésence allemande dans l'aryansisation économique, J. Laloum enchaîne sur les organes policiers et judiciaires avant d'affronter les rafles, la déportation, reproduisant photographies de familles, fiches individuelles et souches de carnet de fouille du camp de Drancy.

Enfin, dans un champ historiographique centré sur la guerre elle-même, la dernière partie du livre a le mérite de retracer la « remise en vie » des Juifs après la Shoah. Cela commence par le douloureux comptage des pertes et continue grâce à la reconstruction d'institutions éducatives et autres. Ici J. Laloum propose ce qui constitue une des premières tentatives d'analyse de la restitution des biens juifs.

Richement illustré par les reproductions de documents d'archives ainsi que par une iconographie exceptionnelle, fruit de ce que l'auteur a patiemment collationné, enrichi d'une liste exhaustive des déportés de ces trois banlieues et d'index détaillés non seulement de noms mais aussi de rues et même de numéros de rue, l'ouvrage de J. Laloum est une monographie descriptive et dense, bien servie également par le recours à des entretiens nombreux. Si l'on peut regretter que cette proximité de l'auteur à ses sources nuise à un regard analytique plus large, cet ouvrage est sans doute lui-même appelé à servir de source.

Enfin, le livre de J. Laloum donne la mesure du choix de l'espace comme outil méthodologique. Chercher une population relativement circonscrite permet ici de mettre en lumière des procédures administratives

dans l'épaisseur de leur fonctionnement, examiné en détail. Ni micro ni macro-histoire, la banlieue sert ici de révélateur à tout un pan d'histoire nationale. Elle est territoire et terrain d'enquête, et fournit l'échantillon qui permet de scruter des phénomènes qui la dépassent.

NANCY L. GREEN

1 - « Les chiffres de Vichy sont largement utilisés dans cette étude. Ils renseignent, mais avant tout ils accusent. [...] » (p. 19).

Michael James Miller

The Representation of Place: Urban Planning and Protest in France and Great Britain, 1950-1980

Aldershot, Ashgate, « Historical Urban Studies », 2003, 364 p.

Cet ouvrage, d'un jeune historien britannique, présente les résultats d'une enquête sur deux mouvements de protestation contre des opérations de rénovation urbaine et leurs conséquences dans les années 1970. L'une est située à Roubaix, où fut mise en échec la destruction du quartier de l'Alma-Gare, un ensemble de courées officiellement caractérisées comme « taudis ». L'autre à Glasgow, où les anciens habitants des Gorbals, une zone urbaine classée comme *slum* et démolie à ce titre, mirent en cause les conditions de leur relogement dans un ensemble de logements municipaux, les New Gorbals. Deux acteurs collectifs furent au centre de ces mouvements et parvinrent à se faire reconnaître comme porte-parole des habitants : l'Atelier populaire d'urbanisme et l'Anti-Dampness Campaign. Tous deux furent amenés, au cours de leur action, à s'engager activement dans la construction d'une « communauté ». Les autorités avaient imposé une identité commune fondée sur la résidence en un même lieu (« habitants des courées », *tenement dwellers*) à des habitants par ailleurs très divers, les activistes firent de même en retournant le sens du stigmate, ce qui exigeait de reconstruire entièrement la représentation du passé du « quartier » ou de la *community* dont ils avaient pris la défense.

L'enquête porte sur un moment de crise, quand s'effondra soudain le consensus sur la

signification de l'ancien quartier comme « taudis » et du nouveau quartier planifié comme « miracle » du progrès. Ces « études de cas » permettent à l'auteur de réfléchir sur la représentation et le sens du « lieu » (*place*) dans une période où commencèrent à être mises en cause les politiques urbaines organisées par le paradigme réformateur « moderne » en architecture et en urbanisme. Contrairement à ce que le sous-titre du livre laisse entendre, la recherche ne compare pas deux pays, mais deux localités. Les mouvements de protestation qui s'y déroulèrent furent, bien entendu, marqués par des conditions résultant de leur contexte national respectif. Mais le très grand intérêt de l'ouvrage de Michael James Miller est de laisser de côté l'étude des politiques urbaines des États nationaux pour adopter une échelle d'observation inhabituelle dans les travaux comparatifs sur les politiques publiques. Dès lors, ce que l'on peut observer dans les deux sites constitue une variation sur un même thème : les représentations de l'ancien et du nouveau quartier étaient au cœur des conflits entre acteurs. En leur donnant sens, elles contribuèrent à en déterminer les issues, y compris les plus matérielles. Au cœur du processus, l'assignation de sens aux lieux, qui passait par la mise au présent du passé, l'activation de quelques-uns parmi « une multiplicité de passés possibles ». Cette étude montre superbement que les représentations se construisent socialement en même temps que les acteurs eux-mêmes et qu'elles sont des pratiques qui constituent le moment cognitif de l'action.

La méthode d'enquête s'appuie pour l'essentiel sur des documents écrits (tracts, brochures et déclarations, presse locale, imprimés municipaux), très peu sur des entretiens – malgré la faveur qu'eut longtemps l'histoire orale parmi les spécialistes britanniques d'histoire sociale. L'auteur s'intéresse en effet à des acteurs collectifs – les activistes, la population, la municipalité – et néglige les itinéraires individuels divers qui, dans une conjoncture donnée, se sont trouvés basculer et converger dans l'action : très peu de noms propres, guère de portraits, pas d'histoires de vie. On ne saura donc pas pourquoi ces militants se sont auto-

proclamés représentants du « quartier » ou de la « communauté ». En revanche, l'historien s'est efforcé de rassembler de façon la plus complète possible les archives de ces actions collectives. Ce fut plus facile pour les New Gorbals, où des activistes solidement organisés conservaient soigneusement la chronique de leurs actions, que pour Alma-Gare, où ce serait par accident que fut retrouvée une valise de documents gardée sous un lit par le principal dirigeant du mouvement. Il est tout à fait caractéristique, cependant, que dans les deux cas les dirigeants de la mobilisation collective aient été à ce point soucieux de conserver le matériau nécessaire à un récit historique de leur action. Certes, ils réécrivaient le passé de l'ancien quartier pour fonder leurs demandes présentes, mais ils écrivaient aussi l'histoire de leur action en la plaçant sur une scène plus vaste qu'une étude focalisée sur les deux localités ne pouvait le laisser apparaître.

L'auteur, néanmoins, est attentif au fait que Gorbals et Alma-Gare n'étaient nullement isolées du monde. Il montre bien, par exemple, comment des notions savantes venues d'ailleurs contribuèrent à forger le langage ordinaire des habitants mobilisés : « Quelque chose que l'on pourrait appeler *community conscience* commença à apparaître dans les Gorbals pendant les années 1970. Ayant pour origine les sciences sociales et le *planning*, elle entra dans le discours populaire. [...] Alors que les gens parlaient jadis de famille, amis, voisins, boutiques du coin de la rue, ils en vinrent à utiliser le terme communauté de façon de plus en plus fréquente » (p. 287).

De même, le langage utilisé pour la défense de l'Alma-Gare devait beaucoup, d'après M. J. Miller, au marxisme d'Henri Lefebvre et à la sociologie urbaine d'alors, importés à Roubaix par Abac, l'agence d'architecture que le ministère de l'Équipement avait désigné pour assister l'association locale. Plus prégnant encore, me semble-t-il, fut le vocabulaire et les méthodes de l'action catholique, véhiculés par les militants de l'Association populaire familiale (devenue ensuite Confédération syndicale du cadre de vie).

L'auteur montre en outre comment les deux cas étudiés se trouvèrent mobilisés dans

un débat d'ampleur nationale sur les bienfaits et méfaits de la rénovation urbaine « au bulldozer », pratiquée alors à grande échelle au Royaume-Uni comme en France. C'est à ce point que, sans doute, un maillon manque à l'analyse. Si ces protestations locales ont retenu l'attention – notamment celle des sociologues sur le moment, puis celle de l'historien un quart de siècle plus tard –, c'est qu'elles avaient été d'emblée construites comme des cas d'école. Sur les Gorbals, l'information me manque pour appuyer l'hypothèse, mais il est troublant de constater que, très rapidement, les *planners* locaux enfourchèrent le cheval de la « communauté » : dès 1984 fut achevé dans le secteur un *self-contained community village*, salué par la presse comme le « return of village life to Gorbals ». Il n'est pas moins intéressant de voir une histoire de la « régénération urbaine » à Glasgow paraître dès 1988, un Gorbals History Research Group et une multitude de livres de souvenirs du vieux quartier être publiés tout au long des années 1990. Sur Alma-Gare, l'histoire m'est plus familière. Les succès obtenus par l'Atelier populaire d'urbanisme – et la notoriété nationale immédiate de celui-ci – tinrent pour une large part à l'appui que les activistes locaux obtinrent des services d'études du ministère de l'Équipement, dans une conjoncture marquée à la fois par le tournant de 1974-1975 en matière de politique urbaine (l'arrêt de la construction des « grands ensembles » et un conflit naissant parmi les urbanistes entre les « modernes » et les nouveaux « culturalistes »). L'expérience de l'Alma-Gare fut immédiatement propulsée sur ces diverses scènes nationales, ce qui contribua à en façonner la configuration, à en déterminer l'issue et à signaler l'épisode à l'attention des observateurs, parmi lesquels M. J. Miller. Comme quoi les frontières pertinentes d'un « terrain » monographique sont souvent plus larges que l'on croit. Comme quoi, aussi, une posture réflexive sur la façon dont un « cas » s'impose comme objet d'histoire permet généralement de découvrir d'autres dimensions de l'histoire à raconter.

Péter Hanák

The Garden and the Workshop: Essays on the Cultural History of Vienna and Budapest
Princeton, Princeton University Press,
1998, xxviii-249 p.

Péter Hanák était l'un des meilleurs connaisseurs de l'histoire hongroise dans le contexte de l'empire autrichien. Sa grande monographie sur le rôle de la Hongrie dans la modernisation de la monarchie danubienne reste un ouvrage de référence¹, et nombre de travaux qu'il a consacrés au sujet font autorité. Son recueil posthume d'études sur l'histoire culturelle de Vienne et de Budapest entre les dernières décennies du XIX^e siècle et la Grande Guerre laisse d'autant plus perplexé.

Le volume fourmille en effet d'informations peu connues, voire ignorées, même par ceux qui s'intéressent de près à la belle époque de la monarchie austro-hongroise. Il s'agit de renseignements sur les pays qui avaient été placés sous la couronne de saint Étienne. Il y a peu de livres où le lecteur étranger trouve une présentation aussi brillante de l'évolution de Budapest en métropole est-européenne et du train de vie de son élite et de ses classes moyennes ; un tableau aussi complet de l'imagerie hongroise des Allemands et des Juifs ; des idées aussi stimulantes sur les milieux où se recrutaient les passeurs culturels de la modernité dans les Carpates ou une esquisse de la figure la plus remarquable de ces milieux, le poète Endre Ady. La lecture que P. Hanák donne des pratiques funéraires de Budapest, de la nature de la contribution hongroise à l'opérette viennoise ou des lettres interceptées par la censure militaire, réserve des découvertes même pour les curieux hungarophones.

Malgré tout, Budapest ne domine pas dans toutes ces études, alors que le phénomène viennois, tel que nous le connaissons par une multitude de travaux, constitue le cadre culturel qui est censé représenter l'avant-garde de la monarchie. Cependant, la période formatrice de Ady, qu'explore P. Hanák, a eu lieu à Nagyvárad (Oradea, Großwardein), en Transylvanie. De même, la plupart des lettres, dont l'analyse révèle les signes avant-coureurs de la fin de la monarchie, avaient été écrites loin de la capitale magyare et souvent par des

auteurs appartenant à des minorités ; trois seulement ont été postées dans des localités destinées à devenir des banlieues ouvrières de Budapest. Les chantiers des temps nouveaux ne sont pas facilement identifiables à des métropoles dont le nom a acquis une charge symbolique, et les troubles que ces temps ont provoqués sont apparemment plus simples à saisir à la périphérie.

Mais oublions, pour l'instant, les quelques villes hongroises telle Szeged où l'architecture, la vie littéraire, musicale et théâtrale ainsi que certains fragments de l'espace public mériteraient enfin l'attention de ceux qui veulent suivre le cheminement tortueux de la modernité transdanubienne. Remarquons, en revanche, que Budapest – et surtout Vienne – a de fortes chances de monopoliser l'attention des chercheurs, si bien que même Prague risque de se retrouver sur les marges ou passer inaperçue malgré la contribution éminente de la fin de siècle tchèque à cette histoire. Le contraste entre le « jardin » viennois, de plus en plus préoccupé par la sphère privée, la vie intime ainsi que par les tentatives pour saisir ses tenants et ses aboutissants, et l'« atelier » de Budapest, où les intellectuels ne pouvaient pas échapper aux défis politiques du moment, forme la problématique centrale de l'auteur. Or, la tension entre l'introspection et l'engagement politique caractérise la culture tchèque de l'époque.

P. Hanák souligne que la métaphore du jardin provient de l'ouvrage célèbre de Carl E. Schorske². Mais c'est György Litván qui fut sans doute le premier à recourir à l'image de l'atelier, en présentant la naissance de la sociologie en Hongrie³, qui n'est d'ailleurs pas évoquée dans les études du volume. Pourtant, il est difficile de comprendre les grands thèmes de E. Ady, sans un aperçu des idées qui travaillaient les meilleurs penseurs parmi ses compatriotes (l'article était, il est vrai, adressé à l'origine à un public hongrois pour qui les leitmotivs du poète et leur contexte étaient évidents). Du reste, les orientations divergentes de l'avant-garde de Vienne et de Budapest étaient déjà connues quand P. Hanák a élaboré son modèle binaire. Il est dommage que l'auteur n'ait pas jugé opportun d'inclure son texte sur le cinquantenaire de la révolution

hongroise de 1848 et de l'accession au trône de François-Joseph I^{er} célébrée simultanément. De même, il est regrettable que l'historien ne se soit pas donné la peine de fournir ne serait-ce que quelques indications sur le destin de la modernité hongroise après la Première Guerre mondiale, quand son sort devenait pour le moins aussi ambigu et tragique qu'à Vienne.

L'éditeur n'a rien fait pour faciliter la tâche du lecteur. Il a laissé sans explication des noms, des événements et des allusions littéraires dont la signification échappe à ceux qui ne sont pas familiers de la tradition hongroise. Il n'a pas recherché dans les éditions étrangères les extraits de textes de Hofmannsthal ou de Rilke, que cite P. Hanák, de sorte que le lecteur est censé les retrouver dans les traductions hongroises signalées dans les notes...

La préface quelque peu condescendante de Carl E. Schorske, qui insiste sur l'apprentissage de P. Hanák auprès des historiens occidentaux, ajoute à l'embarras du lecteur. Mais il est peut-être plus gênant encore de voir que, dans les remarques introductives au volume, P. Hanák lui-même reprend pour son compte le rôle du bon élève. Le problème n'est pas le peu d'empressement des chercheurs à l'ouest de l'Elbe à reconnaître ce qu'ils ont emprunté – ou auraient pu emprunter – par exemple aux historiens polonais des idées ou – *horribile dictu* – à l'école sémiotique de l'ex-URSS. La perplexité provient du fait qu'il ne va pas encore de soi que, pour les meilleurs chercheurs en Europe de l'Est, le mur de Berlin n'a jamais vraiment constitué un obstacle intellectuel.

GÁBOR T. RITTERSPORN

1 - PÉTER HANÁK, *Magyarország a Monarchiában*, Budapest, 1975 (*Ungarn in der Donaumonarchie: Probleme der bürgerlichen Umgestaltung eines Vielvölkerstaates*, Vienne, Verlag für Geschichte und Politik, 1984).

2 - CARL E. SCHORSKE, *Fin-de-Siècle Vienna: Politics and Culture*, New York, Knopf, 1979, pp. 63-64.

3 - GYÖRGY LITVÁN, *A magyar szociológia első műhelye* (Le premier atelier de la sociologie hongroise), Budapest, Gondolat, 1973.

Alice Ingold

Négocier la ville. Projet urbain, société et fascisme à Milan

Paris, École française de Rome/Éditions de l'EHESS, 2003, 422 p.

Partant de la nécessité de revisiter tout autant l'événement que constitue la couverture des canaux à la fin des années 1920 à Milan et la crise urbaine qui s'engage alors, les changements urbains de la période fasciste et les modalités de fabrication de la ville, Alice Ingold nous offre une lecture complexe et documentée de cet épisode. Revendiquant une approche « par le bas », elle construit sa démonstration selon trois temps forts qui correspondent à trois échelles d'appréhension de la question.

Le premier se propose d'analyser ce projet urbain en termes de construction : quels sont les acteurs impliqués et dans quelle mesure se réapproprient-ils les projets anciens ? Quels sont les points de friction entre opposants et partisans de la couverture, et comment ces derniers parviennent-ils à élaborer un discours de l'intérêt public pour convaincre du bien-fondé de leur projet ? Elle conclut sur l'extrême mobilité des discours et des positions, et la difficulté d'assigner les logiques de façon unilatérale et définitive. Le deuxième temps déplace l'observation du côté d'une double problématique, celle des relations entre le pouvoir central et le pouvoir local, qu'elle mêle à la question des circulations entre le politique et le technique : à la gestion du canal par les usagers se substitue un face à face entre la Commune et l'État, et elle tente de saisir l'articulation entre l'espace politique de discussion du projet urbain et les arrangements de terrain, faisant intervenir, là encore, toute la diversité des acteurs, locaux et nationaux, impliqués (*podesteria*, ingénieurs municipaux, génie civil). La déclaration d'utilité publique de 1930 marque le point d'orgue de cette interaction entre national et local, et l'auteur décortique le montage juridique élaboré et les usages qui en sont faits. Enfin, la troisième partie s'intéresse à l'intérieur des maisons affectées par la couverture du canal, ce « lieu opaque du changement urbain ». Toute une série d'adaptations sont nécessaires pour tirer parti de la transformation de l'espace : désor-

mais, le canal a fait place à un boulevard, les soubassements des maisons sont enterrés et leur organisation interne s'en trouve bouleversée. Les litiges entre l'administration et les propriétaires qui doivent prendre en charge les travaux, les expertises suscitées pour arbitrer, sont l'occasion pour chaque acteur de livrer sa vision de la ville, au présent, un présent dans lequel A. Ingold voit se nouer le passé et l'avenir (p. 376). Émerge alors une pluralité de rationalités urbaines qui s'opposent à la seule valorisation commerciale portée par le projet de couverture.

On peut reconnaître à l'entrepreneur l'effort, si peu fréquent, de faire l'histoire des perdants, ces propriétaires et locataires plus silencieux, menacés sur les rives des canaux auxquels ils étaient attachés depuis fort longtemps. Cet exercice est pourtant difficile : les perdants, par définition, n'ont pas su offrir suffisamment de ressources et de compétences pour faire valoir leurs vues. Ils ne sont pas parvenus, comme elle le montre à la fin de son livre, à former un groupe solidaire, et il en découle, pour le chercheur, une réelle difficulté à charpenter leur histoire et à lui donner un sens. Sa tentative de décalage par rapport aux lectures traditionnelles la pousse également, de façon fructueuse, à faire valoir les « usages de la loi » plus que les lois, trop souvent convoquées comme produisant naturellement de l'action, ces usages n'étant pas l'apanage des pouvoirs. De façon trop rapide, elle montre aussi l'interpénétration entre usages et formes urbaines, mais il semble peut-être que les sources ont fait défaut, à propos des locataires notamment. De même, la caractérisation des bâtiments dans les expertises joue sur une grande diversité de registres – technique, social, familial, historique – qui laissent bien voir la complexité urbaine que l'auteur s'attache à démontrer. C'est sur ce point, et selon une lecture qui privilégie l'approche urbaine plus que celle des rapports avec le politique, que je voudrais souligner certains aspects qui fondent la spécificité de la démarche du livre.

Partant du projet urbain pour pénétrer à l'intérieur des maisons, le texte adopte une logique d'échelles emboîtées fondée sur une mise en cause de l'historiographie de l'événement.

ment pour aboutir à une « reconstitution » du processus au plus près des logiques d'acteurs. Il en ressort le sentiment d'une très grande proximité avec « l'ordre des archives » (p. 257), qui nuit cependant à la production du sens général de l'enquête et qui semble postuler une sorte de « neutralité » de l'observation, neutralité à laquelle on pourrait parvenir en se plaçant au plus près des logiques d'acteurs, et des reconfigurations permanentes qui s'opèrent dans leurs alliances à propos de la couverture des canaux. Cette modalité de démonstration, très sophistiquée dans son approche micro-historienne, aboutit à la production d'un livre centré sur la restitution du point de vue des acteurs, et de leurs interactions, en faisant l'effort de donner la parole à tous. Mais elle occulte alors la tension entre le point de vue des acteurs et celui du chercheur. A. Ingold, dans sa conclusion, propose la métaphore de la langue pour caractériser la ville qui serait « une langue continûment parlée, langue ininterrompue et inarticulée », ce à quoi l'on peut répondre que la ville, à chaque moment historiographique, ne se construit, ne s'articule qu'autour des questions que se pose le chercheur.

De sorte qu'il ne me semble pas que la transformation d'un espace urbain soit centrale dans le propos. En renonçant explicitement à une approche morphologique, tant spatiale que sociale, les canaux restent un objet abstrait du point de vue des activités comme du regard que portent les Milanais sur eux. Le rôle social et économique du canal n'est pas non plus envisagé en tant que tel, et, finalement, à la diversité d'échelles abordées, celle qui prendrait en compte le poids des canaux dans la ville est ignorée. L'objet central du livre recouvre plutôt les modalités de la transformation urbaine et la volonté de remettre en cause l'idée d'un fascisme autoritaire et tout-puissant en matière d'urbanisme. À cet égard, il me semble que l'assignation à la rhétorique fasciste du passage de « l'intérêt collectif » au « bien commun » est discutable (p. 255). Le pouvoir urbain parisien au XVIII^e siècle oppose le même argument aux propriétaires réticents face aux travaux qu'il engage. Centrée sur une réévaluation des négociations qui se déploient aux différents moments de l'opération et éclai-

rée par une solide bibliographie en sociologie et en science politique, l'analyse renonce à mettre en œuvre une sociologie fine des acteurs, individuels ou collectifs, et la question des compétences sur le canal n'intervient que tardivement (chap. 4). La contextualisation des acteurs aurait pu dépasser le cadre de l'affaire des canaux pour éclairer les logiques mises en œuvre par chacun et faire comprendre les enjeux qui façonnent les argumentaires, que ce soit la relation à l'espace urbain, l'insertion dans une communauté ou la défense d'intérêts économiques. Concernant les acteurs collectifs ou la personnalité du *podesta*, la question des ruptures ou d'éventuelles continuités envisagée à la lumière du caractère mouvant des alliances, très justement souligné, aurait pu dessiner des catégories d'analyse en prise avec le processus décrit, et, en articulant ces partages autour des logiques qui mobilisent les acteurs – finances, hygiène, patrimoine –, la démonstration aurait trouvé toute sa puissance. En renonçant à dresser une typologie des acteurs, le livre parvient difficilement à rattacher les comportements individuels observés à la construction d'un objet surplombant. Pourtant, A. Ingold nous livre des analyses qui savent répondre à cette contrainte, comme en témoignent les belles pages sur les jardins, qui croisent heureusement la diversité des acteurs, les registres d'usage et les temps de la ville.

Le livre pose enfin la question de la distinction entre réalités et représentations, et surtout de leur articulation dans l'analyse. A. Ingold nous dit à plusieurs reprises qu'une « description objective » est impossible à faire (p. 103), ou encore que la question des usages du canal porte moins sur leur réalité que sur leur définition juridique et sur le cadre institutionnel de leur exercice (p. 121). L'archive ne nous livrant qu'une rhétorique et des argumentaires, elle ne produit « qu'un effet de réalité » (p. 309) et la démonstration s'attache alors aux discours, rapportés aux différentes logiques d'action et à leur affrontement. Cette mise en abyme, qui semble sans limites puisqu'elle concerne aussi les représentations colportées par l'historiographie, aboutit à une sorte d'impuissance à expliquer le processus urbain. La métaphore du jeu, revendiquée

dans la conclusion, et celle du théâtre, dévoilent la posture adoptée par A. Ingold. À propos des changements d'usage, elle écrit : « Les cartes sont redistribuées, la donne urbaine change de main : tandis que certains quittent la scène, d'autres font leur entrée » (p. 307). Ainsi, la réalité des usages ne constitue qu'un argument dans la défense des propriétaires (p. 308), et le canal, devenu un « décor coutumier » (p. 312) pour eux, nous ramène pourtant à une approche concrète de la ville.

ISABELLE BACKOUCHE

Meropi Anastassiadou

Salonique, 1830-1912. Une ville ottomane à l'âge des Réformes

Leyde-New York-Cologne, Brill, 1997, 465 p.

Salonique, 1830-1912 raconte une longue page de l'histoire de cette cité portuaire exemplaire de la Méditerranée orientale au XIX^e siècle, métropole macédonienne des provinces rouméliotes de l'Empire ottoman (au cœur aujourd'hui de tant de rivalités) et semblable à Smyrne, Beyrouth, Alexandrie ou Trébizonde. L'auteur met en valeur une exemplarité qui ne cache pas les singularités de cette ville. Salonique apparaît ici d'abord singulière par sa composition ethnique (40 % de Juifs, cohabitant avec des Grecs, des Slaves et des musulmans), son rôle politique (c'est le berceau de la révolution jeune-turc) et son effervescence culturelle (la place particulière faite aux écoles des différentes communautés ethniques et confessionnelles).

Au cœur du travail se trouvent les changements urbains du tournant du siècle, et il s'agit d'une époque bien précise : de 1830 (début de l'ère des réformes ottomanes ou *Tanzimat*) à 1912 (date de l'annexion de la ville par la Grèce). Le choix de cette période montre clairement l'un des soucis principaux de l'auteur : sortir la ville de son « amnésie » sur un passé ottoman qui dura cinq siècles. De là un livre qui réhabilite non seulement cette période mais aussi la communauté musulmane de Salonique, grande absente de son histoire. En privilégiant les archives locales mais aussi les sources ottomanes, Meropi Anastassiadou

réussit ainsi à combler certaines pages trop peu connues de l'histoire de cette ville, heureusement revisitées par l'ouvrage dirigé par Gilles Veinstein¹.

En ce qui concerne les changements urbains, l'auteur ne se contente pas d'observer le rôle volontariste de l'État et des pouvoirs publics, mais aussi les « facteurs structurels » qui ont pu entraîner des mutations. Pour ce faire, M. Anastassiadou applique d'abord une « méthode contrastive », en comparant l'ancien au nouveau, afin de capter les changements. Les deux premières parties étudient ainsi la ville avant et après les mutations urbaines, notamment dans leurs aspects spatiaux. L'auteur s'est attachée à reconstituer le paysage de Salonique avec les éléments essentiels de sa topographie (le port, les murailles, les lieux de culte, etc.) et de sa population (en dressant un tableau assez complet des différents groupes ethniques et confessionnels), tout en soulignant les caractéristiques d'un tissu urbain fragile (ravagé par les incendies, menacé régulièrement par les épidémies dues au déficit de l'adduction d'eau et d'autres services sanitaires) et relativement désordonné avant les changements des *Tanzimat*. Puis, M. Anastassiadou montre le nouveau visage de la ville à la fin du siècle, plus ordonnée, hygiénique, illuminée et embellie.

L'analyse s'affine encore du fait que l'auteur, loin de se contenter de présenter simplement par juxtaposition ces deux visages de la ville, s'intéresse aux facteurs structurels qui rendirent les changements possibles : la poussée démographique, l'innovation technique (le chemin de fer, le tramway, l'arrivée du gaz et l'adduction d'eau) ou la prospérité économique. Dans ce livre, pourtant, Salonique n'est jamais totalement ancien ou moderne car l'auteur montre les permanences, les résistances, à travers l'étude des artisans du changement. La troisième partie du livre étudie ces gens ordinaires à travers les inventaires après décès, et l'auteur réussit à dresser un tableau nuancé de leur environnement domestique. Par le biais de la complexité de chacun de ces portraits, qui renvoient à des individus, l'auteur parvient à sortir des sentiers battus.

Le travail de M. Anastassiadou permet aussi de remettre en question quelques idées

reçues sur les caractéristiques des différents groupes ethniques. Dans la quatrième et dernière partie, l'étude comparative des métiers traditionnels (au début du XIX^e siècle) avec ceux de la fin du siècle permet non seulement de suivre les changements dans le monde du travail, mais aussi de voir que les Grecs pouvaient aussi bien être artisans que commerçants, que les musulmans étaient plus impliqués dans l'artisanat que les travaux antérieurs ne l'avaient laissé croire et que, finalement, les Juifs pouvaient exercer d'autres professions que celles d'agent de change ou de banquier.

Ce tableau complexe et détaillé d'une ville en mutation est complété par un dernier chapitre sur les événements politiques qui l'ont secouée à la fin du XIX^e siècle, riche d'informations en ce qui concerne les différentes mouvances politiques de l'époque. L'auteur montre combien la complexité était aussi présente dans le domaine des représentations et des engagements politiques de tous les acteurs. C'est ainsi que nous trouvons, à la fin du siècle, des Juifs militant pour la turcophilie, des Grecs pro-ottomans, ou le contraire, et, là encore, Salonique est exemplaire.

C'est par l'attention que l'auteur porte à la complexité de cette cité (multiethnique et multiconfessionnelle), que *Salonique, 1830-1912* apparaît non seulement comme un ouvrage de référence pour la période étudiée, mais posant les questions plus vastes des processus de changement, jamais simultanés, qui rendent ainsi aléatoire une distinction trop simpliste entre un passé qui ne serait qu'ancien et un après qui ne serait que moderne.

ISIK TAMDOGAN-ABEL

1 - GILLES VEINSTEIN, *Salonique, 1850-1918. La « ville des Juifs » et le réveil des Balkans*, Paris, Autrement, 1992.

Brigitte Marino (éd.)

Études sur les villes du Proche-Orient, XVI^e-XIX^e siècle. Hommage à André Raymond
Damas, Institut français d'études arabes de Damas, 2001, 274 p.

Ce volume réunit les contributions présentées lors d'une rencontre organisée en mai 1998 à

l'Institut français de Damas à l'occasion du 25^e anniversaire de la publication du livre d'André Raymond, *Artisans et commerçants au Caire au XVIII^e siècle*. En tant qu'application au Proche et au Moyen-Orient moderne des méthodes d'investigation de l'histoire économique et sociale, cet ouvrage suivait *Istanbul dans la seconde moitié du XVII^e siècle*, publié par Robert Mantran en 1962, lequel s'engouffrait dans la brèche ouverte dans la masse des archives ottomanes par l'historien turc Ômer Lütfü Barkan. Un quart de siècle plus tard, ce recueil témoigne de l'abondance des pistes ouvertes et du foisonnement des débats, qui pourraient presque être lancés par le titre.

En effet, l'appellation « Proche-Orient » ne couvre en réalité que le Machrek arabe, malgré la contribution de Gilles Veinstein sur les *drogmans* de l'administration ottomane, qui reste assez marginale par rapport à une problématique spécifiquement urbaine. A. Raymond engage d'ailleurs explicitement le débat dans son introduction en défendant l'appellation de ville « arabo-musulmane » et en affirmant que peu de ses caractéristiques « ressortissent en fin de compte à la religion musulmane ».

La recherche française sur le monde arabe ne pouvait pas ne pas subir les effets de la politique. L'orientalisme, imbu de la tradition antique, tout en fustigeant le Turc perversisseur de la civilisation arabe – ce qui lui permettait de se poser comme libérateur –, ne manquait pas de considérer la ville du monde musulman comme un tissu anarchique en régression par rapport à l'ordre hellénistique et romain. Ce n'est donc pas par hasard que le recueil dont nous rendons compte s'ouvre sur une photographie triomphante du représentant flamboyant de cet orientalisme, Jean Sauvaget, afin de mieux marquer les efforts de A. Raymond et de son école pour s'en démarquer. En effet, depuis les *Artisans...* jusqu'aux *Grandes villes arabes à l'époque ottomane*, en 1985, et au-delà, qui ont battu en brèche l'idée du déclin du monde arabe pendant la période ottomane, il a démontré au contraire l'essor urbain jusqu'à la seconde moitié du XVIII^e siècle, tandis qu'en même temps l'analyse méticuleuse des mécanismes urbains tendait, au moins implicitement, à démentir l'anarchie supposée. La remise en cause de la vision orientaliste d'une

ville relevant d'un immeuble « islam des sables » entraîna toutefois le souci de relativiser le critère religieux au profit d'une appartenance ethnique qui aurait le double avantage de « laïciser » la définition et de flatter le nationalisme arabe. Il conduit néanmoins à repousser dans les ténèbres extérieures tout ce qui est musulman sans être arabe, à commencer par la puissance tutélaire que constitue alors l'Empire ottoman.

Or, sans compter les contorsions que cette terminologie impose, l'article fondateur de Robert Brunschvig, en 1947, « Urbanisme médiéval et droit musulman », la traduction et la publication de textes, ainsi que les études entreprises depuis par nombre de chercheurs ont fait prendre conscience que les retombées urbaines du droit islamique constituaient la particularité majeure de l'espace urbain et de sa gestion dans l'aire concernée. Des éléments capitaux comme l'absence de la notion d'espace public et sa substitution par un espace communautaire où prime le droit des riverains, ou le remplacement de la notion de limite par celle de confins (*finā*) devraient contribuer à faire prendre en considération l'hypothèse de travail d'un ensemble régi par ce droit. D'ailleurs, l'auteur d'une des communications les plus fortes dans ce recueil, Toru Miura, est le co-auteur de deux ouvrages sur le sujet¹, à l'instar de Kennet Cuno, contributeur de la revue *Islamic Law and Society* dont un des fondateurs, Baber Johansen, apporta par ses recherches quantité d'éléments en vue de l'ébauche d'un droit urbain des villes du monde musulman. Dans ce contexte, l'affirmation d'une particularité « arabo-islamique » tendrait à rester une exception française relevant du politiquement correct.

Cela ne signifie nullement qu'il faut lui substituer une vision dogmatique d'unité islamique, et ce, d'autant plus qu'une vision normative, s'inspirant du fondamentalisme, tend à imposer l'image d'une ville islamique nécessairement idéale puisque régie par la meilleure loi possible et qui serait par conséquent pervertie par l'agression occidentale. C'est pour cette raison qu'il faut explorer cette hypothèse, examiner les rapports entre la règle et la pratique, les contradictions entre la loi et la coutume et celles, beaucoup plus complexes

parce qu'occultées, entre l'État et la communauté musulmane.

Pour ce faire, il est nécessaire de procéder à l'analyse de l'espace urbain, qui constitue le support physique de la ville, et à celle de sa gestion. Voilà qui contribuerait en même temps à invalider définitivement la théorie de J. Sauvaget pour qui le désordre de la ville islamique se lit par opposition à la ville hellénistique dont la manifestation ultime est le plan quadrillé. Ceci en oubliant que le plan en damier est la caractéristique universelle de la ville coloniale, depuis l'essaimage urbain hellénistique au Proche-Orient jusqu'aux villes espagnoles aux Amériques en passant par les camps romains en Gaule et en Afrique et les bastides du sud de la France, servant essentiellement à distribuer des lots aux colons et à faciliter la tâche des patrouilles, et que ni Athènes ni Rome, comme plus tard Londres (même après l'incendie de 1666) ou Paris, n'ont jamais voulu se soumettre à un infamant quadrillage.

Les documents qui permettraient de lancer cette enquête abondent, et font même partie des sources exploitées depuis des décennies par les chercheurs, notamment les registres des tribunaux qui enregistrent les litiges de propriétés et les transactions immobilières, voire peuvent consigner des règlements urbains. Or, si les recherches se concentrent sur différents aspects économiques, sociaux ou culturels, les auteurs ont encore tendance à négliger l'espace. C'est le cas de cet ouvrage où la majorité des contributions traite davantage des problèmes qui se situent en ville que de la ville elle-même.

Cela ne diminue nullement leur valeur. L'on y apprend, par exemple, que 18,2 % des ménages damascènes de la fin du XVII^e et du début du XVIII^e siècle possèdent des livres chez eux, contre 19 % pour la même période en Angleterre, malgré l'absence d'imprimerie en Orient (Colette Establet). De même, K. Cuno, qui reconstitue à travers les archives des tribunaux les dynasties des notables de la ville provinciale de Mansourah, en Égypte, pendant un siècle et demi (fin XVII^e-mi XIX^e siècle), montre comment celles-ci s'alimentent plutôt par l'intégration progressive des esclaves domestiques que par leur descendance directe,

phénomène susceptible d'éclairer la reproduction de la société urbaine dans l'ensemble du monde ottoman.

Ainsi, la recherche sur la ville proche-orientale de l'époque ottomane progresse mais reste encore entravée par le préjugé « arabomusulman », ce qui entraîne aussi des conséquences pratiques : les archives ottomanes d'Istanbul, de loin les plus riches, restent largement inexploitées par les chercheurs travaillant sur le monde arabe. Plusieurs auteurs de ce livre les mentionnent, mais très peu les utilisent. Quand à l'espace urbain, il reste encore le parent pauvre de la recherche urbaine. L'analyse par Jean-Paul David du plan d'Alep du consul Rousseau et le dépouillement des annuaires du commerce d'Alexandrie et du Caire par Jean-Luc Arnaud constituent ici les notables exceptions.

STÉPHANE YERASIMOS

1 - Respectivement intitulés : *Islamic Urban Studies*, Londres, Kegan Paul, 1995, et *Islamic Urbanism in Human History*, Londres, Kegan Paul, 1996.

Thomas Philipp

Acre. The Rise and Fall of a Palestinian City, 1730-1831

New York, Columbia University Press,
« The History and Society of the Modern Middle East », 2001, 299 p.

Le destin d'Acre à l'époque ottomane est insolite : d'un hameau de quelques centaines d'âmes au milieu des ruines de la cité croisée, à la fin du XVII^e siècle, elle se hausse au rang de troisième ville de Syrie, avec vingt-cinq mille habitants en 1785, avant de retomber à son point de départ dans les années 1830. C'est cette trajectoire que Thomas Philipp tente de reconstituer ici. Pour ce faire, l'auteur ne dispose pas des sources communément utilisées aujourd'hui pour l'histoire des villes ottomanes, c'est-à-dire des registres des tribunaux musulmans. Il s'appuie, d'une part, sur les nombreuses chroniques en arabe, rédigées par des acteurs de premier plan, qu'il interroge de manière nouvelle et intensive, et, d'autre part, sur les archives françaises (chambre de

commerce de Marseille et série AE des Archives nationales, mais pas celles des postes consulaires, conservées à Nantes).

La ville s'élevait sur une pointe de terre, derrière un rempart reconstruit, puis constamment perfectionné au XVIII^e siècle, selon un plan qui respectait plus ou moins les tracés du Moyen Âge, et qui ne présentait guère d'originalité par rapport aux autres cités proche-orientales. L'urbanisme de la ville n'est d'ailleurs pas le sujet de l'ouvrage. Acre s'est développée et a prospéré à partir de deux fonctions, militaire et commerciale. Le propos de l'auteur est de reconstituer cette entité politique et économique qui a produit la ville, en faisant fi des frontières administratives officielles de l'Empire ottoman. D'un côté, les besoins constamment croissants en coton brut de l'industrie française (et secondairement la demande en grains de l'Angleterre pendant le blocus continental), et, de l'autre, la montée d'un pouvoir local organisant l'espace économique à son profit expliquent le développement de la ville et de son hinterland, suivant une trajectoire peut-être comparable à celle de Smyrne au début du XVII^e siècle.

L'intérêt de l'ouvrage de T. Philipp réside dans sa tentative de formaliser et de comprendre les stratégies et les formes de pouvoir qui se sont développées à Acre dans la période étudiée. La région était une zone de confins, où l'autorité des gouverneurs de Damas ou de Sidon ne s'exerçait que de manière indirecte, et souvent épisodique. Cela laissait du jeu à d'autres acteurs, corsaires maltais, marchands européens, notables indigènes, militaires mamelouks. Mais la légitimité du souverain ottoman et le caractère islamique de son autorité n'étaient pas contestés. En ce sens, l'expérience politique que constitue l'histoire d'Acre et de sa région dans la période étudiée ne peut être qualifiée de « protonationale ». L'organisation de l'espace autour d'Acre se faisait à travers le contrôle des voies de communication et des places fortes plutôt que par la mainmise homogène sur un territoire. Ses limites étaient donc en constante redéfinition, au gré des rapports de force et des alliances avec les voisins. Une série de cartes en annexe offre une utile clarification et une base de réflexion pour ce sujet.

Acre et sa région connurent plusieurs invasions, menées par terre à partir de l'Égypte (1775, 1799, 1821-1822, 1832), mais vécurent de longues phases de sécurité et de prospérité qui en firent une terre d'immigration. La structure sociale de la ville présentait ainsi une originalité par rapport à celle des autres centres urbains, dans la mesure où la population y était faiblement organisée et n'opposait pas de contre-pouvoirs au gouverneur, et ce, d'autant que les chrétiens y furent longtemps majoritaires. La faiblesse du statut juridique et politique de ces derniers était encore aggravée par le fait qu'ils appartenaient pour la plupart à la branche catholique de l'Église melkite, qui, à cette époque, était une simple dissidence sans reconnaissance officielle. Néanmoins, quelques-uns d'entre eux occupèrent de hautes fonctions auprès des autorités locales et surent acquérir fortune et réseaux de relations qui pouvaient porter ombrage au leader lui-même.

Les quatre dirigeants qui se sont succédé à la tête de la région se caractérisent par une longévité remarquable au pouvoir : Zâhir Al-'Umar Al-Zaydânî (1690-1775), rejeton d'un clan ayant une certaine assise entre Tibériade et Safed, qui, par une habileté politique et commerciale hors de pair, fut le véritable édificateur de l'entité politique d'Acre, mais échoua à instituer un système de succession dynastique ; Ahmad Pacha Al-Jazzâr (1775-1804), mamelouk et aventurier, vainqueur de Bonaparte (dont l'expédition, avec le siège d'Acre, sont, curieusement, à peine évoqués dans le livre) ; Sulaymân Pacha (1805-1819), semblable à son prédécesseur par sa carrière, mais sensiblement différent dans sa manière de gouverner ; 'Abdallâh Pacha enfin (1819-1832), élevé dans le sérail, protégé de Haim Farhî, le tout-puissant conseiller de Sulaymân.

T. Philipp retrace la carrière de ces personnages en tentant de saisir la cohérence de leur action. Acre sous Ahmad Pacha Al-Jazzâr était devenue le prototype du despotisme oriental chez les auteurs français, déjà du vivant du célèbre « boucher ». L'auteur s'emploie à réviser cette image trop caricaturale. Alors que Zâhir Al-'Umar, enraciné dans la région, gouvernait en prenant appui sur les liens familiaux et les alliances tribales, Ahmad al-Jazzâr et ses successeurs représentaient les derniers avatars

du modèle mamelouk du pouvoir, recourant à des soldats importés, organisés en différentes troupes, chacune soudée par des liens ethniques et clientélares. Après avoir essuyé une grave rébellion de ses mamelouks en 1789, Jazzâr, devenu pathologiquement méfiant, changea fréquemment de collaborateurs et fit davantage appel à des « entrepreneurs », qui mettaient leurs mercenaires à la disposition du plus offrant sans chercher à jouer un rôle politique ou à dominer un territoire. Sulaymân et 'Abdallâh recrutèrent sur place et passèrent alliance avec les Druzes et les Métualis. Les quatre dirigeants successifs développèrent une administration caractérisée par sa propension centralisatrice et confiée à des minoritaires, surtout des Grecs catholiques, mais aussi au Juif Farhî. Beaucoup d'entre eux finirent tués ou arrêtés. Mais, par-delà ces vicissitudes, on observe une étonnante continuité des dynasties auxquelles ils appartenaient, parfois sur trois générations.

L'auteur restitue la manière dont Zâhir Al-'Umar établit le monopole sur le commerce du coton brut, puis sur d'autres produits, ce qui fut la base de l'expansion d'Acre et de sa propre puissance. Cette politique de contrôle et d'organisation de l'activité économique constituait une innovation dans le contexte proche-oriental. Le système fonctionna au mieux, par-delà des périodes de crise et malgré les récriminations des consuls et marchands français sensibles au libéralisme commercial, tant que la pénurie de matière première en Europe garantissait sa rentabilité, que les Français avaient le quasi-monopole du transport maritime et que l'ordre politique assurait la sécurité des approvisionnements. Ahmad Pacha Al-Jazzâr, moins doué pour les transactions commerciales que son prédécesseur, ne saisit pas les changements en cours dans le commerce du coton brut, avec la montée de Smyrne, de Salonique et de l'Amérique parmi les fournisseurs. Il tenta, après leur départ en 1790, d'attirer à nouveau les négociants européens. Sa politique de puissance lui coûtait cher, pour réaliser son programme de construction et entretenir ses troupes. La lourde taxation de ses sujets aggrava encore la crise. Son successeur, Sulaymân Pacha, entendit rompre avec la politique oppressive et dépensière de

Jazzâr, et afficha sa volonté de veiller au bien de ses sujets, ce qui lui valut le surnom de « juste » (*’Âdil*). La justice avait toujours été un élément essentiel du bon gouvernement dans la tradition islamique, mais la nouveauté résidait sans doute dans la pensée mercantiliste, qui entendait assurer la puissance du gouvernement et la prospérité des sujets en prenant les richesses aux étrangers. L’application de ce principe donna de bons résultats pendant le blocus continental, encore que l’exportation de céréales provoquât des pénuries dans le pays. Mais le retour à la paix entraîna une crise inéluctable, alors que Beyrouth commençait à supplanter Acre comme centre exportateur régional. Elle bénéficiait d’une meilleure accessibilité maritime et d’une autorité politique flottante, qui laissait émerger une classe de commerçants non entravée par des monopoles.

Ce livre suit une méthode historique plutôt classique, davantage attachée à la discussion des sources et à la reconstitution des faits qu’à la conceptualisation des phénomènes décrits. Cette démarche pragmatique jette néanmoins un éclairage utile et précis sur une région qui fut, au XVIII^e siècle, aux avant-postes de la pénétration européenne et, peut-être, de l’expérimentation politique. En adoptant un point de vue qui associe le contexte politique local et « l’économie-monde », il apporte une contribution non négligeable à l’étude des pouvoirs provinciaux dans l’Empire ottoman avant les *Tanzimat*.

BERNARD HEYBERGER

Paul Sebag

Tunis : histoire d’une ville

Paris, L’Harmattan, « Histoire et perspectives méditerranéennes », 1998, 686 p.

Tunis, histoire d’une ville des origines à l’époque contemporaine : vaste matière ! Aussi le gros volume de Paul Sebag représente-t-il une somme énorme. À n’en pas douter, il implique un prodigieux labeur, un accès à des sources multiples et abondantes.

Préalable heureux... et inattendu, l’auteur, avec un certain luxe de détails, replace la cité dans son cadre physique, c’est-à-dire son relief, sa morphologie, sa pédologie, sa végétation, son climat. Il y a même quelques aperçus sur la place de la région de Tunis dans la circulation atmosphérique méditerranéenne. Le lointain passé de la cité, généralement entouré d’obscurité, est quelque peu dissipé à la lecture du premier chapitre où il apparaît qu’inséparable de Carthage la bourgade de Tunès ou Thunis était une petite agglomération punique que les Romains détruisirent pour la reconstruire par la suite. La transformation de cette localité en une petite cité en l’an 80 de l’hégire (699 après J.-C.) suit de près la conquête arabe et l’auteur, judicieusement, insiste sur la vocation militaire de ce premier Tunis, vocation généralement ignorée. Ce Tunis des premiers siècles de l’islam devient, ensuite, une véritable capitale islamique, une *ḥaḍāra* comme dit la terminologie arabe.

Cette fonction intellectuelle, doublée d’une vive activité économique, caractérise encore le Tunis ottoman des XVII^e et XVIII^e siècles et, au-delà de l’importance de la mer dans la vie de la cité, il apparaît, qu’en déclin depuis le XVI^e siècle, le trafic caravanier n’en joue pas moins encore un rôle non négligeable.

Au XIX^e siècle, l’installation de la France en Algérie, en 1830, ouvre une ère nouvelle dans l’histoire de la cité et, en particulier, les échanges commerciaux avec l’ancienne régence d’Alger en sont négativement affectés. Dans le même temps, la prise de Ghadamès par les Turcs en 1840 détourne les trafics caravaniers vers Tripoli.

Aux premiers temps coloniaux (1881-1914), la naissance d’une ville coloniale, peuplée d’Européens crée, en quelque sorte, un second Tunis mais géographiquement adjacent à la médina et, dans une certaine mesure, en symbiose avec elle. En ces temps pacifiés, la présence française n’est pas contestée, tout au moins jusqu’aux sanglants heurts de novembre 1911.

Tunis de l’entre-deux guerres, visages nouveaux, fièvre de construction, émergence des premières banlieues, activités économiques soutenues, avant la stagnation des années trente et les premières revendications nationa-

listes, tel fut le décor contrasté et mouvant durant ces deux décennies. Après la Seconde Guerre mondiale, à nouveau, en profondeur, la capitale se transforme avec la naissance de nouveaux quartiers, dits gourlivilles, ceinturant l'espace urbain, issus d'un exode rural, massif, sauvage, déculturant. De la sorte, est sublimée l'opposition classique : médina-ville européenne. Ce temps, qui n'est pas encore totalement l'histoire, est, à notre avis, la partie la plus instructive et la plus vivante du récit. Utilisant adroitement les données brutes du recensement de 1956, P. Sebagnat les enrichit surtout d'un dépouillement manuel systématique qui en étoffe significativement les résultats. Sont ainsi connus pour la première fois : la répartition socioprofessionnelle de la population active, la ventilation de la population totale par quartiers. Parfois l'anecdote a la saveur du vécu où l'on conte la genèse des bête-taxis, ces petits taxis si caractéristiques du Tunis des années cinquante (p. 553). Tel est, brièvement résumé, le contenu de ce livre attachant par bien des aspects.

Par sa rigueur, son souci du détail signifiant, son abondance et sa variété documentaires, il répondra, à n'en pas douter, aux exigences et à la curiosité du monde savant sans pourtant rebuter l'honnête homme. Pour solide qu'il soit cependant, l'ouvrage appelle quelques réserves de forme et de fond. Pourquoi avoir, pour toutes les étapes du récit, choisi un ordonnancement à l'identique : histoire, population, ville, activités urbaines ? Prendre quelques libertés avec cet ordre immuable aurait été, sans doute, bienvenu. Peut-être aussi, certains développements, en particulier ceux consacrés à la ville et aux équipements collectifs, sont-ils trop exhaustifs ? Il aurait fallu, à notre sens, prendre un peu plus de distance vis-à-vis des résultats des recensements de la population de 1921 à 1946 dont les conclusions chiffrées ont été, à juste titre, contestées¹. Un livre de cette portée eut aussi mérité une conclusion, curieusement absente ! Il faut enfin signaler qu'au-delà de ses fonctions de capitale politique, de grand port, de centre religieux, Tunis fut surtout la quintessence de l'esprit *beldi*, ordre citadin très voisin de l'*omran hadari* (la culture citadine) d'Ibn Khaldoun. Ce caractère est une des compo-

santes de l'identité nationale tunisienne, peut-être la plus importante. L'auteur le sait, le sent, mais ne l'explique pas.

Ces remarques ne doivent toutefois pas masquer l'essentiel et n'affectent qu'à la marge la grande vigueur de l'ouvrage. Ouvrage, à notre avis, désormais largement incontournable. À partir de ses fondements, on pourra dorénavant, très utilement, s'attacher à des études plus ciblées, thématiquement et chronologiquement, concernant cette capitale. Un livre nécessaire et qui vient à son heure. Quel regret que nous ne puissions bénéficier d'études de cette vigueur sur Fez, Alger ou Tripoli !

JACQUES TAÏEB

1 - MAHMOUD SEKLANI, *La population de la Tunisie*, Tunis, CIRCED, 1974.

Tal Shuval

La ville d'Alger vers la fin du XVIII^e siècle.

Population et cadre urbain

Paris, Éditions du CNRS, 1998, 282 p.

Cet ouvrage de Tal Shuval est une version remodelée de sa thèse de doctorat sur Alger à la fin du XVIII^e siècle, une ville où la présence ottomane (1515-1830) fut d'un apport indéniable. De simple bourgade berbère, elle devint capitale de toute une province. Cette mutation, qui a nécessité des transformations sur les plans social et spatial, fut la conséquence d'une certaine volonté politique de l'Empire ottoman de s'installer et de dominer toute la région ; sur le terrain, cet objectif a connu des applications parfois contradictoires et conflictuelles.

L'histoire politique d'Alger entre le début du XVI^e et le début du XIX^e siècle peut, selon l'auteur, se diviser en trois grandes étapes : 1515-1587, période caractérisée par une prise de possession et de reconnaissance du territoire, avec la division, en 1587, du Maghreb ottoman en trois provinces, Alger, Tunis et la Tripolitaine, gouvernées par les *beylerbey* avec l'assistance du *diwân* (conseil) des janissaires. Entre 1587 et 1711, Alger fut dirigée par des pachas triennaux envoyés du centre de

l'Empire et dont le pouvoir fut constamment disputé et contesté par l'*odjak* (la milice) et le *dîwân*. Cette période se singularisa par l'instabilité politique et la multiplication des exécutions capitales pour raison d'État. Enfin, 1711-1798, décennies pendant lesquelles la province d'Alger a connu une prospérité et une stabilité sans précédent. Tous ces moments qui ont jalonné l'histoire de la région sous la domination turque ont participé chacun à sa façon à l'édification et à l'érection d'Alger au rang des grandes villes arabes à la fin du XVIII^e siècle.

L'objectif de cette recherche n'était pas de suivre l'évolution et les transformations de l'espace urbain algérois durant l'époque ottomane, mais plutôt de décrire et d'analyser celui-ci sur les plans social et spatial. Cette période charnière entre deux époques fortement contrastées est, d'un côté, l'image et l'aboutissement d'un savoir-faire ottoman sur le plan urbain et, de l'autre, le point de départ de la future grande entreprise des transformations coloniales que seules la restitution et l'étude de cette ville à ce moment de son histoire permettent de suivre et de comprendre.

Il s'agit donc, pour l'auteur, d'étudier la population urbaine – sa démographie, ses activités, l'ensemble de ses composantes et sa répartition – et la structure spatiale de la ville. Pourquoi une telle étude, alors que plusieurs ont déjà été menées sur le même site avec les mêmes objectifs, notamment André Raymond ? Si Alger, au XVIII^e siècle, a en effet fait l'objet de plusieurs recherches, il est vrai aussi que les descriptions et informations sont différentes, variables et quelquefois contradictoires, notamment quand il s'agit d'estimer la population, sa densité, le nombre des maisons, des marchés, des mosquées, etc. L'originalité du travail de T. Shuval se trouve dans la remise en question et la mise en confrontation permanente de ces résultats pour extraire l'information la plus authentique et la plus proche de la réalité.

Le second point fort de cette étude réside dans l'utilisation de sources inédites : les documents du *bayt al-mal* (administration des finances), notamment les inventaires après décès. Cette documentation, bien que fragmentaire et lacunaire, permet à la fois de connaître la personne, son origine, sa profes-

sion, son lieu d'habitation, ses héritiers et sa fortune, et peut se trouver complétée par des documents du *waqfiyyât* (institution de gestion de la propriété).

Dans un premier temps, l'auteur a décrit classiquement la population urbaine : elle se distingue par son caractère composite sur le plan religieux (en majorité des musulmans, puis des juifs et quelques chrétiens) et sur le plan ethnique. Cette composition sociale de la ville n'est pas sans avantages. Elle contribue d'une façon efficace à la gestion des affaires urbaines. En effet, contrairement à d'autres villes arabes, le quartier ne fonctionne pas comme unité de gestion et il n'existe pas d'outils administratifs pour mettre en relation gouvernés et gouvernants ; aussi ces derniers ont-ils désigné, à la tête de chaque communauté ou corporation, un interlocuteur qui doit non seulement représenter son groupe devant les autorités, mais aussi assurer sa gestion sociale et la collecte des impôts.

La population urbaine est également divisée en caste dominante (notamment la milice) et en sujets, les *re'âyâ* constitués principalement des *baldî* (Algérois de souche) et des *bar-rânî* (les étrangers à la ville). Entre ces deux classes se situent les ulémas. Cette division se manifeste clairement dans l'espace, puisque chaque catégorie est répartie sur une portion de la ville. Sur le plan spatial, Alger se structure autour de deux axes orientés nord/sud et est/ouest, reliant entre eux les quatre principales portes de la cité : Bab al-Wâd, Bab'Azzun, Bab al-Jazîra et Bab al-Jadîd. L'axe nord/sud permet de distinguer, comme partout ailleurs, la zone publique (à l'est), réservée aux principales institutions économiques, politiques et religieuses, et la zone résidentielle (à l'ouest) destinée aux habitations de la population civile.

Ces deux zones se démarquent l'une de l'autre sur plusieurs points. Sur le plan architectural, la zone publique est dominée par l'« architecture majeure » ostentatoire : palais, caravansérails, grandes mosquées ; et la zone résidentielle par l'« architecture mineure », refermée sur elle-même (maison uni-familiale à plusieurs étages, organisée autour du patio à ciel ouvert). Sur le plan urbain, la première présente un tracé vicinal plus rectiligne, ortho-normé et large, alors que la seconde adopte un

tracé étroit et sinueux, et compte de nombreuses impasses (près de 60 % de la longueur totale de la voirie). Sur le plan social, la ville haute (résidentielle) est habitée par les *re'âyâ* et la ville basse par la caste dominante et une partie des civils fortunés. Ces derniers posent d'ailleurs un problème : pourquoi se sont-ils installés à cet emplacement alors que la partie haute de la ville était plus adaptée et répondait mieux aux traditions et coutumes musulmanes ?

Si, par ailleurs, l'auteur a su maîtriser son sujet quand il s'agissait d'étudier séparément les cadres sociaux et spatiaux, en revanche, à l'heure de les croiser, plusieurs questions restent non résolues ou n'ont pas été abordées, en particulier le rapport entre l'habitant et son habitation, entre la population et son espace urbain, thèmes d'autant plus intéressants que, dans le cas d'Alger, l'appartenance à une communauté et à un groupe social l'emportait sur l'appartenance à un quartier.

Cette étude, qui souffre quelquefois de son caractère étroitement monographique, a le mérite d'ouvrir plusieurs pistes sur l'histoire sociale d'Alger vers la fin du XVIII^e siècle. L'auteur a osé interroger et remettre en question des informations et des résultats présentés jusque-là comme des faits confirmés.

LHACHEMI BOUKHZER

Laurent Fourchard

De la ville coloniale à la cour africaine.

Espaces, pouvoirs et sociétés à Ouagadougou et à Bobo-Dioulasso (Haute-Volta) fin XIX^e siècle-1960

Paris, L'Harmattan, « Villes, histoire, culture, société », 2001, 427 p.

Que les villes africaines ne soient pas toutes des créations *ex nihilo* et de surcroît d'origine extérieure mais qu'elles aient bien, elles aussi, une histoire sur la longue durée n'est plus à débattre. Depuis la parution des premiers ouvrages de synthèse consacrés à l'historicité du fait citadin africain, un certain nombre d'études de cas ont mis en évidence la concomitance et l'entrecroisement de structures matérielles, de configurations politiques et de pratiques socio-spatiales – agencées selon

des modalités variables – dans la production de l'espace urbain¹. L'ouvrage de Laurent Fourchard, version abrégée de sa thèse de doctorat d'histoire soutenue en 2000, s'insère dans cette approche visant à une lecture intégrale de la ville africaine.

De prime abord, ce travail excellemment structuré impressionne le lecteur par la multiplicité des thématiques politiques et sociales et des échelles d'observation géographiques, savamment reliées et insérées dans un plan d'étude tripartite. C'est par une enquête comparative sur Ouagadougou et Bobo-Dioulasso que l'auteur applique sa réflexion à l'évolution, la survie et la transformation des espaces urbains africains sous domination coloniale. L'analyse méticuleuse qui navigue entre les structures matérielles, l'organisation, la gestion et le contrôle de la ville, d'une part, les cadres de la vie politique, religieuse et sociale ainsi que les usages et les stratégies employés par les habitants, d'autre part, met l'espace urbain en relief et en fait un cadre spatial à multiples contours ainsi qu'une arène polyvalente où convergent ou s'opposent « des conduites sociales ou politiques ».

Les deux villes sur lesquelles se penche L. Fourchard ont des physionomies bien particulières : anciennes cités-marchés de l'Ouest africain ayant pris leur essor au xv^e siècle, l'une faisant office de siège administratif (Ouagadougou) et l'autre de capitale économique (Bobo-Dioulasso) dans le territoire colonial marginal(isé) que fut la Haute-Volta, toutes deux sont des villes de petite taille, ne comptant chacune que cinquante mille habitants en 1960. Par ces spécificités, elles ne se distinguent pas seulement de la grande majorité des chefs-lieux de l'ancienne AOF ou AEF, mais se différencient également l'une de l'autre, comme le montre leur évolution contrastée tant au niveau de l'organisation et de l'aménagement de l'espace que par rapport à la diversité des stratégies et des réactions des acteurs de la société urbaine. Par ailleurs, l'auteur sait mettre à profit leur taille restreinte pour diversifier ses champs d'observation et confronter les sources écrites aux témoignages oraux, notamment une quarantaine de récits de vie qui permettent de compléter les fonds d'archives lacunaires et dispersées, et d'appréhender

der les dynamiques socio-spatiales sous l'angle du vécu des colonisés.

Construit sur un système de parcours à trois niveaux – thématique, géographique et relationnel –, l'ouvrage comporte trois parties dont chacune correspond à une échelle d'observation spatiale. Dans la première, consacrée à la ville, synonyme de « l'espace divisé du haut », l'auteur reconstitue les étapes de l'urbanisme colonial aboutissant à l'émergence du centre-ville « européen » et de sa périphérie « indigène ». Ces processus de dissociation des régimes fonciers et de ségrégation des zones d'habitat, qui apparurent à partir des années 1920 à Bobo-Dioulasso et ne débutèrent à Ouagadougou qu'au cours des années 1950, ne générèrent dans l'ensemble qu'un développement d'infrastructures rudimentaires et, qui plus est, restreintes aux seuls quartiers habités par la petite minorité des Européens.

Ouvrant des perspectives sur le voisinage, les quartiers, les lieux de culte ainsi que les espaces de sociabilité, tels le marché, les bars et les cabarets, la deuxième partie traite des acteurs, de leurs stratégies et de leur utilisation de l'espace urbain. La description dense de divers modes de vie et de cohabitation permet de mieux saisir les contours ambivalents de la « nouvelle ville africaine » : marquée par de fortes divisions sociales dues à l'appropriation foncière inégale, à l'effritement des bases économiques et sociales pré-existantes (Bobo-Dioulasso) et aux règlements policiers visant à restreindre la libre circulation des habitants africains, elle exerçait néanmoins un attrait considérable sur de nombreux anciens ruraux en passe de s'affranchir des obligations coutumières de leur milieu d'origine. Ceci valait notamment pour nombre d'anciens militaires africains de l'armée française qui s'installèrent en ville en raison de leurs aspirations professionnelles, de leurs affinités sociales et culturelles et qui, à travers leurs manières de vivre et d'occuper leurs loisirs, la marquèrent d'une empreinte particulière.

Dans la troisième partie, consacrée aux espaces de pouvoir, L. Fourchard scrute les rues, les lieux et places publics qui renvoient à l'établissement, à l'affirmation et à la mise en scène du pouvoir colonial, d'une part, et aux revendications politiques, voire aux formes de contestation radicale des colonisés – en ce

qui concerne les années 1945 à 1950 à Bobo-Dioulasso –, de l'autre. Dans ce contexte, il propose une lecture novatrice et pertinente de la « cour africaine », notion qu'il applique aux concessions de grands commerçants ouest-africains installés à Bobo-Dioulasso, au palais du Moogo Naaba ou aux cours des grands dignitaires de l'aristocratie Moaga à Ouagadougou. La cour, en tant que lieu d'intersection du « privé » et du « public », espace familial, de travail et de sociabilité, jouait un rôle central quant au façonnement de l'opinion publique et au soutien des mouvements politiques qui ont émergé après la Seconde Guerre mondiale. Tandis que les jeux d'alliances et les réseaux clientélares faisaient prévaloir la mouvance RDA à Bobo-Dioulasso, ce qui lui donnait un cachet « anti-colonial », la dynamique politique restait marquée, à Ouagadougou, du sceau « traditionnel » de la chefferie Moaga qui démontrait par là même sa capacité d'adaptation aux nouvelles données du pouvoir.

Ce livre, qui se distingue par la richesse et la grande variété des sources invoquées et mises à profit ainsi que par une argumentation claire et précise, ouvre de nouvelles voies à la recherche historiographique des processus d'urbanisation. Les résultats de l'analyse soutiennent l'exploration du champ sémantique de la notion d'espace que L. Fourchard soustrait ainsi à la seule connotation géographique. Il apporte par là une élaboration conceptuelle stimulante pour d'autres travaux en histoire urbaine visant à explorer les espaces des sociétés par leurs dynamiques socio-spatiales, donnant ainsi à comprendre l'enclassement du relationnel dans le structural.

BRIGITTE REINWALD

1 - Voir notamment CATHERINE COQUERY-VIDROVITCH, *Histoire des villes d'Afrique noire. Des origines à la colonisation*, Paris, Albin Michel, 1993. Pour se limiter à quelques travaux récents de chercheurs et chercheuses francophones ayant privilégié la démarche comparatiste, voir PHILIPPE GERVAIS-LAMBONY, *De Lomé à Harare. Le fait citadin*, Paris, Karthala, 1994 ; CHARLES DIDIER GONDOLA, *Villes miroirs. Migrations et identités urbaines à Kinshasa et Brazzaville, 1930-1970*, Paris, L'Harmattan, 1996 ; ODILE GOERG, *Pouvoir colonial, municipalités et espace urbain. Conakry-Freetown des années 1880 à 1914*, Paris, L'Harmattan, 2 vols, 1997.

Marc Le Pape

L'énergie sociale à Abidjan. Économie politique de la ville en Afrique noire, 1930-1995

Paris, Karthala, « Les Afriques », 1997, 166 p.

Tout bien pesé, titre et sous-titre sont bons. Ils sont même littéralement adéquats, suggestifs ! Et le livre lu, on voit que la marchandise couverte par ce pavillon très libre peut être réputée, en toute synonymie, histoire sociale ou sociologie – une sociologie d'acteurs sociaux vivement occupés à traiter quotidiennement leur situation, une histoire des individualités qui prennent et tiennent place dans une ville africaine sur les deux derniers tiers du siècle. L'ouvrage de Marc Le Pape est moins soucieux d'afficher un label académique que de construire explicitement une connaissance réaliste et d'en faire partager les modes de construction du même pas que les résultats. Riche et tonique, ainsi, pour qui trouve intérêt à Abidjan, à l'Afrique du XX^e siècle et à l'exercice pratique de la science sociale, il est aussi particulièrement concentré de facture, ce que le format limité de la collection imposait sans doute. Je n'en soulignerai que quelques aspects.

L'observation directe et durable d'Abidjan part ici de la fin des années 1970 et porte sur deux décennies considérées comme des années de crises (paupérisation, perte d'avantages assurés naguère par l'État-providence, difficultés de vie), liées à la récession, à une politique plus libérale et à des programmes d'ajustement. Deux façons d'en rendre compte occupent déjà le terrain, une qui veut mesurer et localiser socialement ces difficultés pour proposer les politiques susceptibles de les contrer, l'autre qui désigne des ruptures irréversibles et présuppose des « solidarités africaines » auparavant efficaces et qui auraient disparu. M. Le Pape choisit une tout autre posture, novatrice : replacer cette société abidjanaise en crise dans une profondeur historique significative, user de la documentation statistique disponible depuis la fin des années 1950 en l'appréciant à la lumière de l'histoire intellectuelle de sa conception, déceler le genre d'énergie sociale mise en œuvre dans les pratiques des acteurs et, de l'une à l'autre, jouer délibé-

rément et explicitement d'échelles d'observation diverses.

Dès les années 1930, le pouvoir colonial engage une politique pour fixer en ville une main-d'œuvre utile et réguler la migration, et l'administration du Front populaire livre au débat l'idée de discipliner cette main-d'œuvre par le souci de sa fixation et de son bien-être. Dans les faits, déjà, des manœuvres et des spécialistes et leur famille sont installés en ville. La période modernisatrice des années 1950, 1960 et 1970 traduit en actes cette politique de maîtrise des flux de main-d'œuvre par son logement et son confort de vie, les programmes sociaux urbains prennent une grande importance (où et comment construire et pour qui ? L'auteur en détaille les argumentations et les applications). En ressort alors un type social de l'homme salarié ivoirien, inséré dans un système stable d'avantages et de garanties liées à la condition salariale, puis celui des femmes artisanes ou commerçantes, des étrangers d'autres territoires d'Afrique occidentale aussi, qui vivent des statuts économiques et sociaux en perpétuelle création, jamais vraiment assurés, exigeants en temps, en activité, en vie publique. C'est d'abord à partir de leurs expériences et de leurs habitudes que ces milieux affrontent les situations nouvelles de crise.

Comment cette expérience urbaine s'est-elle construite, qui puisse forger les compétences efficaces pour trouver un emploi, créer et conserver une clientèle, s'assurer un logement, accéder à des passe-droits, rendre stables des liens conjugaux, entretenir une unité domestique, scolariser les enfants, vivre sans mari, vieillir à la ville, se faire des alliés, cohabiter avec ses voisins ? Ces inventions et ces mises en œuvre se font dans les actes et les perceptions des individus, interprètes de situations particulières. Seule une observation très rapprochée peut faire voir ce travail et ces stratégies. M. Le Pape l'a cherchée dans sa fréquentation familière de personnes, de familles et de lieux publics, pour les années antérieures dans des entretiens biographiques, et, pour les années 1920 et 1930, dans les registres d'audience du tribunal de premier degré d'Abidjan, où les affaires d'accusations de vol, de questions d'argent liées à l'instabilité conjugale, de commerces illicites (par exemple celui

du vin de palme, largement pratiqué et peu réprimé), de violences, etc., ont laissé des récits d'événements contingents, situés en contexte d'action, dits à la première personne. Toujours s'y révèle la nécessité vitale de la réputation et du crédit social (capacité à réunir des témoignages et à déjouer des dénonciations), une lutte contre l'anonymat « qui menace les faibles » et « qui permet, aujourd'hui comme hier, à n'importe qui de vous accuser de n'importe quoi, de vous faire n'importe quoi » ; et cette recherche d'appuis collectifs fait investir du temps, de l'argent et de l'énergie.

La politique modernisatrice des décennies 1950-1970 a dû s'inventer des outils d'enquête, producteurs de statistiques sociales. On dispose, dès 1955-1956, d'un recensement d'Abidjan et d'une enquête sur les budgets familiaux et les conditions de vie des salariés. Celle-ci reprend surtout le modèle français qui considère des ménages de famille domestique simple. Des critiques « anthropologiques » ébranlent cette conception et poussent à tenter d'adapter ces outils au contexte africain. On joue entre famille, ménage, logement bâti, présumé plus identifiable sur le terrain... Deux enquêtes socio-économiques de la zone urbaine, en 1963 et 1964, définissent différemment leur unité d'analyse, l'une considérant le ménage-logement, ensemble d'individus liés par la cohabitation dans une même habitation, l'autre, le groupement domestique, ensemble formé des hommes apparentés, de leurs épouses et de leurs enfants célibataires vivant dans une même unité d'habitat collectif, mais éventuellement dans des logements séparés en son sein (l'unité d'habitat collectif étant l'ensemble formé d'une cour sur laquelle donnent cinq à dix logements). La comparaison des deux « atteste l'importance des cohabitations non familiales [...] : avec les individus apparentés aux chefs de ménage coexistent [dans les mêmes pièces] des sous-locataires, des connaissances, des apprentis, des domestiques, des enfants confiés ». L'enquête « ménage », qui dit et mesure cette complexité de l'unité urbaine de résidence, confirme que le mode d'habitat en cour n'est pas une réalité « traditionnelle », mais un espace bien moderne « où les gens cohabitent en fonction de liens familiaux, ethniques, amicaux, spéculatifs ». Les

années 1970 ont produit de nouvelles statistiques sociales, ensemble d'informations précieuses en dépit des critiques renouvelées portées à des procédés d'enquête et d'analyse qui ne seraient pas adéquats aux réalités africaines.

M. Le Pape a choisi d'utiliser et critiquer les connaissances ainsi produites par une enquête à passages répétés (1979, 1985, 1992) portant sur un échantillon de deux cents ménages abidjanais. Aussi proche que souhaitable des matériaux publiés, il a su « apprécier jusqu'à quel point une démarche statistique parviendrait à saisir d'une part la diversité de statuts et de conditions entre individus composant les unités domestiques, d'autre part la pluralité des liens de dépendance intervenant dans les ménages », soit un regard d'échelle intermédiaire entre sa perception ethnographique de maisonnées particulières et des rapports de famille, d'argent, de voisinage, etc. Cette enquête statistique a porté sur la composition des unités de résidence, sur la pluriactivité de tous les individus de tout âge, sur les aménagements apportés au logement, sur les dépenses, la vie professionnelle et résidentielle du chef de ménage.

Ce livre est à la fois une démonstration de méthode et une introduction à la société et à l'économie abidjanaises.

HENRI MONIOT

Pablo Emilio Pérez-Mallaína Bueno

Retrato de una ciudad en crisis. La sociedad limeña ante el movimiento sísmico de 1746

Séville, Consejo Superior de

Investigaciones Científicas/Escuela de Estudios Hispano-Americanos/Pontificia Universidad Católica del Perú/Instituto Riva-Agüero, 2001, 477 p.

Le 28 octobre 1746, un tremblement de terre détruisait partiellement la ville de Lima et totalement son port, Le Callao, à la suite du tsunami qui l'accompagna. Le séisme, qui fit quelque six mille victimes (soit environ 8 % de la population), fut l'un des plus destructeurs qu'ait connus la capitale de la vice-royauté du Pérou, après ceux de 1589 et de 1687. Il lui

fallut une quinzaine d'années cependant pour panser ses plaies. C'est ce moment que Pablo Emilio Pérez-Mallaína Bueno choisit pour saisir la société coloniale de Lima, et cet événement qui est posé comme révélateur de ses clivages et tensions internes. Pour mener à bien son projet, l'auteur prend appui sur les trois mesures prises par le vice-roi José Antonio Manso de Velasco, comte de Superunda, pour organiser, encadrer et faciliter la reconstruction de la ville; chacune suscita l'opposition d'autres institutions et donna lieu à des conflits, ainsi qu'à une abondante production de mémoires et rapports contradictoires.

Une fois prise la décision de ne pas déplacer le site de la ville (mais le quartier des entrepôts du port, Bellavista, fut éloigné de la côte), le vice-roi, sur les conseils d'un expert, Louis Godin, de l'Académie de Paris, interdit les constructions à étages et ordonna l'élargissement des rues. Face à l'opposition des grandes familles de la ville, qui tentèrent de dresser le *cabildo* contre le vice-roi, la mesure dut être rapportée. Plus significative fut la décision du comte de Superunda de toucher aux *censos* qui grevaient la plupart des propriétés immobilières. Leur capital était diminué de moitié, un moratoire de deux ans fut décidé sur le paiement des intérêts, dont le taux était baissé de 5% à 3%, voire 2%. Cette fois, c'étaient les couvents de la ville, surtout les congrégations féminines (mais il ne faut pas oublier le rôle des chapellenies, des hôpitaux, voire des confréries comme institutions de crédit hypothécaire), qui étaient touchés dans leurs revenus. L'opposition à cette décision fut farouche, et, là encore, la mesure fut rapportée, annulée par Madrid en 1759, qui l'avait confirmée trois ans auparavant. Mais, dans l'intervalle, l'initiative vice-royale avait largement contribué à dynamiser la reconstruction, en soulageant les charges des propriétaires. La troisième mesure de José Antonio Manso de Velasco, le maximum des prix et salaires, dans les semaines et les mois de crise qui suivirent la catastrophe, resta largement lettre morte. Au regard de P. E. Pérez-Mallaína Bueno, le bilan de la politique du vice-roi est maigre, puisqu'il l'interprète à l'aune de ce que devrait être l'efficacité de l'État, idéalisé, qu'il fût colonial ou non : « Tout semble indiquer que l'appareil public (*la maquinaria estatal*) du Pérou était, au

milieu du XVIII^e siècle, bien peu efficace pour agir sur les forces économiques du marché, et que, par ailleurs, sa capacité coercitive était trop faible pour contraindre la volonté et les intérêts de la population, tout particulièrement des secteurs privilégiés » (pp. 136-137).

C'est en fait dans l'analyse des tensions politiques urbaines que réside le principal intérêt de l'ouvrage. On y voit les conflits d'intérêts entre les divers représentants de la Couronne, les querelles entre les différentes instances juridictionnelles, les luttes de pouvoir entre les clientèles et les rivalités personnelles. Mais, soit dit au passage, point n'est besoin d'un tremblement de terre pour assister à des tensions entre un vice-roi et l'archevêque, avec l'Audience ou le *cabildo*, aux efforts pour lutter contre le poids des institutions ecclésiastiques.

Du portrait de la ville, en tout cas, il n'est pas vraiment question, et l'ouvrage n'offre aucun plan de la cité ou illustrations des monuments abattus et relevés. On ne verra d'ailleurs pas, au sens strict du terme, la reconstruction de Lima, si ce n'est celle de quelques bâtiments publics, certes majeurs, comme le palais vice-royal, la cathédrale (relevée, en bois, en 1758), la forteresse du Callao (dont l'édification prit quinze ans), les hôpitaux et couvents. Mais de l'habitat, patricien et populaire, on ne saura guère plus que cette notation pour l'année 1749 : « [...] les travaux de reconstruction progressaient à un rythme soutenu, ainsi en allait-il tout au moins trois ans après le tremblement de terre et malgré les hausses de prix des salaires journaliers et des matériaux de construction » (p. 141). Fallait-il alors revenir sur la question, tranchée depuis longtemps, du déclin de l'agriculture péruvienne au XVIII^e siècle causé par le séisme de 1687, dont le mythe prit corps en effet à la faveur de celui de 1748 ? Et s'attarder encore sur les attitudes des contemporains, interprétant les mouvements de la terre comme un châtement divin ? Quant à la société liménienne, seuls les cercles étroits des plus hautes sphères politiques de la capitale de la vice-royauté nous sont offerts. À une exception près cependant, mais de taille, avec la révolte avortée des Indiens du Cercado de Lima en 1750.

JACQUES POLONI-SIMARD

Heliana Angotti Salgueiro

La casaque d'Arlequin. Belo Horizonte, une capitale éclectique au XIX^e siècle
Paris, Éditions de l'EHESS, 1997, 471 p.

L'histoire urbaine connaît ces dernières années, notamment en France, un incontestable renouveau qui se traduit par un élargissement du champ d'investigation et un croisement des perspectives analytiques. S'associent, dans cette démarche, non seulement des historiens de sensibilités diverses : histoire économique, sociale, politique, etc., mais aussi des anthropologues, sociologues, géographes, économistes, ou encore urbanistes et architectes, comme si le recours à l'histoire représentait pour ces disciplines un passage obligé pour une meilleure compréhension des phénomènes urbains actuels. Bien entendu, leurs approches ne convergent pas vers la définition d'un ensemble clos de propositions, mais sont au contraire marquées par la mise en évidence de la complexité des processus de construction de l'urbain, au point que la ville des sciences sociales apparaît dès lors comme le résultat d'un équilibre fragile, constamment remis en question, entre des usages sociaux et des formes urbaines.

L'ouvrage de Heliana Angotti Salgueiro, consacré à la fondation de Belo Horizonte, la nouvelle capitale du Minas Gerais (Brésil), inaugurée en 1897, s'inscrit de toute évidence dans cette perspective de renouvellement historiographique. Son ambition méthodologique est affirmée d'emblée : « Retracer du point de vue de l'historien de l'art, l'histoire d'une ville et plus encore l'histoire d'une ville capitale au XIX^e siècle, c'est voir constamment s'élargir le champ de l'analyse ; il ne s'agit pas seulement de jouer de l'association désormais classique entre architecture et urbanisme, mais d'introduire un troisième terme, l'histoire culturelle, qui ne se limite pas à des généralités ; celle-ci prend une dimension biographique qui se confond avec celle des hommes qui en ont été les acteurs » (p. 6). Et peu importe pour le projet de H. Angotti Salgueiro que l'histoire de la création de Belo Horizonte, de même que l'examen de son tracé urbanistique et son modèle architectural, aient fait l'objet de nombreuses recherches, tant au Brésil qu'en France. C'est avant tout en tant qu'étude

de cas que l'auteur aborde Belo Horizonte, afin de mettre en évidence la pertinence d'une démarche qui consisterait à privilégier le croisement des données biographiques et des partis pris stylistiques pour la compréhension des systèmes urbains. La proposition est séduisante : aborder la ville dans sa forme première, au stade de l'élaboration du projet, permet de l'embrasser dans son ensemble, de mieux cerner ses fonctions et ses acteurs, le poids des représentations mais aussi du contexte.

L'auteur s'attache donc à saisir l'articulation entre les acteurs, leurs idées et leurs pratiques, en privilégiant « l'insertion du biographique dans le contextuel » (p. 8) et en mobilisant à cette fin différentes échelles d'observation. À cet égard, la fondation de Belo Horizonte est examinée comme le projet d'une génération d'ingénieurs et d'architectes, qui présente la particularité d'être, d'un côté, influencée, si ce n'est directement formée, par les techniques et les représentations françaises, et, de l'autre, fortement engagée dans les débats sur la quête de la modernité et du progrès dans le cadre de la République au Brésil. Deux hommes sont au cœur de la création de Belo Horizonte : l'ingénieur Aarão Reis, président de la Commission de construction de la nouvelle capitale du Minas Gerais, et l'architecte José de Magalhães, chargé des bâtiments publics de Belo Horizonte. Tous deux appartiennent à la « génération réformatrice des ingénieurs polytechniciens », formée à l'École centrale de Rio de Janeiro et pénétrée des enseignements de Condorcet, Saint-Simon et surtout Auguste Comte, chez qui ils cherchent des réponses aux problèmes de leur pays. J. de Magalhães a, par ailleurs, complété sa formation par un long séjour d'étude à l'École des beaux-arts de Paris entre 1876 et 1880. Aussi l'une des ambitions de l'auteur est-elle d'éclairer les mécanismes de transferts et de transformations des représentations et savoir-faire français, à partir de l'observation de la création d'une ville capitale provinciale, dans le Brésil de la fin du XIX^e siècle. La fondation de Belo Horizonte, qui offrit à cette génération l'opportunité de mettre en pratique ses propositions modernisatrices et réformatrices, permet à l'auteur d'observer leur adaptation à un contexte particulier, celui du Minas Gerais,

l'un des États les plus puissants de la fédération brésilienne, imprégné de valeurs rurales et nettement conservateur. Les intentions sociales et politiques du plan d'urbanisme et des maquettes d'architecture sont alors étudiées à l'aune de ce processus d'adaptation, comme parties intégrantes d'un ensemble de discours, de législations et de pratiques d'une société. Ainsi peut-on relever les beaux passages consacrés à l'inscription de la République dans la ville au moyen des représentations discursives, spatiales et monumentales. L'auteur refuse ainsi une contextualisation simpliste énoncée en termes d'influence artistique : « [...] les formes symboliques sont rapportées à un système de représentation correspondant à des références communes à une génération » (p. 103), ce qui oblige à tenir compte des décalages et des interactions de modèles.

Cette belle publication, qui plonge au cœur de l'action des fondateurs de la ville, hommes généreux et idéalistes, laisse cependant au lecteur un regret : l'absence de prise en compte du troisième compare, car l'urbaniste et l'architecte ne sont rien sans le politique. Il est en effet dommage que le promoteur politique du projet, le maître d'ouvrage en définitive, n'ait pas été intégré dans cette démarche, comme s'il n'intervenait pas dans le dessin de la ville. Or c'est pourtant lui qui définit le dessein de la future capitale, ainsi que le reconnaît d'ailleurs l'auteur qui note les fréquentes interventions du gouverneur Afonso Pena, remettant en cause les choix de l'ingénieur, comme pour l'emplacement de la future capitale : « La localité retenue [...] correspond à la primauté d'une politique contraire à la positivité du choix des techniciens ; c'est là le signe d'une divergence d'intérêts entre les notables qui exercent la politique et les ingénieurs engagés dans les travaux urbains » (p. 43). Il en va de même pour les propositions de J. de Magalhães, dont les déclarations « suggèrent des désaccords entre sa volonté d'innover et les attentes limitées d'une commande dont les modèles architecturaux sont très conservateurs » (p. 420). N'aurait-il pas été fructueux de s'intéresser à la carrière politique de ce gouverneur, et à cette première génération des républicains du

Minas Gerais, pour comprendre comment ils purent concilier le choix d'un projet modernisateur dans le cadre d'un système politique conservateur ? L'urbaniste Paulo Ozório¹ a justement évoqué le contexte bien particulier, à la fin du XIX^e siècle, de cet État où les élites traditionnelles au pouvoir se trouvent menacées par la montée en puissance de nouvelles élites liées au cycle du café. Dès lors, explique P. Ozório, le projet de construction d'une nouvelle capitale peut être envisagé comme le résultat d'un compromis dont la couverture modernisante fut l'appel à des techniciens et des ingénieurs pour « la nouveauté urbanistique, l'audace du dessin, l'introduction de nouvelles technologies ». Ainsi aurait-il été, à l'évidence, fort intéressant d'approfondir le sujet de ces élites politiques, de mettre en évidence les parcours de ces générations républicaines, afin de montrer, au bout du compte, la singularité de leur rencontre avec la « génération réformatrice des ingénieurs polytechniciens », dans le contexte particulier du Minas Gerais.

LAURENT VIDAL

1 - PAULO OZÓRIO, *La création de Belo Horizonte, jeu et enjeu politique*, Thèse de troisième cycle, Université de Grenoble, 1981.

Laurent Vidal

De Nova Lisboa à Brasília :

L'invention d'une capitale (XIX^e-XX^e siècles)

Paris, IHEAL Éditions, 2002, 344 p.

Voici enfin un ouvrage clair sur les différents projets qui conduisirent à l'édification en plein *Sertão* de la ville nouvelle de Brasília et à son succès comme nouvelle capitale du Brésil, après Salvador de Bahia (capitale du gouvernement général jusqu'en 1763), puis Rio de Janeiro.

Certes, il existait nombre d'ouvrages en portugais et en anglais sur le sujet. Les projets de construction de « villes nouvelles » ont fait l'objet d'innombrables publications, y compris historiques. De surcroît, la ville inaugurée en 1960 par le président brésilien Juscelino Kubitschek n'est pas la première concrétisation

de transfert de capitale, comme en témoignent les réalisations d'Aménophis IV en Égypte, de Philippe II en Espagne, de Pierre I^{er} en Russie, etc. Enfin, l'histoire urbaine est constituée, depuis le début des années 1970 et la publication de travaux fondateurs, en « histoire-problème » (Bernard Lepetit). Laurent Vidal n'est donc pas le premier à décrypter aussi bien les processus de décision conduisant aux projets ou à l'édification d'une ville nouvelle que son rapport symbolique à l'histoire nationale. Mais, à partir d'une thèse écrite sous la direction inspirée de l'historien brésilieniste Guy Martinière¹, L. Vidal a construit un livre important à bien des titres, ouvrant le dialogue avec l'histoire de l'art et l'architecture.

Cet ouvrage constitue l'étude historique récente d'une ville brésilienne la plus réfléchie publiée en français, et son importance s'impose à tout historien du fait urbain, des utopies urbaines. C'est aussi un travail d'historien comme on en voudrait plus souvent, profondément documenté (et bien illustré), fortement problématisé, mais très accessible et de lecture aisée.

Le livre est construit simplement. Les six projets sont étudiés successivement selon un découpage chronologique qui s'impose mais ne conduit heureusement pas l'auteur à « lisser » l'histoire et à survaloriser la continuité d'un processus ayant abouti à une réalisation exceptionnelle : du projet de nouvelle capitale pour une cour portugaise en exil face à l'invasion de la métropole par les armées napoléoniennes à la concrétisation de l'article 3 de la constitution brésilienne qui prévoit, dès 1891, l'établissement de « la future capitale » de l'État fédéral « dans le Planalto central de la République » ; de « Nova Lisboa à Brasília » en passant, en l'espace d'un siècle et demi, par Cidade Pedrália, Imperatória, Tiradentes et Vera Cruz. Six chapitres donc, auxquels s'ajoute une judicieuse « réflexion sur les usages de l'histoire dans les procédures et rituels de fondation d'une ville », qui donne alors une autre dimension, bienvenue, de la ville en projet, « sa capacité à produire des combinaisons originales de temporalité ».

Cet ouvrage est appelé à devenir un « classique » des études françaises d'histoire urbaine, d'architecture comme d'histoire brésilienne ;

il mériterait d'ailleurs une édition d'art. Le lecteur n'a, au demeurant, qu'un regret majeur : que le titre ne mentionne pas le terme de « projet ». En ouvrant ce livre, on peut s'attendre à ce que cette histoire nous emmène sur les traces du vécu de la ville ; mais l'étude s'achève avec l'inauguration de la capitale. Or, on sait aujourd'hui que la ville satisfait en grande partie le pari des concepteurs : avec les « villes-satellites », elle est le cœur d'une agglomération de quelque deux millions d'habitants et qui continue de croître aujourd'hui, y compris en gardant une partie des enfants, devenus adultes, de l'élite bureaucratique. Brasília n'est pas l'échec prédit par beaucoup, et cette capitale à plus de 1 000 km de Rio ou de São Paulo est aussi un objet d'histoire.

DENIS ROLLAND

1 - GUY MARTINIÈRE, *Un projet de ville : Brasília et la formation du Brésil moderne (1808-1960)*, Paris, IHEAL Éditions, 1995.

Michel Agier

Anthropologie du carnaval. La ville, la fête et l'Afrique à Bahia,
Marseille, Parenthèses, « Eupalinos »,
2000, 256 p.

Michel Agier se propose d'étudier le carnaval en tant qu'institution clé permettant de comprendre le fonctionnement des rapports sociaux dans la ville de Bahia. Il s'intéresse plus particulièrement au groupe Ilé Ayé, précurseur en 1975 de la « réafricanisation » de cette fête ainsi que d'une nouvelle forme de mouvement politique et culturel noir, et considéré aujourd'hui comme la plus traditionnelle des associations carnavalesques afro-brésiliennes.

Ce phénomène, qui a permis entre autres à la ville de présenter son carnaval comme plus authentique et populaire que celui de Rio, et qui, de fait, attire chaque année de nombreux touristes et sponsors, l'auteur se refuse à l'analyser en termes de « retour à l'ethnie ». Il pose d'emblée l'ambiguïté du lien qui unit (au Brésil et ailleurs) théories du métissage culturel et ethnicités politiques, et souligne la variété des références utilisées pour la mise en

scène de l'africanité : africaines (plusieurs pays exploités), bahianaises, brésiliennes et globales. C'est donc avant tout d'un travail d'invention culturelle qu'il s'agit, et dont il rend compte au terme d'une enquête menée entre 1990 et 1996.

Remarquablement illustré (photos de Milton Guran et Gerson Lourenço), ponctué de petits encarts permettant au lecteur de s'attarder sur un personnage, un thème, ou sur le vocabulaire, ce livre est d'abord d'une grande richesse ethnographique. Le contexte historique, économique et social du carnaval de Bahia est posé dans la première partie, de même qu'une description de l'organisation spatiale et temporelle de la fête et de ses prémices. M. Agier note la présence de deux référents sacrés (catholique et afro-brésilien) et d'un référent profane (le quartier) nécessaires au succès des fêtes préparatoires au carnaval ; il utilise la notion de « culture populaire fusionnelle » (p. 33) et souligne aussi d'emblée la mise à distance des blocs « afro » (qui sortent la nuit), par opposition aux blocs de « trio » qui sortent l'après-midi et regroupent plutôt les jeunes des classes moyennes et à la peau plus claire.

Au fil de l'ouvrage, M. Agier approfondit différents thèmes. Le premier concerne l'efficacité sociale locale de l'Ilé Ayé. Collectif durable, se produisant hors de son quartier d'ancrage, ce groupe met l'accent sur une identité noire¹ valorisée, esthétiquement et culturellement. Taxé de raciste dans les années 1980, il attire dans un premier temps beaucoup de jeunes noirs des quartiers populaires. Aujourd'hui, ses membres occupent des positions sociales très diverses, parfois fort éloignée de « l'élite noire » donnée à voir à travers l'exemple de ses fondateurs. L'identification au groupe agit toutefois comme facteur d'estime de soi. « Le carnaval africanisé de Bahia offre ainsi aux Noirs en situation socialement intermédiaire l'option de ce qu'on pourrait appeler un redressement statutaire, c'est-à-dire une correction vers le haut de leur position structurale. C'est dans la mise en scène du défilé et des autres rituels du bloc que les membres du Ilé Ayé se produisent comme une élite noire » (p. 196).

La référence à l'Afrique doit donc se comprendre comme un instrument prestigieux de positionnement social moderne ou servant ici à mettre à distance les autres, de même que les postures corporelles altièrres adoptées. Dans sa stratégie identitaire, le groupe se donne les moyens d'évacuer ce qui gêne sa valorisation. De même, les choix qu'il opère dans son inspiration rituelle s'inspirent du *candomblé* valorisé dans la société bahianaise : seuls les *orixás* sont mis en scène, mais jamais les *caboclos* ou les *pretos velhos*, et cela malgré la variété des thèmes annuels choisis (Congo, Angola, civilisation bantou...).

Ces remarques, ainsi que d'autres nombreux exemples détaillés, viennent étayer l'une des problématiques de ce livre, à savoir le rôle du rituel comme créateur de groupe et d'identité. Choix des noms, du vocabulaire, du calendrier, des héros, élection de la « déesse d'ébène » qui doit dire de quel *orixá* elle est la fille, se montrer cultivée, tresser ses cheveux (et non les défriser), danser de façon altièrre (pour inverser le stigmate de la femme noire dévergondée et individualiste), insertion originale d'éléments directement issus du *candomblé* (*despacho*) lors du rituel de sortie du groupe (p. 176), tout contribue, pour l'auteur, à créer un « espace utopique » tel qu'en décrivait Michel de Certeau. Mais surtout, « c'est en découvrant que le théâtre est vécu plus que joué que l'on comprend que cette comédie carnavalesque-là est un rite » (p. 153). Au-delà des discours, l'ethnologue se doit donc d'explorer les identités ritualisées (et donc leurs inventions rituelles) pour saisir la part d'ouverture à l'Autre inhérente y compris aux mouvements les plus ethnicistes (p. 204). Il doit rendre compte des « représentations » à travers leur mise en pratique, en tenant compte de leur degré d'intériorisation. Culture et identité seraient les deux pôles d'un axe solidaire, d'un continuum à l'intérieur duquel interagiraient mélanges, assemblages, créations culturelles et compétitions, cristallisations, exclusions (p. 228).

Dès l'introduction, l'auteur souligne l'une des caractéristiques de son objet, où l'on peut observer une relation étroite entre les dimensions sociale, culturelle et politique. Citant

là aussi M. de Certeau, il évoque la « double compétence » du monde carnavalesque, commune à la culture populaire en générale (p. 9) qui contiendrait à la fois un « espace polémologique » et un « espace utopique ». À chaque instant, le lecteur est de fait frappé par les glissements de registre incessants opérés par les acteurs, le social, le politique et bien sûr le religieux étant étroitement imbriqués. Ainsi, le groupe rappelle que la mère du fondateur est également une *mae de santo* respectée localement, ce qui lui permet de postuler la légitimité de son « inspiration culturelle africaine ». Le rituel de sortie utilise de vrais chants religieux, mais choisit dans le répertoire ceux qui ne provoquent pas la possession.

Très influencé au départ par les thèses racialistes de « discrimination positive », puis évoluant progressivement vers une pédagogie militante plus proche du « négriisme » (p. 77), Ilé Ayé semble aujourd'hui avoir adopté une stratégie moins ostensiblement politique en se transformant dès 1986 en « association culturelle » (le fondateur a parallèlement quitté son emploi et acquis le statut de « producteur culturel »). Dans le même temps, il crée une école primaire communautaire et s'attire la collaboration d'universitaires et d'artistes renommés, ainsi que des subventions d'État et d'entreprises privées nationales. En 1995, le groupe fonctionne comme une ONG locale, accueillant les programmes sociaux d'organisations internationales (p. 86). Toutefois, les fondateurs « parlent de leur engagement dans le carnaval comme d'autres parlent de syndicat » (p. 87).

L'auteur voit là une stratégie de stabilisation, permettant de s'inscrire dans un espace local et dans la durée, et relève l'ambiguïté de la démarche : volonté de ne pas être « récupérés », mais volonté tout aussi forte de bénéficier de la manne des subventions, du tourisme et des alliances politiques, et donc d'atteindre une dimension macro-sociale. Il rappelle que ces difficultés politiques, stratégiques et organisationnelles sont communes aux regroupements à base associative en général (p. 115), et constate dans un même temps la politisation de l'univers culturel et religieux bahianais et la spiritualisation de la pratique militante (p. 183). Dans sa conclusion, il souligne que ce phénomène est observable dans de nom-

breuses « entreprises identitaires » actuelles, et révèle le besoin d'un cadre de ritualisation pour inventer et exhiber identités, rêves et revendications. On pourra remarquer qu'il en a sans doute toujours été ainsi, et pas seulement dans les milieux « populaires », le rituel s'exprimant sur un mode plus ou moins festif ou solennel selon la position sociale ou le type de revendication des groupes. « C'est dans ces formes ritualisées d'expression que les mouvements sociaux s'ouvrent le plus [...] atteignant une dimension universelle », dit-il (p. 207). Ce qui caractériserait aujourd'hui les rhétoriques identitaires serait leur part d'inspiration « globale », rendant leur sens local « jamais totalement inaccessible au passant planétaire » (p. 206). Cette affirmation demanderait sans doute à être nuancée par l'analyse ethnographique. M. Agier rappelle d'ailleurs fort justement que « le globe n'est jamais perçu en ce monde que localement ». De fait, le livre ne nous dit presque rien du public touristique, comme s'il n'était là qu'un simple consommateur-spectateur, alors que sa présence est importante numériquement et participative (nombreux sont ceux qui sont inscrits dans les blocs). De même, qu'en est-il des diplomates et danseurs sénégalais qui défilèrent en 1988 sur le thème du Sénégal ? Étaient-ils là en simples faire valoir, ou (hypothèse hautement probable) se sentaient-ils concernés, et de quelle façon ? L'auteur parle à ce sujet de « fusion du carnaval et de la réalité » (p. 81). Que signifie alors réellement la présence de ces « passant planétaires », et comment des logiques identitaires distinctes parviennent-elles à s'exprimer sur un même lieu, dans un même temps ? Jusqu'à quel point interagissent-elles ? Il aurait été intéressant que l'auteur, qui propose de façon tout à fait stimulante une approche constructiviste et situationnelle (p. 228), prolonge sa démarche en incluant dans son enquête les acteurs étrangers du phénomène observé.

KALI ARGYRIADIS

1 - L'auteur précise dans son introduction qu'il utilise les termes de ses informateurs, mais n'omet pas de mettre à tout moment en évidence leur ambiguïté, à travers la notion « d'identité raciale situationnelle » (p. 201).

François Weil*Histoire de New York*

Paris, Fayard, 2000, 377 p.

Il y avait sans doute quelque insouciance téméraire à accepter d'écrire une histoire de New York. L'évolution contemporaine de la ville, la ductilité du fait urbain et la spécificité de « l'influence du phénomène d'urbanisation sur la conscience historique¹ » américaine auraient pu décourager.

En effet, le genre monographique devient singulièrement plus délicat dès lors que la ville, contrairement à celle des Temps modernes, n'est plus un îlot dans un territoire structuré par les campagnes dont on peut étudier les échanges entre l'*intra* et l'*extra muros*. Jean Gottmann, dès 1961, proposait le concept de megalopolis pour désigner un nouvel usage de l'espace sur un territoire situé entre la Nouvelle-Angleterre et la Virginie, où les zones urbaines, péri-urbaines et rurales s'intègrent dans un même tissu économique et social. New York s'inscrit dans ce système et donne l'impression de continuellement déborder les limites qu'on voudrait lui assigner. Par ailleurs, l'étude des villes a longtemps été confisquée par les sociologues – influence de l'école de Chicago aux États-Unis –, et elle est constamment confrontée à des savoirs professionnels qui se targuent, mieux que l'histoire, de pouvoir répondre à l'énorme demande sociale qui émane du sentiment diffus d'une crise des villes. Que peut l'historien dans ces conditions ? Et qu'est-on en droit d'espérer de son approche ? Si cette confrontation problématique à l'historiographie française et américaine, cette dernière se caractérise par un éclatement sans doute plus grand qui constitue, là encore, un défi à une tentative du type de celle entreprise par François Weil. C'est dans les années 1960 que la *New urban history*, redécouvrant, *via* le prisme des villes, la pauvreté, les ghettos et la violence occultés par l'« école du consensus », tenta une histoire sociale critique. Elle identifia méthodiquement les minorités et suivit, par de grandes enquêtes socio-démographiques, le parcours d'intégration ou de ségrégation croissantes des différents acteurs dominés d'une histoire américaine écrite du point de

vue de la société blanche et protestante : l'histoire urbaine glissa donc vers celle des minorités. Sortir de la vision dominante de l'Amérique était sans doute nécessaire, mais rendait délicate l'écriture d'une histoire au singulier : un quartier, un immeuble, un groupe ethnique, une communauté religieuse se prêtent à ces investigations critiques, mais que peut signifier, dans cette optique, un long panorama en cinémascope (et en technicolor) sur l'épopée new-yorkaise des origines à nos jours ?

La réponse à toutes ces questions est une construction réussie entre la générosité et le caractère volontairement artisanal qui restent finalement les meilleurs atouts de l'historien, ainsi que des choix assumés et un positionnement clair sur les enjeux soulevés précédemment. Tout cela fait du livre de F. Weil un ouvrage précieux, unique sur les marchés français et américain (qui, ni l'un ni l'autre, ne comptent de synthèse de cette envergure). Il a de plus l'élégance de la discrétion théorique et l'amour de la citation bien choisie.

On ne fera pas injure à l'auteur en voyant dans son livre une invitation à la promenade intelligente et informée dans une ville qui se refuse au passage du temps, chérit l'instanantéité et nourrit une certaine utopie de l'uchronie. Redonnant sens et sensibilité au paysage urbain en mutation, l'auteur empoigne un énorme matériau (une ville-monde, une économie-monde, un mythe contemporain) grâce à une connaissance scrupuleuse de la bibliographie débordante sur le sujet. L'excès même de la ville, qu'une érudition trop bien intentionnée aurait pu rendre accablante, est ici converti pour faire sens et raconter le temps des hommes mais aussi celui des pierres, l'enchevêtrement des temporalités démographique – celui des migrations et du renouvellement de la population –, politique – l'établissement plus ou moins étroit de l'axe New York-Washington et l'influence du pouvoir fédéral –, administratif – le statut de la ville, l'organisation de la municipalité, le poids des acteurs locaux –, économique, culturel – les conceptions et projections qui font de New York la matrice des rêves que suscita de tous temps l'Amérique... L'auteur sait faire varier les échelles (étude du *tenement*, de la *Bowery*, ou de la planification à l'échelle du Grand New

York) et résister à l'angoisse de l'ensevelissement, qui guette l'historien contemporain de l'urbain. Pour autant et sans prétendre atteindre une histoire totale, il y a bien à l'œuvre ici une volonté de recentrer qui s'oppose tout à la fois à une « histoire en miettes » et à une histoire téléologique désormais hors de saison. Face aux difficultés d'un discours unique sur une ville foisonnante et proliférante, F. Weil tient le fil d'une analyse articulant la micro et la macro-histoire. L'analyse fine est constamment reliée aux grands changements structurels (industrialisation, tertiarisation...) dont la ville est le témoin et l'acteur. Ce parti pris est sans doute imposé par le genre mais surtout par la conviction qui se fait jour, chez certains américanistes français ou américains, qu'après la reconnaissance des nouveaux acteurs sociaux légués par l'histoire des années 1960, le « moment d'un nouveau rééquilibrage² » est venu, qui autorise à parler d'un modèle américain centré sur les classes moyennes et sur la volonté de répartir démocratiquement les fruits des progrès technologiques du siècle. Faire crédit aux élites libérales, principales animatrices de ce projet dont Olivier Zunz s'est fait ailleurs l'historien, de la sincérité des sentiments qui les guidaient n'est pas forcément dans l'air du temps. Justement. L'histoire procédurière n'est pas au rendez-vous ici : si New York offre en effet une lecture à ciel ouvert du capitalisme triomphant et même arrogant, l'auteur a voulu délibérément se détacher d'une vision trop exclusivement idéologique de l'Amérique et de sa ville-phare comme l'enfer réalisé du libéralisme sauvage et de ses rejetons mortifères : inégalités, délitement social, aliénation tous azimuts. Sans jamais nier ces faces noires, cette *Histoire de New York* nous montre l'ascenseur social urbain, la mobilité et l'intégration (par le déplacement géographique des individus ou communautés qui ont réussi : les Juifs du Lower East Side qui montent dans l'Upper East Side, les Italiens de Little Italy qui vont rejoindre la bourgeoisie des *suburbs*...), tout autant qu'elle désigne les lieux et caractères mouvants de la souffrance sociale.

Du comptoir hollandais fondé en 1626 et baptisé Nouvelle-Amsterdam à la ville-empire du XIX^e siècle dont la vocation commerciale est

désormais relayée par les fonctions financière (New York devient banquière d'un continent en extension) et industrielle (avec répartition progressive entre les activités dévoreuses d'espace dans le New Jersey et à Brooklyn et la confection, l'imprimerie et l'édition qui resteront longtemps centrées sur l'île de Manhattan), de la cité gestionnaire de l'économie industrielle américaine, monde grouillant des Bartleby de Wall Street et refaçonné par la diversité des cultures ethniques vivantes apportées par les vagues d'immigration (plus de dix millions entre 1820 et 1890) à l'émergence tardive d'une capitale intellectuelle et artistique au XX^e siècle, de la faillite municipale des années 1970 à la renaissance spectaculaire des deux dernières décennies, l'histoire de New York atteste avant tout l'étonnante vitalité d'une ville qui s'invente à chaque période. Elle renouvelle sans cesse les assises de sa puissance et renforce son emprise territoriale par le développement des infrastructures de transport qui la relie à son hinterland (avec l'ouverture du canal de l'Érié en 1825, New York communique avec le réseau des Grands Lacs) et par l'absorption des *boroughs* avoisinants (construction du pont de Brooklyn en 1883, création du Grand New York formé de Manhattan et Brooklyn en 1897). À cette date, l'emprise urbaine qui s'arrêtait aux limites de Canal Street en 1825 a conquis toute l'île de Manhattan ainsi que les districts voisins. New York, animée d'ambitions de puissance qui rejoignent la conscience nationaliste croissante des États-Unis, s'imagine en nouvelle Rome et se « dote d'une infrastructure monumentale destinée à célébrer sa grandeur » : elle se couvre de bâtiments néo-classiques (Grand Central Station, New York Public Library...) dans le style de la « ville blanche » de l'Exposition internationale de Chicago de 1893. Rien ne déterminait absolument New York à devenir ce qu'elle est devenue si ce n'est, peut-être, l'*ethos* foncièrement pragmatique et entrepreneurial de ses élites si bien croqué dans les œuvres de Edith Wharton.

Quelques grands axes de réflexion structurent le récit forcément chronologique : le balancement constamment entretenu entre la vocation maritime de New York, son ambition de devenir la capitale du monde atlantique (de

l'économie coloniale des XVII^e et XVIII^e siècles jusqu'à l'économie mondiale actuelle) et le rôle national qu'elle entend jouer dans le même temps, tournée vers un continent en extension dont elle constitue la grande porte d'entrée durant tout le XIX^e siècle. Lorsque la frontière sera atteinte à la fin du XIX^e siècle, le port de New York en renouvellera la promesse auprès de tous les nouveaux arrivants.

Ceux-ci constituent évidemment le cœur de la formidable singularité de New York jusqu'en 1914 au moins. Venant au XIX^e siècle des États allemands, d'Irlande, d'Angleterre, d'Écosse, de France et du Canada avec des affiliations régionales tout aussi décisives que les appartenances nationales, les millions d'immigrants remodelent la ville, élargissent sa palette sociale, rendent caduque la « république des artisans » qu'elle était encore à la période révolutionnaire et recomposent un tissu social segmenté par des cultures ethniques et des sociabilités actives, par la réticence des communautés immigrées à l'égard du modèle culturel évangélique traditionnel et par l'élargissement de la fracture sociale. Le tournant migratoire des années 1890 façonne de nouveau le paysage ethnique de la ville avec l'afflux massif d'Italiens du Sud, d'Européens des Balkans et des Noirs des États du Sud qui fuient le climat de ségrégation installé avec la Reconstruction et vont former, en trois décennies, le ghetto de Harlem. À la fin du XIX^e siècle, New York, en proie à la fragmentation sociale, n'est plus représentative de l'Amérique de Tocqueville ; elle se présente au contraire comme l'Amérique des entreprises géantes (dont les sièges sociaux installés dans les nouveaux gratte-ciel se dressent à la conquête des cieux), de l'accumulation financière, de la bureaucratiation et de la croissance des inégalités sociales, toutes choses menaçant fondamentalement le projet démocratique. New York est le lieu privilégié d'une tension repérable ailleurs entre le fait urbain et les valeurs jeffersonniennes comme l'analysera avec brio Herbert D. Croly dans *Promise of American Life* (1909). Le progressisme accompagne cette prise de conscience de la nécessité d'une rationalisation de la croissance urbaine et d'un volontarisme municipal dont la période clé est inaugurée dans les années 1930, lorsque New York devient, sous

l'égide du maire La Guardia, le laboratoire social du New Deal. Les instruments de l'intervention municipale avaient été forgés au XIX^e siècle, sous-tendus par un discours hygiéniste dominant – c'est lui qui justifie le projet de Central Park (1858) voulu comme une « Arcadie dans le désert de briques et de mortier » –, mais c'est dans les années 1930, alors que la ville compte désormais près de sept millions d'habitants, que la professionnalisation des métiers d'assistance sociale, l'articulation très précoce entre action publique et sciences sociales et l'interventionnisme des années de dépression rendent possible une nouvelle vigueur dans l'action politique locale, incarnant l'alliance avec l'administration fédérale de Washington.

L'histoire culturelle de la ville est finement entrelacée à celle de ses fonctions économiques et de sa formation sociale. Elle laisse apparaître une succession de modèles de culture, civique (fin XVIII^e-début XIX^e siècle), littéraire (avec la génération des Henry James, Edith Wharton de la fin du XIX^e), puis académique : la vie intellectuelle est désormais structurée par la puissance croissante des grands centres universitaires logés dans la métropole, Columbia, New York University et City College qui accueille dans les années 1930 les enfants d'immigrants parmi lesquels Morris Cohen ou Bernard Baruch. Culture populaire novatrice et topique – le symbole de Times Square, le rôle central de la radio et la passion du sport (Madison Square) –, culture intellectuelle bouillonnante dans les mêmes années avec la conversion assez rapide d'intellectuels communistes à l'anti-stalinisme de combat (cf. *Partisan Review*) annonçant, après le nationalisme des années de guerre, la généralisation d'une conviction libérale très anti-communiste chez les intellectuels new-yorkais des années 1950 ; enfin, culture très cosmopolite des avant-gardes de Greenwich Village, qui, dès avant 1914, se caractérise par une quête effrénée des modernités artistiques. Autant dire que le fameux transfert de souveraineté artistique entre Paris et New York enregistré après 1940, dans le contexte de la débâcle française et de l'arrivée de nombreux exilés de marque, avait été préparé par cinq décennies d'approvisionnement de la modernité et de recherche d'une « américanité » problé-

matique. New York apparaît après la Seconde Guerre mondiale comme la capitale du « siècle américain » annoncé par Henry Luce dès 1941. La légitimité culturelle s'ajoute, en les renforçant, à la puissance économique et la domination politique des États-Unis. L'inventaire des formes culturelles diversifiées de la modernité y est rendu plus acrobatique par l'accélération des rythmes, et l'auteur, que l'on sent moins familier de la période très contemporaine, éprouve plus de difficultés à tenir le pari de la synthèse.

Disons pour finir que le texte est agrémenté de documents iconographiques choisis avec soin, qui en constituent un contrepoint vivant et ouvrent puissamment sur l'imaginaire de la ville. Le lecteur ressort de cette étourdissante promenade dans la cité du capitalisme et du multiculturalisme, où la puissance de l'économie est toujours confrontée à la diversité des cultures, avec des « souvenirs comme des oreilles emplies de musique muette, et des espoirs comme des yeux aveugles qui s'efforcent d'entrevoir la vision béatifique » (Djuna Barnes).

EMMANUELLE LOYER

1 - OLIVIER ZUNZ, « Histoire urbaine », in A. BURGUIÈRE (dir.), *Dictionnaire des sciences historiques*, Paris, PUF, 1986, pp. 677-683, ici p. 678. En effet, l'urbanisation brutale et récente de l'Amérique a profondément modifié l'idée que les Américains se faisaient de leur propre histoire. À partir des années 1950, le thème de la ville se substitue à celui de la « frontière » pour expliquer la dynamique de progrès social.

2 - OLIVIER ZUNZ, *Le siècle américain*, Paris, Fayard, 2000. L'auteur ajoute : « N'est-on pas allé trop loin en proclamant l'impossibilité de parler d'une seule Amérique ? ».

Hélène Harter

Les ingénieurs des travaux publics et la transformation des métropoles américaines, 1870-1910

Paris, Publications de la Sorbonne, 2001, 444 p.

En 1967, l'historien américain Robert Wiebe publiait *The Search for Order*, un ouvrage appelé à une postérité importante dans le champ des

études sur l'Amérique de la fin du XIX^e siècle¹, où il démontrait la volonté collective de remise en ordre sociale pour tenter d'humaniser un monde confronté aux conséquences de la modernisation. L'ouvrage d'Hélène Harter reprend cette argumentation en présentant le souci d'agencement urbain d'un groupe professionnel en cours de constitution : les ingénieurs des travaux publics. Version publiée d'une thèse de troisième cycle, l'ouvrage en adopte la problématique générale : l'analyse des travaux d'ingénieurs dans six grandes villes américaines (Baltimore, Boston, Chicago, New York, Philadelphie, Washington) des années 1870 aux années 1910. Au regard de la richesse de l'historiographie américaine pour cette période et ces thèmes d'étude, le projet est ambitieux. Pour le mener à bien, H. Harter s'appuie sur un corpus prosopographique de 180 ingénieurs (146 ingénieurs civils et 34 militaires), dont elle étudie principalement les publications professionnelles, localisées à la Bibliothèque administrative de l'Hôtel de Ville de Paris.

Dans un premier temps, l'auteur décrit la force des mutations démographiques, économiques et sociales que connaît l'Amérique au cours du *Gilded Age*. Dès la seconde moitié du XIX^e siècle, le paysage urbain change irrémédiablement : face à l'explosion urbaine, les responsables municipaux perdent rapidement tout contrôle. En réponse à ce désordre social, les ingénieurs proposent leur savoir-faire technique en matière de gestion urbaine pour réformer les grandes villes du pays. À l'intérieur des municipalités, les départements des travaux publics se professionnalisent et servent à diffuser cette expertise technique. Fasciné par son objet d'étude, l'auteur décrit les glorieuses entreprises, les « efforts titanesques » (p. 95) des ingénieurs municipaux qui améliorent le système d'égout, rénovent le réseau de distribution d'eau et développent les voies de communication. L'ouvrage confirme les travaux de Samuel Haber ou de Theodore Porter en soulignant le triomphe auprès des élus politiques d'un discours efficiel reposant sur un savoir technique et statistique².

Afin d'ancrer l'action de ces professionnels dans leur environnement politique et social, H. Harter détaille les liens conflictuels avec

le personnel politique, notoirement corrompu. De façon plus originale, elle rappelle les conflits d'intérêts avec d'autres professions urbaines, notamment les réformateurs sociaux, les médecins et les hygiénistes. Le processus d'échange à l'intérieur de la sphère politique forge les contours de la profession qui se dote d'instances de représentation et de *lobbying* à l'échelle locale, à l'image de la Boston Society of Civil Engineers, et nationale avec l'American Society of Civil Engineers. Dans une logique transatlantique, et par le biais de ces associations professionnelles, les ingénieurs entretiennent des liens étroits avec leurs confrères européens. Soucieuse de dépasser le simple ancrage institutionnel, H. Harter s'intéresse aux représentations de ce groupe social et souligne la collusion d'intérêts entre les ingénieurs civils et la bourgeoisie urbaine, blanche et protestante. Ce positionnement explique l'impopularité de la profession, volontiers paternaliste et hautaine à l'égard du reste de la population. L'auteur regrette l'injustice du destin de ces ingénieurs : ils n'obtiennent pas une reconnaissance « à la hauteur des tâches accomplies » (p. 247). Ce paradoxe en cache un autre, même si l'ouvrage n'en fait guère mention : la volonté de remise en ordre sociale au nom de « l'intérêt général » masque les intérêts particuliers de la profession et délaisse certaines catégories sociales et raciales. Loin de l'action consensuelle d'experts urbains œuvrant pour le bien public, l'ingénierie civile demeure l'apanage d'une élite technicienne favorable à l'ordre moral progressiste. Depuis une vingtaine d'années, l'historiographie de la période progressiste essaie de se détacher des discours de justification des acteurs pour mieux s'intéresser aux pratiques professionnelles des réformateurs et des experts. On regrette donc la dissociation, opérée par l'auteur, entre les projets techniques, analysés au début de l'ouvrage, et les représentations sociales, évoquées plus tardivement. Ainsi, est-il possible de réduire la construction du pont de Brooklyn à un ouvrage « extraordinaire » (p. 88), mis en œuvre par la famille Roebling, alors que les conditions de son élaboration technique traduisent d'évidentes prises de position politiques, sociales et raciales dans les *boroughs* new-yorkais de la fin du siècle ? Comme H. Harter le suggère par-

fois, sous la rationalité technicienne se cachent des logiques sociales, sous le consensus du discours d'expert émergent des rapports de force raciaux. En raison même de l'ampleur de ses choix géographiques, l'ouvrage manque parfois d'éclairages locaux pertinents sur les pratiques des ingénieurs. L'auteur reconnaît également un problème d'accès aux sources américaines, notamment les papiers personnels des ingénieurs qu'elle étudie. En se limitant aux rapports des associations professionnelles, H. Harter a pris le risque de répéter le discours lénifiant des ingénieurs, qu'elle déplore d'ailleurs dans ses intéressantes pages consacrées à l'American Society of Civil Engineers. De façon similaire, l'utilisation plus fréquente des débats historiographiques en cours, aussi bien aux États-Unis qu'en France, concernant l'expertise et la modernisation aurait permis une prise de distance avec la théorie de la modernisation et une mise en contexte de la construction de l'expertise de ces ingénieurs des travaux publics.

Toutefois, en dépit de ces réserves, l'ouvrage demeure un essai intéressant qui rend compte d'une profession dynamique dans l'Amérique de la fin du XIX^e siècle. Bien informé, rédigé dans un style sobre et efficace, il ne possède pas d'équivalent en langue française.

ROMAIN HURET

1 - ROBERT WIEBE, *The Search for Order, 1877-1920*, New York, Hill & Wang, 1967.

2 - SAMUEL HABER, *Efficiency and Uplift: Scientific Management in the Progressive Era 1890-1920*, Chicago, The University of Chicago Press, 1964 ; THEODORE PORTER, *The Rise of Statistical Thinking, 1820-1900*, Princeton, Princeton University Press, 1986.

**Christoph Bernhardt
et Geneviève Massard-Guilbaud (dir.)**

Le démon moderne. La pollution dans les sociétés urbaines et industrielles d'Europe.
The Modern Demon. Pollution in Urban and Industrial European Societies
Clermont-Ferrand, Presses universitaires
Blaise-Pascal, « Histoires croisées », 2002,
465 p.

Des pétitions de riverains d'usines malodorantes dégageant d'incessantes fumées noires ;

leurs tentatives pour interpeller et intéresser les autorités municipales et préfectorales ; le recours aux expertises des ingénieurs, médecins et scientifiques ; les évolutions des législations en matière d'environnement et leurs difficultés d'application ; les résistances des industriels et leurs chantages à l'emploi... Autant d'actions, de dénonciations et de justifications présentes dans les pays européens depuis le XVIII^e siècle au moins, selon les riches études de cas des vingt-six historiens belges, français, anglais, allemands, hollandais, japonais, italiens et américains réunis dans cet ouvrage.

De Manchester à Naples, en passant par Gand, Leipzig, Paris, Grenoble, Londres et bien d'autres villes, le lecteur parcourt la diversité et les similitudes des situations européennes en matière d'environnement urbain, de pollution des eaux et de l'air, étonné de rencontrer sur son chemin tant de situations familières et de découvrir tant de processus qu'il pensait actuels et novateurs. Faisant alterner textes en anglais et en français, cet intéressant livre d'histoire – aux contributions néanmoins inégales – est le fruit des premières « Rencontres internationales pour l'histoire de l'environnement urbain », tenues à Clermont-Ferrand en mai 2000.

La pollution doit-elle être constituée en objet d'histoire, se demandent en introduction du livre Christoph Bernhardt et Geneviève Massard-Guilbaud ? Étant donné que saleté et maladies causées par les émissions en tout genre font partie des racines communes à l'histoire sociale de toutes les grandes conurbations contemporaines, que la pollution des trois environnements (eau, air, sol) a été la cause de graves problèmes de santé publique, d'innombrables dommages matériels, de pertes financières considérables et de milliers de conflits entre citoyens, mais aussi, et surtout, poursuivent ces deux auteurs, parce que la pollution possède une dimension culturelle, elle mérite bien son statut d'objet d'histoire. Associée, dès la fin du XVIII^e siècle, aux désordres sociaux et politiques, la pollution et la lutte contre la pollution ne sont pas des conséquences secondaires de la société industrielle moderne, comme le prétend le sociologue Ulrich Beck, mais bien des éléments constitutifs de la modernité,

ce que C. Bernhardt et G. Massard-Guilbaud appellent le « démon moderne ».

Apparu au XII^e siècle dans la langue française avec le sens religieux et moral de « souillure » qu'il gardera jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, le terme « pollution » n'est jamais accolé à celui d'« urbain » avant le XIX^e siècle (Patrick Fournier). Dressant un historique de l'évolution du terme depuis le Moyen Âge, l'auteur évoque les liens entre le lent renforcement de la notion d'État, la volonté de contrôler l'espace social à partir de la fin du XVII^e siècle et l'effort statistique pour évaluer l'importance et les conséquences des nuisances nées de l'eau, de l'air et du sol. Selon lui, les théories miasmiques qui se perpétuent tout au long du XIX^e siècle et qui prétendent que l'air joue un rôle essentiel dans la santé et l'hygiène, tant publiques que privées, constituent les balbutiements des théories écologistes et environnementalistes.

Particulièrement saisissante est l'analyse de la construction et de la déconstruction du problème du dépérissement de la forêt (*Waldsterben*) allemande proposée par Franz-Josef Brüggemeier. Thème politique devenu central dans les années 1980 ainsi que sujet médiatique omniprésent, la disparition des arbres et des forêts d'Allemagne, considérée alors comme une certitude scientifique, est aujourd'hui controversée par de nouvelles études. Replaçant ces violentes polémiques actuelles dans l'histoire des débats sur la déforestation en Allemagne, qui débute au XVIII^e siècle, F.-J. Brüggemeier s'intéresse à la construction des connaissances et insiste sur une question essentielle à laquelle sont confrontés historiens, sociologues et anthropologues de l'environnement : étudier des constructions sociales qui sont aussi des processus naturels.

Trois autres textes (dont celui de Myriam Daru sur les dialectiques de la saleté et celui de Mathieu Flonneau sur la création du ministère de l'Environnement français) composent cette première partie consacrée à l'invention du concept de pollution et à la naissance du problème politique. Lucie Paquy, pour sa part, s'intéresse à la gestion des nuisances et des pollutions à Grenoble entre 1870 et 1914. Au cours de cette période triomphent, en la

matière, la science et la technique par l'intermédiaire de deux figures qui acquièrent un rôle central : le médecin et l'ingénieur.

S'ouvre alors une deuxième partie consacrée à six études de cas sur la pollution de l'eau et de l'air. La question des eaux usées et de l'assainissement des villes européennes étaient au cœur des problèmes environnementaux et des préoccupations hygiénistes du XIX^e siècle, comme le montrent bien les articles de Sabine Barles, Simone Neri Serneri et Jan Oosthoek. De l'invention des eaux usées parisiennes appréhendées sous l'angle de la description et de l'analyse des cycles de l'eau et de l'azote par S. Barles, aux terrifiantes odeurs qui, pendant cent trente ans (de 1850 à 1980), empestèrent le nord des Pays-Bas en raison de la pollution de l'eau par l'amidon de la pomme de terre analysé par Jan Oosthoek, en passant par l'échec, en matière de pollution de l'eau, des approches hygiénistes dans l'Italie des années 1890 aux années 1960 (S. Neri Serneri), l'eau constitue l'élément précurseur et central des prises de conscience, des controverses et des mesures environnementales. L'air n'est cependant pas en reste. Dans des villes comme Manchester et Londres, particulièrement soumises aux pollutions domestiques et industrielles, et tristement célèbres pour leur *smog*, des mobilisations individuelles et collectives existèrent dès la première moitié du XIX^e siècle. La description minutieuse que propose Harold L. Platt de la situation de Manchester démontre comment les conseils municipaux et la communauté scientifique devinrent les leaders dans la lutte contre la pollution atmosphérique et comment ce problème majeur de santé publique touchait plus particulièrement les individus socialement et économiquement défavorisés. Bill Luckin montre qu'avant les années 1870, peu de gens s'intéressaient vraiment aux liens entre les nombreux et impressionnants épisodes de *smog* qui envahissaient régulièrement la capitale londonienne et les pics de mortalité dus aux maladies respiratoires. L'attention des autorités médicales, scientifiques et politiques était alors concentrée sur un autre problème majeur d'environnement : la question de l'eau. C'est ce qui conduit l'auteur à valider la thèse de Mary Douglas et Aaron Wildavsky selon laquelle, à chaque époque, une seule menace

environnementale, culturellement construite, prédomine sur toutes les autres.

Changeons de période et de pays pour s'intéresser, avec Frank Uekoetter, à l'histoire du contrôle de la pollution de l'air dans l'Allemagne de l'entre-deux-guerres. Contrairement à la majorité des contributions du livre, l'auteur met l'accent sur les consensus plutôt que sur les conflits. Selon lui, le contrôle de la pollution atmosphérique en Allemagne était alors basé sur le consensus suivant : les industries ont autant le droit de produire que les citoyens d'être protégés des pollutions excessives. Ces deux droits étaient considérés comme aussi légitimes l'un que l'autre par toutes les parties concernées, d'où l'établissement de compromis entre les intérêts parfois divergents des industriels, des riverains, des politiques et des scientifiques.

La troisième partie s'intéresse aux tensions et attirances d'un couple particulièrement conflictuel : les villes et leurs industries. Comme l'écrit Estelle Baret-Bourgoin, entre attraction et répulsion, les villes françaises ont, tout au long du XIX^e siècle, entretenu des relations d'autant plus complexes envers leur industrie qu'il s'agissait d'activités à la fois créatrices de revenus et sources de nuisances pour de nombreux urbains. Au travers de la manière dont, au XIX^e siècle, les autorités municipales de Grenoble font face aux pollutions industrielles, cet auteur montre les conséquences de la centralisation à la française sur l'aménagement urbain et sur la définition de la fonction de magistrat municipal : les édiles étaient confrontés à la toute-puissance des industriels et aux limites posées par la réglementation. En France, conclut-elle, l'attitude des autorités municipales n'a donc que peu d'impact sur les localisations industrielles. Cette impuissance des maires, due à la centralisation française qui accorde à l'administration supérieure une place dominante, n'existe pas dans les autres pays européens. Comme le montrent Isabelle Parmentier pour la Belgique de la fin du XVIII^e au début du XIX^e siècle, Dieter Schott pour l'Allemagne de 1890 à 1914, Salvo Ascione et Gabriella Corona pour Naples au XX^e siècle, les autorités municipales disposaient ailleurs d'une plus grande marge de manœuvre qui leur permettait, théorique-

ment, d'avoir une politique industrielle cohérente. L'Allemagne semble se distinguer par l'affirmation d'une politique urbaine et la mise en place précoce de zones industrielles (C. Bernhardt et G. Massard-Guilbaud). En France, il fallut attendre la fin de la Seconde Guerre mondiale pour que des zones industrielles soient créées, alors que ce zonage industriel existait dès 1850 en Allemagne et 1885 à Naples.

L'ouvrage se clôt sur une quatrième et dernière partie consacrée aux mouvements sociaux en matière d'environnement et à la question du genre. Ce qui frappe, à ce stade, c'est la présence, dans ces mouvements contestataires pourtant précurseurs, d'individus et de groupes davantage conservateurs que progressistes. C'est notamment le cas des mères de famille et des grands-mères de Whyll (en Allemagne) dont l'engagement dans des mouvements d'opposition à la construction, en 1975, d'une centrale nucléaire est bien analysé par Jens Ivo Engels. S'interrogeant sur les liens entre écologie et féminisme, il montre notamment que les nombreuses femmes engagées dans cette lutte active et longue ne remettaient en question ni les schémas machistes dominants ni la culture patriarcale. De manière quelque peu ambivalente, les activités politiques de ces femmes résistant au pouvoir nucléaire et à l'État étaient tout à la fois des transgressions et des affirmations de rôles féminins traditionnels. Les mouvements contestataires rassemblent dans un même combat des individus aux objectifs très différents. Pour certains, il s'agit non pas de s'opposer à une société industrialisée, mais simplement d'empêcher la construction d'une usine près de chez eux, conflits de type NIMBY (*Not In My Back Yard*). D'autres, en revanche, rejettent catégoriquement les choix d'une société industrielle et capitaliste et militent activement pour d'autres alternatives politiques, économiques et sociales. Outre J. I. Engels, ces mouvements sociaux ambivalents sont analysés par Marie Bolton et Nancy C. Unger et par Brendan Prendiville. Les deux premières s'intéressent à l'apparition d'un mouvement en faveur d'une justice environnementale en Californie dans les années 1980. Quant au dernier, il étudie les mouvements anti-routes en Grande-Bretagne dans les années 1990.

Souignons pour finir la richesse et l'intérêt des différents articles réunis dans ce livre même si l'on souhaiterait, parfois, davantage d'ambition théorique. Mais cet ouvrage a le grand mérite de défricher un immense et passionnant chantier de recherche et de commencer à combler le retard de la France dans ce domaine. Sachant que la deuxième édition des « Rencontres pour l'histoire de l'environnement urbain » s'est tenue en juin 2002 à l'université de Leicester, on ne peut donc que souhaiter la parution d'un autre livre.

ELSA FAUGÈRE

**Andreas Sohn
et Hermann Weber (éds)**

Hauptstädte und Global Cities an der Schwelle zum 21. Jahrhundert
Bochum, Verlag Dr. Dieter Winckler,
« Herausforderungen, Historisch-politische Analysen-9 », 2000, 496 p.

Cet ouvrage collectif témoigne d'une grande ambition. Il souhaite couvrir une très longue période de l'histoire urbaine, dans laquelle s'affirme et s'établit la « ville capitale ». La première partie aborde la genèse prototypique de villes comme Londres ou Paris en la comparant à celle, tardive, d'une capitale comme Berlin. La deuxième partie s'intéresse aux « capitals in the making », en relevant une dynamique de l'urbanisation très spécifique qu'illustrent Ankara, Canberra et certaines villes latino-américaines ou africaines. L'acte de fondation apparaît comme un point commun des actions au Moyen Âge comme au XX^e siècle. La ville révèle ainsi ses prédispositions structurelles qui s'avèrent être les conditions de possibilité de son développement futur.

C'est à l'analyse de ces développements que s'attachent les contributions sur les « global cities » et leur rivalité au XX^e siècle. Elles tentent de mettre à l'épreuve des notions comme « réseaux interurbains », « infrastructures mondiales », ainsi que la « dynamique » propre à la globalisation dont la ville semble être un vecteur principal. Parallèlement, elles font apparaître des dysfonctionnements qui ne cessent de créer des distances intra- et

infra-urbaines vouées à devenir, vers l'an 2000, la marque de l'espace urbain à un niveau global. Les analyses les plus intéressantes dans ce contexte sont celles qui concernent l'Amérique latine et le Nigéria. On regrettera l'absence d'une vraie typologie opératoire du phénomène urbain à l'échelle mondiale qui puisse prolonger les observations sur la genèse des centres urbains en Europe et leur expansion et leur fonction de modèle hors du continent européen. La perte de l'espace proche, le rôle de l'environnement urbain s'effacent devant la globalisation des rapports interurbains.

Un chapitre particulièrement intéressant est celui qui concerne la fonction religieuse des métropoles. Les deux contributions sur Jérusalem, juive et musulmane, introduisent le thème de la représentation du fait urbain

sans qu'il soit élargi à une analyse de sa fonction archétypique des représentations de la ville. Mais la dernière partie, consacrée à la vision littéraire et artistique du fait urbain, ne compense pas l'absence d'une phénoménologie urbaine cohérente que l'introduction esquisse cependant assez clairement.

L'ouvrage pose donc plus de questions qu'il n'apporte de réponses. C'est un point fort si l'on compare les contributions au discours convenu sur l'urbanisation. La perspective de longue durée, l'introduction de plusieurs dimensions spatiales et d'une temporalité différentielle correspondent au titre de la série qui se veut « provocante ». Le volume présent est stimulant, sans atteindre totalement ce but.

JOCHEN HOOK

